

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

SAVOIR, POUVOIR ET *STANDPOINT* INSTITUTIONNEL :
L'IMPACT DE LA PHILANTHROPIE MINIÈRE SUR LA PRODUCTION DU
SAVOIR DANS LES UNIVERSITÉS CANADIENNES

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN DROIT INTERNATIONAL

PAR
KAREN HAMILTON

SEPTEMBRE 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

AVANT PROPOS ET REMERCIEMENTS

Ce projet de mémoire s'inscrit à la suite d'expériences professionnelles que nous avons eues depuis 2005, relatives à la présence accrue d'entreprises minières canadiennes au Guatemala. Notre travail sur le terrain nous a permis de comprendre que les controverses entourant le comportement de l'industrie minière canadienne dans le Tiers Monde ont des racines structurelles dans des processus ayant lieu au Canada. Après nous être concentrée davantage sur la question du rôle de l'université canadienne dans la production du savoir concernant les impacts et les responsabilités de l'industrie minière à l'étranger, nous avons constaté une croissance de la philanthropie provenant de l'industrie minière aux universités canadiennes. Nous avons donc décidé de consacrer notre mémoire à l'étude des impacts de cette philanthropie dans le contexte de la « corporatisation » de l'université canadienne pour approfondir notre compréhension de la tension entre les activités de recherche critique de l'université et la relation de celle-ci avec ses bailleurs de fonds.

Nous remercions notre directeur Rémi Bachand pour son appui tout au long de ce processus de rédaction, ainsi que Martin Gallié pour ses commentaires sur l'article sur lequel ce mémoire est basé.

Un grand merci aussi à Étienne et à nos enfants.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	viii
RÉSUMÉ	xiii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
CADRE THÉORIQUE	10
1.1 La relation entre le pouvoir et la production du savoir	12
1.1.1 Les défis contemporains posés à l'idée d'objectivité intellectuelle.....	13
1.1.2 L'analyse de la relation entre le pouvoir et le savoir	22
1.1.3 Résumé des découvertes théoriques.....	32
1.2 Notre question de recherche revisitée	33
CHAPITRE II	
LE CONTEXTE SAVOIR/POUVOIR DES UNIVERSITÉS AU CANADA.....	35
2.1 Les engagements juridiques du Canada envers la liberté académique	36
2.1.1 Le droit international et la liberté académique.....	36
2.1.2 Le droit canadien et la liberté académique.....	41
2.2 Les politiques gouvernementales à l'égard de l'enseignement supérieur	47
2.2.1 La politique fédérale à l'égard de l'enseignement supérieur	47
2.2.2 Les politiques provinciales d'enseignement supérieur	55
2.3 La gouvernance et la planification stratégique interne de l'université	62

2.3.1 La « corporatisation » de la gouvernance et la prise de décision universitaire	62
2.3.2 La croissance des partenariats entreprises-universités	69
2.4 Résumé des résultats contextuels	73
CHAPITRE III	
L'IMPACT DES PARTENARIATS UNIVERSITÉS-INDUSTRIE MINIÈRE SUR LA PRODUCTION DU SAVOIR UNIVERSITAIRE AU CANADA	
3.1 La problématisation de la philanthropie minière	75
3.1.1 Les préoccupations des critiques de l'industrie minière	76
3.1.2 La position des défenseurs de l'industrie minière.....	78
3.1.3 Les enjeux de la philanthropie	80
3.2 Les dons miniers aux universités canadiennes	83
3.2.1 Les caractéristiques des dons réalisés entre janvier 1995 et décembre 2013.....	84
3.2.2 L'analyse des données par université	87
3.2.3 L'analyse des données par type d'activité académique	90
3.3 L'impact de la philanthropie minière aux universités : Le cas des dons Munk....	92
3.3.1 La liberté académique et les dons Munk.....	93
3.3.2 Les politiques gouvernementales à l'égard de l'enseignement supérieur et les dons Munk	100
3.3.3 La gouvernance et la planification internes de l'université et les dons Munk	107
3.4 Résumé des résultats	112
CONCLUSION	118
ANNEXE A	
DONS DE L'INDUSTRIE MINIÈRE AUX UNIVERSITÉS CANADIENNES, JANVIER 1995-DÉCEMBRE 2103	
	124

ANNEXE B

REVENUS ANNUELS DE L'UNIVERSITÉ DE LA COLOMBIE- BRITANNIQUE, DE L'UNIVERSITÉ DE TORONTO ET DE L'UNIVERSITÉ LAURENTIENNE, AVRIL 1995-MARS 2012.....	158
--	-----

ANNEXE C

TOTAL DES REVENUS ANNUELS DE L'UNIVERSITÉ DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE, DE L'UNIVERSITÉ DE TORONTO ET DE L'UNIVERSITÉ LAURENTIENNE PROVENANT DE DONS PRIVÉS, AVRIL 1995-MARS 2012.....	160
---	-----

BIBLIOGRAPHIE	162
---------------------	-----

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
2.1	Transferts fédéraux en espèces pour l'enseignement supérieur, 1992-1993 à 2012-2013 (% PIB)	50
2.2	Total de subventions et contrats des ministères et agences gouvernementaux fédéraux, 1999-2012 (en milliers de dollars)....	54
2.3	Moyenne des frais de scolarité des étudiants ETP inscrits au premier cycle, 2013-2014.....	58
3.1	Dons aux universités canadiennes dans les secteurs miniers, non miniers et indéfinis/mixtes, janvier 1995 – décembre 2013.....	91

LISTE DES TABLEAUX

Tableau		Page
2.1	Étudiants ETP, dépenses des gouvernements provinciaux sur les universités et dépenses des gouvernements provinciaux sur la recherche universitaire, 2010-2011	56
3.1	Dons cumulés des entreprises minières aux universités canadiennes, janvier 1995 – décembre 2013	88
3.2	Importance relative des dons de sources privées et provenant du secteur minier, avril 1995 – mars 2012 (en milliers de dollars).....	90

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AB	Alberta
ACPAU	Association canadienne du personnel administratif universitaire
ACPPU	Association canadienne des professeures et professeurs d'université
APGR	Project Amélioration de la production et gestion des risques
AUCC	Association des universités et collèges du Canada
BC	<i>British Columbia</i> (Colombie-Britannique)
CAPS	<i>Changing Academic Profession Survey</i> (Enquête « <i>Changing Academic Profession</i> »)
CBC	<i>Canadian Broadcasting Corporation</i> (Société Radio-Canada)
CBERN	<i>Canadian Business Ethics Research Network</i> (Réseau de recherche canadien sur l'éthique en affaires)
CCIM	Conseil canadien de l'innovation minière

CERLAC	<i>Centre for Research on Latin America and the Caribbean</i> (Centre de recherche sur l'Amérique latine et les Caraïbes)
CESCR	<i>Committee on Economic, Social and Cultural Rights</i> (Comité des droits économiques, sociaux et culturels)
CIC	Conseil international du Canada
CMEC	<i>Council of Ministers of Education, Canada</i> [Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)]
CMIC	Conseil canadien de l'innovation minière
CRSH	Conseil de recherches en sciences humaines
CRSNG	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
EIC	Exploration Innovation Consortium
ETP	Équivalent temps plein
FCEE	Fédération canadienne des étudiantes et étudiants
FCI	Fondation canadienne pour l'innovation
FIMCE	Fondation de l'industrie minière canadienne pour l'éducation
GRAMA	Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique

ICIIED	Institut canadien international pour les industries de l'extraction et le développement
IFUC	Information financière des universités et collèges
IIMI	<i>International Minerals Innovation Institute</i> (Institut international d'innovation du secteur minier)
IRME	Institut de recherche en mines et en environnement
IRSC	Instituts de recherche en santé du Canada
LRC	<i>Law Reform Commission</i> (Commission de réforme du droit du Canada)
MAECD	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement Canada
MAECI	Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
MB	Manitoba
NB	Nouveau-Brunswick
NL	<i>Newfoundland and Labrador</i> (Terre-Neuve-et-Labrador)
NS	<i>Nova Scotia</i> (Nouvelle-Écosse)

OHCHR	<i>Office of the High Commissioner for Human Rights</i> (Haut-Commissariat aux droits de l'homme)
OISE	<i>Ontario Institute for Studies in Education</i> (Institut d'études pédagogiques de l'Ontario)
OIT	Organisation internationale du travail
ON	Ontario
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PDG	Président-directeur général
PE	<i>Prince Edward Island</i> (Île-du-Prince-Édouard)
PIB	Produit intérieur brut
PIDESC	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
QC	Québec
RAPC	Régime d'assistance publique du Canada
RCRCE	Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises

RI	Relations internationales
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
RU	Royaume-Uni
SIEP	Système d'information sur les étudiants postsecondaires
SK	Saskatchewan
TCPS	Transfert canadien en matière de programmes sociaux
TMDSG	Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général
TSX	<i>Toronto Stock Exchange</i> (Bourse de Toronto)
UNESCO	<i>United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization</i> (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture)

RÉSUMÉ

Ce mémoire vise à identifier les principaux impacts des partenariats entreprises-universités sur la production du savoir en explorant le cas spécifique de la philanthropie minière aux universités canadiennes.

Notre cadre théorique s'appuie sur une conceptualisation de la relation entre le pouvoir et le savoir inspirée des théoriciens féministes du *standpoint* et des auteurs postcoloniaux, et enracinée dans les travaux de Michel Foucault et Edward Said. Nous explorons trois réseaux de rapports de force ayant une influence importante sur le *standpoint* institutionnel de l'université canadienne : les engagements juridiques du gouvernement canadien envers la liberté académique, les politiques fédérales et provinciales d'enseignement supérieur et les tendances récentes en matière de gouvernance et de planification stratégique au sein de l'université. L'analyse indique une transformation du rôle de l'université dans la société canadienne de nos jours.

La question de la philanthropie minière aux universités canadiennes s'inscrit dans ce contexte. Nous problématisons cette dernière à la fois en fonction de l'importance de l'industrie minière pour le Canada, de la controverse entourant l'industrie minière et de la littérature sur la philanthropie en général. Nous présentons une compilation de dons provenant du secteur minier aux universités canadiennes entre 1995 et 2013.

Les dons de Peter Munk et Barrick Gold Corporation à l'Université de Toronto sont utilisés pour évaluer l'hypothèse selon laquelle la relation de pouvoir asymétrique entre les donateurs miniers et les bénéficiaires universitaires permet la subordination des priorités académiques à celles de l'industrie minière. Nous démontrons comment la liberté académique, l'autonomie institutionnelle et la transparence sont compromises par le contenu des protocoles d'entente qui régissent les dons, par l'impact de ces derniers sur l'image publique de l'université et par des processus de négociation fermés qui engendrent de la désinformation et de la méfiance. Nous concluons en examinant des questions liées à l'intention du donateur et à la responsabilité de l'administration universitaire.

MOTS-CLÉS : industrie minière, philanthropie, théorie du *standpoint*, liberté académique, production du savoir universitaire, enseignement supérieur au Canada

INTRODUCTION

La grève étudiante générale de 2012 au Québec, déclenchée par le plan du gouvernement du Québec d'augmenter les frais de scolarité universitaires de 75 % sur cinq ans, a mobilisée des dizaines de milliers d'étudiants partout dans la province¹. Dans le cadre de la grève, les étudiants ont organisé des manifestations massives, des marches familiales et des concerts de « casseroles » nocturnes². Les étudiants d'autres parties du pays, surtout en Ontario et au Manitoba, ont manifesté en solidarité avec leurs homologues québécois³. Les actions ont culminé le 22 mars 2012, quand environ 300 000 étudiants universitaires et collégiaux ont fait la grève et que quelques 200 000 étudiants et sympathisants ont participé à une manifestation historique dans le centre-ville de Montréal⁴. Dans l'ensemble, la grève a dominé les manchettes de

¹ La Presse canadienne, « Marée étudiante dans les rues de Montréal », *Le Devoir [de Montréal]* (22 mars 2012), en ligne : Le Devoir.com <<http://www.ledevoir.com/societe/education/345676/journee-de-grande-manifestation-etudiante-une-premiere-action-cible-le-port-de-montreal>> [La Presse canadienne, « Marée étudiante »].

² Isabelle Hachey, « Les casseroles résonnent partout à Montréal », *La Presse [de Montréal]* (24 mai 2012), en ligne : La Presse.ca <<http://www.lapresse.ca/actualites/dossiers/conflit-etudiant/201205/24/01-4528407-les-casseroles-resonnent-partout-a-montreal.php>>.

³ La Presse canadienne, « Tuition Fight Could Spill Outside of Quebec as Ontario Students Get Set to Join Protest », *The National Post* (25 mai 2012), en ligne : The National Post.com <<http://news.nationalpost.com/2012/05/25/ontario-students-poised-to-join-quebec-in-tuition-protests/>> ; CBC News, « Winnipeg Casserole Rally Attracts Dozens: Rally Participants Support Quebec Student Protesters », *CBC News* (30 mai 2012), en ligne : CBC.ca <<http://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/winnipeg-casserole-rally-attracts-dozens-1.1147363>>.

⁴ La Presse canadienne, « Marée étudiante », *supra* note 1.

février à août 2012 et on met en partie à son crédit la défaite du Parti libéral aux élections provinciales de septembre 2012⁵.

La grève portait essentiellement sur l'accès à l'enseignement supérieur comme droit fondamental, et sur la qualité de l'enseignement supérieur⁶. En ce sens, la grève a inévitablement remis en question les sources non étatiques de financement des universités, non seulement le financement provenant des frais de scolarité, mais aussi celui provenant du secteur privé. En effet, la grève a relancé des débats importants sur le rôle et l'impact des « contributions » des entreprises privées à l'éducation publique⁷.

Les débats sur la nature et l'étendue du rôle du secteur privé dans l'enseignement supérieur sont particulièrement pertinents de nos jours parce qu'au cours des trente dernières années, les fonds provenant des sources privées au Canada ont été sollicités pour répondre à la réduction du financement gouvernemental aux universités publiques. Par exemple, entre les années financières 2010-2011 et 2011-2012, les revenus de dons et contrats provenant d'entreprises privées ont augmenté plus rapidement que les revenus de frais de scolarité en proportion des budgets de fonctionnement des universités canadiennes. Le succès apparent de cette stratégie a été renforcé par la professionnalisation de la collecte de fonds par les bureaux de

⁵ David Desjardins, « La culture du mépris », *Le Devoir [de Montréal]* (13 septembre 2012), en ligne : Le Devoir.com <<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/359051/la-culture-du-mepreis>>.

⁶ Frédéric Julien, « Le printemps érable comme choc idéologique » dans Thomas Lindemann et al, *Guerres et reconnaissance : Forum « Le 'printemps érable' des étudiants québécois »*, Paris, L'Harmattan, 2012, 152 aux pp 154-155.

⁷ Eric Martin et Simon Tremblay-Pepin, « Québec Students Teach the World a Lesson » (2012) 46:5 *Canadian Dimension*, en ligne : Canadian Dimension <<http://canadiandimension.com/articles/4992/>>.

développement et de relations avec les diplômés au sein des universités⁸. Il est également attesté par le nombre de campagnes de financement universitaires ambitieuses fixant leur cible dans les millions ou même les milliards de dollars⁹.

Les débats sur le rôle du secteur privé dans l'enseignement supérieur sont aussi pertinents parce qu'ils attirent l'attention sur différentes attitudes relatives à la production du savoir universitaire. Les pressions récentes rapprochant la communauté universitaire de celle des affaires mettent l'accent sur l'importance que ces communautés établissent des partenariats afin de faciliter la transition du Canada d'une économie industrielle à une économie du savoir¹⁰. Les partisans de partenariats plus étroits soutiennent que les stéréotypes traditionnels d'universités enfermées dans des tours d'ivoire et vouées à une recherche objective et impartiale sont historiquement inexacts. Ils critiquent l'immobilisme de certains universitaires et leur insensibilité à des besoins sociaux changeants¹¹. Pour leur part, les critiques de ces partenariats soutiennent que l'innovation durable n'est possible qu'à travers une

⁸ Andrew Derrington, « University Fundraising: What the UK Can Learn from Canada », *The Guardian* (20 mai 2013), en ligne : The Guardian.com <<http://www.theguardian.com/higher-education-network/blog/2013/may/20/higher-education-fundraising-canadian-universities>>.

⁹ James Bradshaw, « Queen's University Turns to Alumni with \$500-Million Fundraising Campaign », *The Globe and Mail* (28 septembre 2012), en ligne : The Globe and Mail.com <<http://www.theglobeandmail.com/news/national/queens-university-turns-to-alumni-with-500-million-fundraising-campaign/article4573948/>>.

¹⁰ Howard Buchbinder et Janice Newson, « Corporate-University Linkages in Canada: Transforming a Public Institution » (1990) 20 *Higher Education* 355 aux pp 360-361 [Buchbinder, « Linkages »].

¹¹ *Ibid* à la p 361 ; Voir aussi Michael Stevenson (Président et Vice-chancelier de l'Université Simon Fraser), « The Public University and the Private Sector », Série de conférences au Vancouver Board of Trade, présentée à la Chambre de commerce de Vancouver, 28 mai 2002 [non publiée], en ligne : sfu.ca <<https://www.sfu.ca/pres/president/speeches/20023.html>>.

recherche ouverte et critique, sans entraves posées par la propriété privée des idées ou par la manipulation de la recherche par la commercialisation¹².

Ces débats soulèvent en outre des questions importantes quant à la transparence et aux motivations des entreprises qui donnent aux universités. À titre d'exemple, en 2010 l'Université de Toronto a mené une enquête interne sur de possibles conflits d'intérêts après qu'un étudiant eut découvert que le programme d'un cours de médecine sur la gestion de la douleur avait été développé grâce au financement d'entreprises pharmaceutiques produisant des médicaments étudiés lors du cours¹³. En 2013, un programme de *CBC Radio* a reçu de nombreuses plaintes suite à la participation d'Andrew Leach, titulaire de la Chaire Enbridge de l'École de gestion de l'Université d'Alberta, pour répondre à des questions liées à l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta¹⁴. Les auditeurs ont contesté la capacité de Leach à donner un avis désintéressé étant donné les intérêts d'Enbridge, Incorporated dans les sables bitumineux, et notamment la promotion de l'oléoduc Northern Gateway¹⁵.

¹² *Ibid* ; Buchbinder, « Linkages », *supra* note 10 aux pp 372-374.

¹³ Navindra Persaud, « Questionable Content of an Industry-Supported Medical School Lecture Series : A Case Study » (2013) 0:1-5 *J Med Ethics* 1 à la p 2 ; Julia Belluz, « Future Doctors Demand Boundaries with Big Pharma: Medical Schools Address Conflict of Interest », *Macleans's* (24 septembre 2013), en ligne : [Macleans.ca <http://www.macleans.ca/education/uniandcollege/future-doc-tors-demand-boundaries-with-big-pharma/>](http://www.macleans.ca/education/uniandcollege/future-doc-tors-demand-boundaries-with-big-pharma/).

¹⁴ Entrevue d'Andrew Leach par Jim Brown, « The 180 Call Out of the Week: Why Not Refine It », (11 septembre 2013) sur *The 180*, CBC Radio, Toronto, en ligne : [CBC.ca <http://www.cbc.ca/the180/excerpts/2013/09/11/the-180-call-out-of-the-week-why-not-refine-it/>](http://www.cbc.ca/the180/excerpts/2013/09/11/the-180-call-out-of-the-week-why-not-refine-it/) ; Entrevue de Joseph Doucet par Jim Brown, « Can an Industry-Sponsored Professorship be Independent? », (23 septembre 2013) sur *The 180*, CBC Radio, Toronto, en ligne : [CBC.ca <http://www.cbc.ca/the180/excerpts/2013/09/26/can-an-industry-sponsored-professorship-be-independent/>](http://www.cbc.ca/the180/excerpts/2013/09/26/can-an-industry-sponsored-professorship-be-independent/).

¹⁵ Voir Enbridge, Incorporated, « Northern Gateway Project », en ligne : [Enbridge, Incorporated <http://www.enbridge.com/NorthernGatewayProject.aspx>](http://www.enbridge.com/NorthernGatewayProject.aspx).

C'est dans ce contexte de préoccupations croissantes relatives au caractère changeant de la production du savoir universitaire, de la diminution du soutien gouvernemental à l'enseignement supérieur, et de la participation accrue du secteur privé qu'un nouvel acteur est venu s'établir : l'industrie minière. En 2002, par exemple, l'École Polytechnique de Montréal a reçu un don de 8 \$ millions de Pierre Lassonde, cofondateur et co-président-directeur général (PDG) de Franco-Nevada Mining Corporation Limited pour financer l'agrandissement de l'École, avec les pavillons Claudette-MacKay-Lassonde et Pierre-Lassonde¹⁶. En 2010, l'Université Simon Fraser a reçu 10 \$ million de l'entreprise Goldcorp Incorporated pour financer le *Goldcorp Centre for the Arts*¹⁷. En 2011, l'Université du Québec à Chicoutimi a reçu 3,5 \$ millions de Rio Tinto Alcan pour financer le Pavillon de la culture et du design autochtones et les bourses Rio Tinto Alcan¹⁸.

Si les fonds qui sous-tendent cette philanthropie minière sont le produit de l'émergence récente du Canada comme chef de file de l'industrie minière mondiale¹⁹,

¹⁶ École Polytechnique de Montréal (Université de Montréal), « Pavillons Claudette-Mackay-Lassonde et Pierre-Lassonde – Primeurs », en ligne : École Polytechnique de Montréal <<http://www.polymtl.ca/lassonde/primeur/index.php#index2>> [École Polytechnique de Montréal, « Pavillons »].

¹⁷ Université Simon Fraser, communiqué, « Goldcorp Donates \$10 Million to SFU Downtown Eastside Arts Centre » (23 septembre 2010), en ligne : Université Simon Fraser <http://www.sfu.ca/pa/mr/media_releases/media_releases_archives/goldcorp-donates-10-million-to-sfu-downtown-eastside-arts-centre.html> [Université Simon Fraser, « Goldcorp Donates »].

¹⁸ Université du Québec à Chicoutimi, communiqué, « Contribution de 3,5 M\$ du Fonds Rio Tinto Alcan Canada à la Campagne majeure de développement UQAC/FUQAC » (24 octobre 2011), en ligne : Université du Québec à Chicoutimi <http://www.uqac.ca/medias/communiqué/2011/20111024_alcan.pdf> [Université du Québec à Chicoutimi, « Contribution »].

¹⁹ Chambre de commerce du Canada, « Capitale minière : Comment le Canada a transformé ses richesses naturelles en avantage concurrentiel mondial » (janvier 2013) à la p 17, en ligne : Chambre de commerce du Canada <http://www.chamber.ca/fr/medias/blogue/130130-capitale-miniére/130130_Capitale_minieré.pdf> [Chambre de commerce du Canada].

les motivations de l'industrie soulèvent les mêmes questions de transparence et de conflits d'intérêts que la philanthropie des industries pharmaceutiques et pétrolières.

Compte tenu des débats existants concernant les partenariats entreprises-universités, de l'importance des montants versés par l'industrie minière, et du caractère relativement récent de cette philanthropie, ce mémoire souhaite examiner la relation entre les entreprises minières et les universités canadiennes. Plus précisément, il questionne l'impact de la philanthropie minière sur la production du savoir académique.

La démarche que nous utiliserons pour répondre à notre question de recherche est inspirée de Benoît Gauthier, qui définit la méthodologie comme un « [m]ode de confrontation des idées, issues à la fois de l'expérience et de l'imagination, aux données concrètes, dérivées de l'observation, en vue de confirmer, de nuancer ou de rejeter ces idées de départ »²⁰. Notre « idée de départ », ou hypothèse, est que la relation de pouvoir asymétrique entre les donateurs miniers et les bénéficiaires universitaires permet la subordination des priorités académiques à celles de l'industrie minière.

Nous suivrons une démarche hypothético-déductive tout au long de notre mémoire, c'est-à-dire que nous entreprendrons un processus de vérification afin d'accroître le niveau de confiance dans notre hypothèse²¹. Cependant, nous ne croyons pas que notre analyse confirmera ou niera catégoriquement notre hypothèse. À notre avis, il

²⁰ Benoît Gauthier, « Introduction » dans Benoît Gauthier, dir, *Recherche social : de la problématique à la collecte des données*, 5^e éd, Québec, Presse de l'Université du Québec, 2009, 1 à la p 8 [Gauthier].

²¹ François Dépelteau, *La démarche d'une recherche en sciences humaines : de la question de départ à la communication des résultats*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1998 aux pp 62-67.

s'agit d'une attente irréaliste compte tenu de la portée limitée de notre mémoire. Au lieu de cela, nous prévoyons que les résultats de nos recherches et analyses nous aideront à « nuancer » notre hypothèse et à identifier des questions clés pour orienter les recherches futures sur ce sujet.

Ce mémoire est divisé en trois chapitres. Dans le Chapitre I, nous explorerons les défis à la notion traditionnelle d'objectivité intellectuelle avancés par les auteurs féministes et postcoloniaux – enracinés dans la notion de « discours » de Michel Foucault et de « l'Orientalisme » d'Edward Said – de manière à introduire un cadre théorique liant le pouvoir avec la production du savoir. Nous présenterons le savoir comme un produit de règles discursives conditionnées par les réseaux complexes de rapports de force dans lesquels les universités canadiennes et leur personnel enseignant s'insèrent. Nous expliquerons ensuite comment ces règles discursives définissent le point de vue institutionnel – ou *standpoint* – à partir duquel les universités fonctionnent et produisent du savoir.

Une fois posé notre cadre théorique, notre démonstration aura lieu dans les Chapitres II et III. Dans le Chapitre II, nous présenterons ce que nous considérons être les trois principaux réseaux des rapports de force institutionnels qui informent le contenu et l'orientation de la production du savoir universitaire. Ces réseaux sont : les engagements juridiques du gouvernement canadien envers la liberté académique, les politiques fédérales et provinciales d'enseignement supérieur et les dynamiques internes des universités.

Dans le Chapitre III, nous examinerons les impacts de ces réseaux plus en détail, et en relation avec notre question de recherche concernant l'impact de la philanthropie de l'industrie minière sur la production du savoir universitaire. C'est dans ce chapitre que nous allons problématiser la question spécifique de la philanthropie du secteur

minier dans les universités canadiennes en consultant à la fois la controverse entourant l'industrie minière, ainsi que la littérature sur la philanthropie en général. Nous analyserons également les cas récents de philanthropie de l'industrie minière dans les universités, avec un accent particulier sur les contributions de plus de 41 \$ millions réalisées par Peter Munk, cofondateur et président du conseil d'administration de l'entreprise Barrick Gold Corporation, à l'Université de Toronto.

Nous utiliserons les résultats du Chapitre III pour explorer la validité de notre hypothèse – c'est-à-dire, que des relations de pouvoir asymétriques entre donateurs de l'industrie minière et bénéficiaires universitaires permettent la subordination des priorités académiques aux priorités de l'industrie. Nous discuterons de ce que nos résultats nous disent sur la force de notre hypothèse, et de la manière dont nous pourrions nuancer ou modifier certains de ses éléments de façon à traiter plus précisément de notre problématique.

Dans nos conclusions, nous identifierons des questions et pistes clés pour de nouvelles recherches sur le sujet.

Tout au long de notre mémoire, nous consulterons une grande variété de sources pour clarifier notre cadre théorique et appuyer notre démonstration. Nous analyserons des sources primaires, comme des ouvrages de théoriciens spécifiques, les lois nationales et les règles de droit internationales, des données de sondages, les données de Statistique Canada, des protocoles d'entente régissant les dons et des communiqués de presse. Nos analyses seront, à leur tour, appuyées par des sources secondaires telles qu'articles de journaux, articles des revues évaluées par les pairs, rapports gouvernementaux et non-gouvernementaux et monographies écrites par des universitaires.

Il est à noter que les données relatives à la philanthropie de l'industrie minière aux universités canadiennes ne sont pas centralisées. La compilation – inédite – présentée dans ce mémoire est l'œuvre de l'auteure et a impliqué l'examen des sources suivantes : sites web et communiqués de presse d'universités canadiennes ; sites web, communiqués de presse et rapports annuels d'entreprises minières ; et sites web et rapports des associations minières nationales et régionales.

Il est également à noter que, bien que nous nous référions parfois à l'enseignement supérieur dans son ensemble, notre analyse se restreint à l'université canadienne et ne traite donc pas des collèges ou d'autres établissements d'enseignement supérieur.

CHAPITRE I

CADRE THÉORIQUE

Les universités canadiennes sont souvent décrites comme des établissements engagés dans la poursuite d'une connaissance indépendante et désintéressée²². La salle de classe est imaginée comme un espace où les étudiants, les professeurs et les chercheurs s'efforcent de mener une recherche objective et impartiale²³. L'application de ces adjectifs à la production universitaire du savoir a des implications normatives significatives, dont la plus importante est de conférer au savoir universitaire une autorité qui la distingue de l'opinion personnelle. Elle évoque une méthode rigoureuse et scientifique et suppose l'absence de valeurs subjectives qui pourraient entraver la découverte de la « Vérité »²⁴.

L'image de l'intellectuel objectif et désintéressé est enracinée dans les développements historiques qui ont façonné à la fois l'idée de l'université et la nature

²² Michiel Horn, *Academic Freedom in Canada: A History*, Toronto, University of Toronto Press, 1999 à la p 342.

²³ Melissa S Anderson, « The Complex Relations between the Academy and Industry: Views from the Literature » (2001) 72:2 *The Journal of Higher Education* 226 à la p 242 [Anderson, « Complex Relations »].

²⁴ Peter Novick, *That Noble Dream: The « Objectivity Question » and the American Historical Profession*, New York, Cambridge University Press, 1988 à la p 51.

du travail universitaire. Elle est enracinée, en partie, dans le Positivisme, c'est-à-dire, la position épistémologique qui ne reconnaît que les phénomènes observables et qui affirme que chaque revendication de savoir peut être vérifiée ou falsifiée au moyen de l'observation scientifique, de la mesure et de l'expérimentation²⁵. Le positivisme, qui a émergé à l'Âge des Lumières en Europe à la fin du 17^e siècle et des écrits de René Descartes, Isaac Newton et, plus tard, Auguste Comte, en est venu à supplanter la religion comme autorité principale du savoir²⁶.

Cette image de l'intellectuel est aussi enracinée dans l'opinion d'Emmanuel Kant voulant que la recherche universitaire soit pure, au sens où la poursuite de nouveaux savoirs ne devrait pas être limitée par des préoccupations liées à comment et à qui ce savoir pourrait être utile²⁷. Ce point de vue a été adopté par Wilhelm von Humboldt quand il a établi la « mère de toutes les universités », l'université de Berlin, en 1810²⁸, et par l'universitaire britannique et prêtre, John Henry Newman, dans son ouvrage classique *The Idea of the University Defined and Illustrated*, publié en

²⁵ *Oxford English Dictionary*, 3^e éd, *sub verbo* « Positivism ».

²⁶ John Stuart Mill, *Auguste Comte and Positivism*, Philadelphia, J B Lippincott & Co, 1866 aux pp 6-9.

²⁷ Barbara Haverhals, « The Normative Foundations of Research-based Education: Philosophical Notes on the Transformation of the Modern University Idea » (2007) *Studies in Philosophy and Education* 26 à la p 423. Kant concevait l'université comme divisée entre les facultés supérieures (le droit, la médecine et la théologie) et les facultés inférieures (à savoir les sciences naturelles et les sciences sociales). Pour Kant, les facultés supérieures étaient motivées en grande partie par les intérêts économiques. La mission première des facultés inférieures est donc de produire un savoir objectif et désintéressé pour rectifier le savoir « compromis » des facultés supérieures. Immanuel Kant, *The Conflict of the Faculties*, traduit par Mary J Gregor, New York, Abaris Books, 1979 aux pp 53-59.

²⁸ Pablo Campos Calvo-Sotelo, « The Architecture of Higher Education: University Spatial Models at the Start of the Twenty-first Century » (2001) *Higher Education* 14 à la p 188 [notre traduction].

1873²⁹. Elle a grandement influencé les missions de recherche conventionnelles des universités à travers le monde³⁰ et façonné l'environnement conceptuel et philosophique dans lequel les universitaires canadiens opèrent aujourd'hui³¹.

Dans ce chapitre, nous déconstruirons l'image de l'intellectuel objectif et désintéressé et, ce faisant, nous présenterons un cadre théorique qui identifie le pouvoir avec la production du savoir. Nous commencerons par l'examen des défis contemporains à cette image avancés par les auteurs féministes et postcoloniaux. Ensuite, nous nous concentrerons plus particulièrement sur la relation entre le pouvoir et le savoir, telle que développée par Michel Foucault dans sa notion de « discours » et appliquée par Edward Said dans sa notion de « l'Orientalisme ». Un résumé de ces discussions posera les fondements théoriques nécessaires pour la suite de notre étude.

1.1 La relation entre le pouvoir et la production du savoir

Entre la fin du 17^e siècle et la deuxième moitié du 20^e siècle, le modèle de recherche des Lumières basé sur la poursuite de la « Vérité » à travers l'étude objective a prévalu³². Cependant, les dernières décennies ont vu des défis persistants se poser à l'objectivité complète des chercheurs et à l'idée qu'ils puissent être libres de tout

²⁹ John Henry Newman, *The Idea of the University Defined and Illustrated*, London, Longmans, Green & co., 1891.

³⁰ Voir Leslie S Domonkos, « History of Higher Education » dans Asa S Knowles, dir, *International Encyclopedia of Higher Education*, vol 5, San Francisco, Jossey-Bass, 1977, 2017.

³¹ Anderson, « Complex Relations », *supra* note 23 à la 242.

³² Richard Bailey, « Overcoming Veriphobia – Learning to Love Truth Again » (2001) 49:2 *British Journal of Educational Studies* 159 aux pp 159, 162.

préjugé personnel à l'égard de leur objet d'étude³³. Pour notre étude, les doutes soulevés par les intellectuels féministes et postcoloniaux sont particulièrement instructifs.

1.1.1 Les défis contemporains posés à l'idée d'objectivité intellectuelle

Dans les années 70 et 80, les féministes critiques ont commencé à développer des « théories du point de vue » (*standpoint theories*) qui attaquaient explicitement la notion d'objectivité intellectuelle³⁴. S'appuyant sur l'idée de Karl Marx d'un point de vue du prolétariat³⁵, un principe central de ces théories était que tout savoir était socialement situé : afin de comprendre plus précisément une revendication de savoir, il fallait tenir compte du contexte social, historique et politique dans lequel cette revendication se produisait, ainsi que les préjugés particuliers produits par ce contexte³⁶.

Autrement dit, les théoriciens du *standpoint* observent comment différents « sites » (*locations*) dans les relations de classe, de genre, de race, etc., génèrent des comptes-

³³ *Ibid* à la p 159.

³⁴ Sandra Harding, « Introduction: Standpoint Theory as a Site of Political, Philosophic, and Scientific Debate » dans Sandra Harding, dir, *The Feminist Standpoint Theory Reader: Intellectual and Political Controversies*, New York, Routledge, 2004, 1 aux pp 1-2 [Harding, « Introduction »] [notre traduction].

³⁵ Nancy Hartsock, « The Feminist Standpoint: Developing the Ground for a Specifically Feminist Historical Materialism » dans Sandra Harding et Merrill B Hintikka, dir, *Discovering Reality: Feminist Perspectives on Epistemology, Metaphysics, Methodology, and Philosophy of Science*, Dordrecht (Pays-Bas), D Reidel Publishing, 1983, 283 aux pp 285-288.

³⁶ Voir Donna Haraway, « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective » (1988) 14:3 *Feminist Studies* 575 [Haraway].

rendus distincts du monde³⁷. L'emplacement d'un individu façonne invariablement la manière dont il ou elle comprend le monde et limite la manière dont le monde lui est présenté par le biais de son expérience. « C'est une illusion, » écrit Sandra Harding, « de penser que la pensée humaine peut complètement effacer les empreintes qui révèlent son processus de production »³⁸.

Les premiers développements de l'épistémologie féministe du *standpoint* se sont produits dans le contexte historique spécifique de la deuxième vague du mouvement féministe en Amérique du Nord³⁹ et étaient destinés à ouvrir un espace intellectuel pour l'analyse féministe dans des établissements de savoir dominés par les hommes (les universités, par exemple)⁴⁰. Une préoccupation commune des théoriciens du *standpoint* est donc l'effet des structures de pouvoir sur la production du savoir. Ils soutiennent que le point de départ traditionnel de la recherche universitaire est la

³⁷ Sandra Harding, « Comment on Hekman's 'Truth and Method: Feminist Standpoint Theory Revisited': Whose Standpoint Needs the Regimes of Truth and Reality » dans Sandra Harding, dir, *The Feminist Standpoint Theory Reader: Intellectual and Political Controversies*, New York, Routledge, 2004, 255 à la p 257 [Harding, « Comment »] [notre traduction].

³⁸ Sandra Harding, « Rethinking Standpoint Epistemology: What is 'Strong Objectivity'? » dans Linda Alcoff et Elizabeth Potter, dir, *Feminist Epistemologies*, New York, Routledge, 1993, 49 à la p 57 [Harding, « Rethinking »] [notre traduction].

³⁹ La deuxième vague du féminisme s'est déroulée dans le contexte des mouvements anti-guerre et des droits civiques aux États-Unis. Il était notamment plus radical et plus inclusif que la première vague du féminisme, qui est souvent décrite comme ayant priorisé le suffrage et les droits de propriété pour les femmes blanches des classes moyennes et supérieures. Diane Kravetz et Jeanne Marecek, « The Feminist Movement » dans Judith Worell, dir, *Encyclopedia of Women and Gender: Sex Similarities and Differences and the Impact of Society on Gender*, San Diego, Academic Press, 2002, 457 aux pp 457-459.

⁴⁰ Sylvia Walby, « Against Epistemological Chasms: The Science Question in Feminism Revisited » (2001) 26:2 *Signs* 485 à la p 488 ; Sandra Harding, « A Socially Relevant Philosophy of Science?: Resources from Standpoint Theory's Controversiality » (2004) 19:1 *Hypatia* 25 aux pp 25, 27.

position du dominant (« Homme et Blanc », selon Donna Haraway⁴¹) et que cette position produit des revendications de savoir qui sont partielles et déformées⁴². Comme l'explique Dorothy Smith, « les formes objectivées, les procédures rationnelles, et l'organisation conceptuelle abstraite » prétendument utilisées au sein des établissements producteurs du savoir « créent une apparence de neutralité et d'impersonnalité qui cache les sous-entendus de classe, de genre et de race »⁴³.

Les groupes dominants sont intéressés à cacher ces sous-entendus parce que, selon Harding, ils « ont plus d'intérêts que ceux qu'ils dominent à ne pas les formuler et à exclure les questions qui portent sur la façon dont les relations sociales et la nature 'fonctionnent vraiment' »⁴⁴. Par conséquent, les théoriciens féministes du *standpoint* soutiennent que « faire commencer la pensée » à partir des vies des femmes (et par extension, à partir des vies d'autres groupes marginalisés) génère des questions critiques importantes qui ne découlent pas de la pensée assumant le point de vue des groupes dominants⁴⁵. Les points de vue des groupes marginalisés permettent de comptes-rendus plus objectifs du monde parce que, dans les mots d'Harding, ils déplacent « l'observation scientifique et la nécessité d'explication vers des suppositions et des pratiques qui semblent naturelles ou banales du point de vue [...] »

⁴¹ Haraway, *supra* note 36 à la p 581 [notre traduction].

⁴² Harding, « Introduction », *supra* note 34 à la p 4.

⁴³ Dorothy Smith, *The Conceptual Practices of Power: A Feminist Sociology of Knowledge*, Boston, Northeastern University Press, 1990 à la p 65 [nos traductions].

⁴⁴ Harding, « Comment », *supra* note 37 à la p 257 [notre traduction].

⁴⁵ Harding, « Rethinking », *supra* note 38 à la p 56 [notre traduction].

des groupes dominants »⁴⁶. Il en résulte de nouveaux savoirs, non seulement sur ceux qui sont marginalisés socialement et politiquement, mais aussi sur les groupes dominants et sur l'ordre social dans son ensemble⁴⁷.

Il est important de souligner que les théories féministes du *standpoint* n'abandonnent pas l'objectivité en faveur, par exemple, du relativisme culturel ou épistémologique. Elles reconceptualisent plutôt l'objectivité dans ce qu'Harding appelle « l'objectivité forte »⁴⁸. L'objectivité forte vise à maximiser l'objectivité en reconnaissant explicitement et systématiquement les biais inévitables et les idées cachées qui sous-tendent toute la production du savoir⁴⁹. Elle ne privilégie pas le point de vue d'un groupe marginalisé, mais avance l'idée que plusieurs de ces points de vue sont requis pour révéler différents aspects de la vérité⁵⁰.

En plus des théoriciens féministes du *standpoint*, les auteurs associés aux études postcoloniales ont également contesté l'image de l'intellectuel objectif et désintéressé. Le postcolonialisme a émergé parallèlement à la deuxième vague féministe américaine dans les années 70 et au début des années 80. Il est né comme approche critique à la littérature issue du Commonwealth, mais a bientôt élargi son champ pour inclure ce que Rita Abrahamsen décrit comme les diverses « problématisations des principaux domaines des théories sociales et politiques

⁴⁶ Sandra Harding, *Whose Science? Whose Knowledge?: Thinking from Women's Lives*, Ithaca (NY), Cornell University Press, 1991 à la p 150 [Harding, « Science »] [notre traduction].

⁴⁷ Harding, « Rethinking », *supra* note 38 à la p 56.

⁴⁸ *Ibid* à la p 70 [notre traduction].

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ *Ibid* à la p 72 ; Harding, « Science », *supra* note 46 à la p 157.

contemporaines »⁵¹. Bien qu'il évite toute catégorisation simple, le postcolonialisme situe son objet quelque part dans la rencontre coloniale et ses suites⁵² et, en général, cherche à exposer la pertinence des structures et des relations de pouvoir coloniales dans l'actualité et de comprendre comment et pourquoi ces structures et ces relations persistent⁵³. Le postcolonialisme a eu un impact sur plusieurs domaines, y compris l'histoire, la géographie, l'anthropologie et les études culturelles. En ce qui concerne notre étude, ses contributions aux relations internationales (RI) sont particulièrement utiles⁵⁴.

Le postcolonialisme comme approche critique aux RI est motivée par ce que Geeta Chowdhry et Sheila Nair appellent « une préoccupation » envers « l'abandon relatif des questions concernant l'inégalité et la justice » dans ce champ d'étude⁵⁵. Les intellectuels postcoloniaux font valoir que l'accent mis de manière conventionnelle par les RI sur l'État et la politique du pouvoir, ainsi que leur recours aux métarécits, obscurcissent une compréhension précise des articulations contemporaines de domination et occultent les implications des processus historiques à l'origine de ces articulations. Les intellectuels postcoloniaux tentent de remédier à ce problème en

⁵¹ Rita Abrahamsen, « African Studies and the Postcolonial Challenge » (2003) 102:407 *African Affairs* 189 à la p 191 [Abrahamsen, « African »] [notre traduction] ; Voir aussi Robert J C Young, « What is the Postcolonial? » (2009) 40:1 *ARIEL* 13 à la p 24 [Young, « Postcolonial »].

⁵² Bill Ashcroft, Gareth Griffiths et Helen Tiffin, « General Introduction » dans Bill Ashcroft, Gareth Griffiths et Helen Tiffin, dir, *The Postcolonial Studies Reader*, London, Routledge, 1995, 1 à la p 2.

⁵³ Young, « Postcolonial », *supra* note 51 à la p 13 ; Rita Abrahamsen, « Postcolonialism » dans Martin Griffiths, dir, *International Relations Theory for the Twenty-First Century: An Introduction*, London, Routledge, 2007, 111 à la p 125 [Abrahamsen, « Postcolonialism »].

⁵⁴ *Ibid* à la p 112.

⁵⁵ Geeta Chowdry et Sheila Nair, *Power, Postcolonialism and International Relations: Reading Race, Gender and Class*, London, Routledge, 2002 à la p 1 [nos traductions].

« récupérant » les voix des groupes assujettis ou « subalternes ». En mettant en lumière les histoires « situées différemment » et les expériences des peuples colonisés (également décrite comme « l'histoire racontée à partir d'en bas »), la littérature postcoloniale vise à leur rendre une agentivité qui leur a été jusqu'ici refusée par l'érudition occidentale⁵⁶. Ainsi, alors que les théoriciens féministes du *standpoint* remettent en question la domination des hommes comme point de départ traditionnel de la recherche universitaire, les intellectuels postcoloniaux remettent en question la domination de l'Occident⁵⁷. Dans les mots d'Abrahamsen,

[un] objectif principal de beaucoup d'écrits postcoloniaux est d'exposer la mesure dans laquelle l'érudition dominante, et souvent aussi notre compréhension du « bon sens » du monde social, sont fermement ancrées dans une perspective notamment occidentale, et ainsi d'attirer l'attention sur les fondations épistémologiques de la puissance occidentale⁵⁸.

Le postcolonialisme problématise également l'utilisation de concepts et de pratiques occidentales dans les établissements producteurs du savoir. Le postcolonialisme explore comment ces concepts et ces pratiques construisent et limitent notre compréhension du monde d'une manière qui coïncide avec les intérêts des puissances internationales dominantes et, par conséquent, conditionnent ce que nous concevons comme des arrangements sociaux, culturels, économiques et politiques internationaux

⁵⁶ Abrahamsen, « African », *supra* note 51 à la p 208 [notre traduction].

⁵⁷ Il n'existe pas une seule définition simple de « l'Occident » dans la littérature post-coloniale. Voir Neil Lazarus, « The Fetish of 'the West' in Postcolonial Theory » dans Crystal Bartolovich et Neil Lazarus, dir, *Marxism, Modernity and Postcolonial Studies*, Cambridge (MA), Cambridge University Press, 2002, 43. Pour nos fins immédiates, il est préférable de le définir de manière vague comme « un point d'ancrage [...] qui aider le critique postcolonial à regrouper la partie du monde qui est dominante et impériale ». Mohammad Salama, *Islam, Orientalism and Intellectual History: Modernity and the Politics of Exclusion since Ibn Khaldun*, New York, I B Tauris & Co Ltd, 2011 à la p 26 [notre traduction].

⁵⁸ Abrahamsen, « Postcolonialism », *supra* note 53 à la p 112 [notre traduction].

appropriés⁵⁹. Ici, la question n'est pas tant l'Occident comme point de départ de la recherche que la domination des concepts et des méthodes occidentales utilisés pour procéder à cette recherche.

Par exemple, les intellectuels postcoloniaux comme Arturo Escobar, Ranajit Guha et Antony Anghie reprochent aux RI traditionnelles de s'appuyer exclusivement sur certains concepts de la modernité politique comme l'État, la citoyenneté, la démocratie et la souveraineté⁶⁰. Ils remettent en question le caractère supposément universel de ces concepts en faisant valoir qu'ils sont nés des récits occidentaux sur les RI et qu'ils servent les intérêts de l'Occident tout en ignorant systématiquement les préoccupations, les intérêts et les expériences des peuples non occidentaux⁶¹.

Cet argument est particulièrement bien illustré par l'exploration que fait Escobar des notions de « développement » et de « sous-développement », non pas comme des catégories évidentes ou préétablies, mais comme des constructions ancrées dans une problématisation de la pauvreté qui a eu lieu dans les conditions historiques spécifiques du début de la période suivant la Seconde Guerre mondiale⁶² et qui a été marquée par, entre autres, l'émergence des théories de développement économique, d'un corpus de techniques rationnelles pour la gestion de la pauvreté et des régimes de représentation à l'œuvre dans les sites institutionnels chargés de lutter contre la

⁵⁹ Dipesh Chakrabarty, *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2000 à la p 17.

⁶⁰ *Ibid* à la p 4.

⁶¹ Abrahamsen, « Postcolonialism », *supra* note 53 à la p 112.

⁶² Arturo Escobar, *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton, Princeton University Press, 1995 à la p 44 [Escobar] [nos traductions].

pauvreté⁶³. Escobar montre comment l'étude du développement a respecté des « principes d'autorité » clairs privilégiant les connaissances spécialisées occidentales, des gouvernements, des institutions internationales comme l'Organisation des Nations Unies (ONU) et des organisations internationales de financement comme la Banque mondiale⁶⁴. La réalité sociale du Tiers Monde⁶⁵ a été réorganisée dans de nouvelles catégories de carence qui légitiment et normalisent l'intervention de l'Occident pour remodeler le Tiers Monde selon les normes occidentales de croissance, de progrès et d'efficacité. Comme Escobar le montre clairement, le développement conçu de cette manière n'est pas « un processus naturel de savoir ayant découvert progressivement les problèmes et leur ayant fait face »⁶⁶. Il s'agit d'une « construction historique qui fournit un espace dans lequel les pays pauvres sont connus, précisés et sur lesquels on intervient »⁶⁷.

En conséquence, des concepts et des catégories tels que « développé » et « sous-développé » ne sont, dans les mots d'Escobar, « jamais innocents » ; ils masquent plutôt le racisme, la violence, l'exploitation et la dépossession qui ont été au centre de la formation de l'ordre international contemporain et qui jouent un rôle durable dans

⁶³ *Ibid* aux pp 17-18.

⁶⁴ *Ibid* aux pp 41-43 [notre traduction].

⁶⁵ Comme le terme « Occident », « Tiers Monde » défie une définition simple dans la littérature postcoloniale. Bien qu'il ait été inventé en France dans les années 50 en référence au Tiers État – c'est-à-dire, les « roturiers » qui n'étaient ni le clergé, ni la noblesse – il est souvent utilisé par les intellectuels postcoloniaux comme « étiquette commode » impliquant « une histoire commune de (néo)colonialisme » et des « communautés structurelles de lutte ». Ella Shohat, *Taboo Memories, Diasporic Voices*, Durham, Duke University Press, 2006 aux pp 232, 246-247 [notre traduction].

⁶⁶ Escobar, *supra* note 62 à la p 44 [notre traduction].

⁶⁷ *Ibid* à la p 45 [notre traduction].

son maintien⁶⁸. La « décolonisation » des RI nécessite donc, en paraphrasant Anghie, qu'on se demande comment ces concepts et ces catégories changent si on les regarde à partir du point de vue et des expériences vécues des peuples non occidentaux⁶⁹. Cela ne signifie pas que tous les intellectuels postcoloniaux rejettent nécessairement l'objectivité comme but de l'enquête intellectuelle. Alors que certains, comme Makau Mutua, font valoir que « l'objectivité est une fiction académique »⁷⁰, d'autres, comme plusieurs théoriciens féministes du *standpoint*, soutiennent que la prise en compte des voix des peuples marginalisés fournira un récit plus précis de la réalité sociale⁷¹.

Cette discussion vise à démontrer que l'objectivité, telle que conçue par les théoriciens féministes du *standpoint* et les intellectuels postcoloniaux, n'est pas un objectif intellectuel qui soit toujours entièrement réalisable. Contrairement à la compréhension conventionnelle de l'objectivité, elle ne réside pas dans les revendications de savoir d'un seul intellectuel ni dans les revendications de plusieurs intellectuels opérant à partir de points de vue similaires. La manière dont les intellectuels comprennent le monde et, de manière tout aussi importante, ce qu'ils choisissent comme objets légitimes d'étude, s'articulent avec des rapports de force complexes. Afin d'approfondir cette question, nous devons comprendre quelle relation particulière entre pouvoir et savoir informe les théories féministes du *standpoint* et les études postcoloniales.

⁶⁸ *Ibid* à la p 20 [nos traductions].

⁶⁹ Antony Anghie, « Civilization and Commerce: The Concept of Governance in Historical Perspective » (2000) 45 Vill L Rev 887 à la p 892.

⁷⁰ Makau Mutua, « Human Rights in Africa: The Limited Promise of Liberalism » (2008) 51:1 African Studies Review 17 à la p 18 [notre traduction].

⁷¹ Dipesh Chakrabarty, « Postcoloniality and the Artifice of History: Who Speaks for 'Indian' Pasts? » (1992) 37 Representations 1 aux pp 22-23.

1.1.2 L'analyse de la relation entre le pouvoir et le savoir

Les théoriciens féministes du *standpoint* et les intellectuels postcoloniaux fondent leurs idées sur diverses bases intellectuelles. En ce qui concerne l'analyse de la relation entre pouvoir et savoir, deux d'entre elles figurent en évidence. La première est la notion de « discours » de philosophe français Michel Foucault.

Avant Foucault, le terme « discours » avait été conceptualisé principalement sur le plan de langue ou sur le plan de l'interaction sociale. Ce sont les travaux de Foucault, surtout *L'ordre des choses* (1966) et *L'archéologie du savoir* (1969), qui reconceptualisent le discours sur le plan du savoir⁷². Ce faisant, Foucault lie le discours avec la discipline, tant au sens des disciplines comme le droit, la médecine et l'économie politique (c'est-à-dire, les corps spécifiques du savoir) qu'aux établissements (*institutions*) disciplinaires tels que les écoles, les salles d'audience, les hôpitaux et le gouvernement (c'est-à-dire, des sites où se déploient des relations sociales relativement stables)⁷³. Cependant, Foucault ne s'intéresse pas aux corps du savoir en soi. Il ne s'intéresse pas non plus aux établissements en soi. Au contraire, Foucault s'intéresse au contexte épistémique historiquement spécifique dans lequel les corps du savoir apparaissent comme intelligibles, pourvus d'autorité et de force institutionnelle. Il s'intéresse tout autant au rôle joué par les établissements, à leur tour, dans l'élaboration de ce contexte épistémique⁷⁴.

⁷² Alec McHoul et Wendy Grace, *A Foucault Primer: Discourse, Power and the Subject*, New York, Routledge, 2002 aux pp 26-31 [McHoul].

⁷³ *Ibid* ; Geoff Danaher, Tony Schirato et Jen Webb, *Understanding Foucault*, London, Sage Publications, 2000 aux pp 36-37.

⁷⁴ Michel Foucault, *L'Archéologie du savoir*, Paris, Éditions Gallimard, 1969 à la p 57 [Foucault, « L'Archéologie »] ; Joseph Rouse, « Power/Knowledge » dans Gary Gutting, dir, *The Cambridge Companion to Foucault*, 2^e éd, Cambridge (MA), Cambridge University Press, 2005, 95 à la p 96.

Foucault observe qu'il existe dans une période historique donnée des façons particulières dont une population pense à un objet social donné – comme certains aspects du droit, de la médecine ou de l'économie politique – qui excluent d'autres façons de penser au même objet : « Chaque société a son régime de vérité, ses 'politiques générales' de vérité [...] qu'elle accepte et qu'elle fait fonctionner comme vrai »⁷⁵. Les discours constituent la manière dont cette façon particulière de penser est permise et contrainte⁷⁶.

Pour Foucault, le discours est constitué d'un groupe d'énoncés – en d'autres mots, un discours est un ensemble dont les énoncés sont les parties élémentaires⁷⁷. Pour Foucault, un « énoncé » est mieux compris non pas en tant qu'unité linguistique, comme une phrase, mais comme « fonction » qui « traverse un domaine de structures et d'unités possibles et qui les fait apparaître, avec des contenus concrets, dans le temps et l'espace »⁷⁸. Les énoncés se regroupent dans un discours quand ils font partie de la même formation discursive – c'est-à-dire, quand il y a une cohérence ou une relation implicite entre eux⁷⁹. Cela se produit lorsque le groupe d'énoncés se réfère au même sujet et produit un effet similaire⁸⁰. Par exemple, un discours

⁷⁵ Michel Foucault, « Truth and Power » dans Colin Gordon, dir, *Power/Knowledge: Selected Interviews and Other Writings, 1972-1977*, Brighton (RU), Harvester Press, 1980, 109 à la p 131 [Foucault, « Truth »] [notre traduction].

⁷⁶ Foucault, « L'Archéologie », *supra* note 74 à la p 273-275 ; McHoul, *supra* note 72 à la p 31.

⁷⁷ Foucault, « L'Archéologie », *supra* note 74 aux pp 106-107.

⁷⁸ *Ibid* à la p 115.

⁷⁹ *Ibid* à la p 153 ; Stuart Hall, « The West and the Rest: Discourse and Power » dans Stuart Hall et al, dir, *Modernity: An Introduction to Modern Societies*, Cambridge (RU), Polity Press, 1995, 201 à la p 201 [Hall].

⁸⁰ Sara Mills, *Michel Foucault*, London, Routledge, 2003 à la p 64 ; Mark Cousins et Althar Hussain, *Michel Foucault*, Baskingstoke (RU), Macmillan, 1984 aux pp 84-85.

particulier en économie politique peut être constitué d'énoncés qui « disent », d'une manière ou autre, que les pays « riches » sont responsables de la pauvreté des pays « pauvres ». Ce groupe d'énoncés rendrait possibles certains effets matériels et pratiques, comme la réduction de la dette internationale ou le plaidoyer en faveur de plus d'aide internationale. Ces effets seraient semblables au sens qu'ils soutiennent la notion que les pays « riches » sont responsables de la pauvreté des pays « pauvres ».

Cependant, ce qui intéresse Foucault n'est pas tant ce que les énoncés disent, mais ce qu'ils font⁸¹. Par cela, Foucault veut dire : persistent-ils ? Sont-ils répétés ? Sont-ils méprisés ? Ce qu'ils font est déterminé par des règles, de manière que les énoncés, et les discours par extension, ne peuvent être compris réellement qu'au moyen des règles qui déterminent leur fonctionnement⁸². Les règles qui portent sur les énoncés sont internes et propres aux discours dont elles font partie, mais sont également façonnées par une combinaison de la structure discursive elle-même, des relations entre discours concurrents et de facteurs socioculturels et institutionnels⁸³. Revenons à notre exemple précédent : si l'on considère la raison pour laquelle les énoncés qui disent que les pays « riches » sont responsables de la pauvreté des pays « pauvres » ont persisté d'une manière particulière, nous pourrions commencer par considérer ce que Foucault appelle les « mécanismes et les instances qui permettent à une personne de distinguer des énoncés vrais des énoncés faux »⁸⁴. Ces énoncés sont-ils considérés comme plus « vrais » (qu'un groupe d'énoncés concurrents) s'ils viennent d'un politicien ou d'un militant ? S'ils sont écrits et sont commentés dans une revue

⁸¹ McHoul, *supra* note 72 à la p 37.

⁸² *Ibid* à la p 38 ; Foucault, « L'Archéologie », *supra* note 74 aux pp 273-275.

⁸³ Sara Mills, *Discourse*, London, Routledge, 2004 aux pp 43-45.

⁸⁴ Foucault, « Truth », *supra* note 75 à la p 131.

évaluée par les pairs ou sur internet ? Ou s'ils sont réalisés pendant une manifestation ou à l'ONU⁸⁵ ?

L'ensemble des règles qui portent sur les énoncés et les discours est constitué par ce que Foucault appelle une « archive ». Les archives d'une période historique donnée sont composées de la totalité des discours concurrents qui constituent un domaine donné de savoir - droit, médecine ou économie politique⁸⁶. L'archive signifie l'état général des possibilités régissant les énoncés considérés comme « vrai » ou « faux » dans un domaine de savoir à un endroit et un temps particuliers⁸⁷. Comme l'explique Barry Smart, l'archive détermine

quels énoncés survivent, disparaissent, sont réutilisés, refoulés ou censurés ; quels termes sont reconnus comme valides, contestables, non valides ; quelles relations existent entre 'le système des énoncés actuels' et ceux du passé, ou entre les discours des cultures 'indigènes' et étrangères ; et quels individus, groupes ou classes ont accès à certains types de discours⁸⁸.

Foucault introduit donc l'idée de discours comme « pratique régulée » construisant les objets de notre savoir⁸⁹. Le pouvoir fonctionne afin d'appliquer la « vérité » d'un groupe d'énoncés, de telle sorte qu'un discours produit un « régime de vérité » en

⁸⁵ Michel Foucault, *The Order of Things: An Archaeology of the Human Sciences*, London, Routledge, 1970 à la p 45 [Foucault, « Order »].

⁸⁶ Foucault, « L'Archéologie », *supra* note 74 aux pp 170-173 ; Lois McNay, *Foucault: A Critical Introduction*, New York, The Continuum Publishing Company, 1994 à la p 66.

⁸⁷ Foucault, « L'Archéologie », *supra* note 74 aux pp 170-171 ; Lisa Downing, *The Cambridge Introduction to Michel Foucault*, Cambridge (MA), Cambridge University Press, 2008 à la p 48.

⁸⁸ Barry Smart, *Michel Foucault*, éd révisée, London, Routledge, 2002 à la p 48 [notre traduction].

⁸⁹ Foucault, « L'Archéologie », *supra* note 74 à la p 106.

permettant de construire un objet d'une certaine façon et de limiter les autres façons dont l'objet peut être construit⁹⁰. Il découle de cette compréhension de la relation entre pouvoir et savoir que la vérité n'est pas le résultat d'une investigation scientifique positive et objective. Il ne s'agit pas de quelque chose qui puisse être connu en termes absolus. Au contraire, une vérité particulière est toujours contingente historiquement sur des rapports de force ayant constitué le sujet de cette vérité manifeste comme nommable et connaissable, après qu'il eut été établi comme objet légitime d'étude et après qu'un cadre discursif eut été fixé autour d'une position ou une compréhension particulière de ce sujet⁹¹.

Les intuitions de Foucault par rapport au discours, au pouvoir et au savoir ont évolué au fil de sa vie, de telle sorte qu'il est difficile de résumer de manière cohérente l'ensemble de son travail sur le sujet. Ce qu'il importe de retenir de cette discussion est que les intellectuels inspirés par ces intuitions ne peuvent accepter aveuglément toute catégorisation particulière du monde. Au lieu de cela, ils estiment qu'il est impératif de découvrir comment certaines façons de comprendre le monde sont devenues dominantes et quels facteurs socioculturels et institutionnels y ont mené⁹². Dans les mots d'Alec McHoul et Wendy Grace, « la vérité devient une fonction de ce qui *peut* être dit, écrit ou pensé » et le projet « en devient un d'exposition de la spécificité historique – le simple fait que les choses auraient pu être autrement – de ce qu'il nous semble savoir aujourd'hui avec certitude »⁹³.

⁹⁰ Hall, *supra* note 79 à la p 204 [notre traduction].

⁹¹ Foucault, « Order », *supra* note 85 aux pp 344-345 ; Linda J Graham, « The Product of Text and 'Other' Statements: Discourse Analysis and the Critical Use of Foucault » (2011) 43:6 Educational Philosophy and Theory 663 à la p 667.

⁹² Abrahamsen, « African », *supra* note 51 à la p 199.

⁹³ McHoul, *supra* note 72 à la p 33 [nos traductions ; italiques dans l'original].

Outre la notion de discours de Foucault, les théoriciens féministes du *standpoint* et les intellectuels postcoloniaux fondent leurs idées sur la notion « d'Orientalisme » du théoricien palestinien Edward Said. *L'Orientalisme* (1978), souvent considéré comme le texte fondateur des études postcoloniales⁹⁴, s'appuie sur la même configuration de vérité, pouvoir et savoir qui sous-tend l'œuvre de Foucault⁹⁵. Faisant valoir qu'il « n'y a rien qui soit une présence donnée, mais [que] tout [est] *re-présence*, ou représentation », Said explore la relation entre savoir et pouvoir dans la construction de la pensée savante et populaire européenne portant sur le monde arabo-islamique pendant la période post-Lumières⁹⁶. Said utilise le terme « Orientalisme » pour décrire la « discipline extrêmement systématique » des Européens, c'est-à-dire le traitement de « l'Orient » par l'Occident comme objet de savoir qui peut être examiné systématiquement et sur lequel des jugements clairs et stables peuvent être produits⁹⁷. Ces jugements – sur la race, le caractère, la culture, l'histoire, la société, etc. des Orientaux – fonctionnent comme cadres dominants (ou discours, au sens foucauldien) qui « donn[ent] forme » à l'Orient et, en cela, contraignent et limitent aussi la façon dont l'Orient est entendu⁹⁸. Said les appelle « représentations », insistant sur le fait qu'il ne s'agit pas de « vérités » essentielles sur l'Orient, mais de vérités construites

redevable[s] en ce sens à différentes techniques occidentales de représentation qui rendent l'Orient visible, clair, et qui font qu'il est « là » dans le discours qu'on tient à son sujet. Ces représentations s'appuient pour leurs effets sur des

⁹⁴ Abrahamsen, « Postcolonialism » *supra* note 53 à la p 199.

⁹⁵ Edward W Said, *L'Orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*, traduit par Catherine Malamoud, Paris, Seuil, 2005 à la p 15 [Said, « L'Orientalisme »].

⁹⁶ *Ibid* aux pp 35, 15 [italiques dans l'original].

⁹⁷ *Ibid* à la p 15.

⁹⁸ *Ibid* à la p 59.

institutions, des traditions, des conventions, des codes d'intelligibilité, et non sur un Orient lointain et amorphe⁹⁹.

Pour Said, l'Orientalisme a commencé avant le contact colonial européen formel avec l'Orient et a été motivé par l'intérêt et l'admiration pour la littérature orientale. Said localise le tournant vers l'Orientalisme « moderne » dans la période de conquêtes coloniales européennes en Orient aux 18^e et 19^e siècles. À ce stade, l'Orientalisme « se transforme : il était textuel et contemplatif, il devient administratif, économique et même militaire »¹⁰⁰. Pour Said, l'Orientalisme moderne a été développé conjointement à l'expansion des États européens occidentaux, en particulier de la Grande-Bretagne et de la France, et au besoin d'inventer de nouvelles façons de contrôler les populations assujetties. La logique était que la création d'un corpus de savoir portant sur la population soumise entraînerait une utilisation plus efficace et raffinée de la puissance impériale pour contrôler cette population. Ce corpus rendrait la gestion des populations soumises plus facile et plus rentable pour l'empire¹⁰¹. Said identifie l'invasion de l'Égypte par Napoléon en 1798 comme point tournant dans le développement de l'Orientalisme moderne. L'arrivée de Napoléon en Égypte a été marquée par « des travaux systématiques de tout un corps de savants épaulés par une armée moderne de conquête coloniale » menant une recherche scientifique publiée plus tard sous la forme d'ouvrage encyclopédique de 23 volumes : *Description de l'Égypte* (1809-1829)¹⁰².

⁹⁹ *Ibid* à la p 35 [italiques dans l'original].

¹⁰⁰ *Ibid* à la p 241.

¹⁰¹ *Ibid* aux pp 50-51, 58.

¹⁰² *Ibid* à la p 360.

Ainsi, pour Said, ce qui a donné au monde oriental « son intelligibilité et son identité »¹⁰³ n'était pas le résultat de ses propres efforts, mais plutôt « les grilles et les codes » par lesquels l'Orient a été identifié par l'Occident¹⁰⁴. Ces grilles et codes fonctionnent comme une archive (au sens foucaldien) qui promeut au final « une vision politique » d'opposition binaire entre « ce qui est familier (l'Europe, l'Occident, « nous ») et ce qui est étranger (l'Orient, « eux ») »¹⁰⁵. En effet, l'Orient a été à plusieurs reprises décrit comme lieu de violence, de cruauté, de corruption et de despotisme, une région de primitivisme politique et culturel, alors que l'Occident a été décrit comme fort et supérieur¹⁰⁶.

Pour Said, la construction de l'opposition binaire entre « nous » et « eux », notamment parce qu'elle est presque toujours caractérisée par une quelconque forme de xénophobie¹⁰⁷, établit la possibilité d'agir sur l'autre de manière dominante ou « subjuguante ». Ce processus de différenciation est « presque inconscient », ayant été internalisé et normalisé à travers ce que Said appelle la « sphère culturelle générale [;][...] toutes ces pratiques, comme l'art de la description, la communication et la représentation »¹⁰⁸. En devenant normale, cette grille d'interprétation est traitée

¹⁰³ *Ibid* à la p 55.

¹⁰⁴ *Ibid* à la p 84.

¹⁰⁵ *Ibid* aux pp 59.

¹⁰⁶ *Ibid* aux pp 177, 337.

¹⁰⁷ Edward W Said, *Culture and Imperialism*, New York, Random House, 1993 à la p xiii [Said, « Culture »] [notre traduction].

¹⁰⁸ *Ibid* aux pp 8-9 [notre traduction].

comme absolue et inévitable, alors qu'en fait, différents processus historiques ont donné lieu à des définitions différentes de « l'autre »¹⁰⁹.

Said identifie l'Orientalisme avec la notion de discours de Foucault¹¹⁰ et, ce faisant, fournit un exemple de la façon dont l'autorité politique peut réaliser un croisement avec l'écriture intellectuelle de telle manière que les deux se permettent et se renforcent mutuellement¹¹¹. Pour Said, cette intersection a historiquement formé des représentations particulières de l'Orient – ainsi que de l'Occident. Dans les mots de James Clifford, la tâche de Said est alors de « démanteler le discours » et « 'd'effacer l'archive' de ses idées reçues »¹¹².

Pour Said, un objectif important du processus de démantèlement du discours est de fournir un modèle alternatif pour l'activité intellectuelle. En contrepoint du rôle qu'il lui reconnaît dans les discours sur l'Orient, dans son livre *Des intellectuels et du pouvoir* de 1993, Said propose une vision normative de l'intellectuel. Il demande : quel *devrait* être son rôle ? Bien que Said ait préalablement reconnu qu'un intellectuel ne pouvait jamais vraiment être objectif et qu'il n'y avait pas de savoir qui ne soit politique, il soutient que l'intellectuel doit prendre une décision consciente quant à l'endroit où il se place. Pour Said, la contribution de l'intellectuel à la société devrait

¹⁰⁹ *Ibid* aux pp xii-xiii.

¹¹⁰ Said, « L'Orientalisme », *supra* note 95 à la p 15.

¹¹¹ Gyan Prakash, « Orientalism Now » (1995) 34:3 *History and Theory* 199 à la p 203.

¹¹² James Clifford, « On Orientalism » dans *The Predicament of Culture: Twentieth-Century Ethnography, Literature, and Art*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 1988, 255 à la p 265 [notre traduction].

être de fournir une analyse critique et indépendante¹¹³. Son rôle n'est pas « de consolider l'autorité, mais de la comprendre, de l'interpréter et de la remettre en question »¹¹⁴ ; ce rôle ne peut être exercé, selon lui,

que par celui qui se sait engagé à poser publiquement les questions qui dérangent, à affronter l'orthodoxie et le dogme (et non à les produire), quelqu'un qui n'est pas susceptible d'enrôlement à volonté par tel gouvernement ou telle grande entreprise et dont la raison d'être est de représenter toutes les personnes et tous les problèmes systématiquement oubliés ou laissés pour compte¹¹⁵.

Pour ce faire, Said appelle à un exil métaphorique de l'intellectuel, ce qui suggère que celui-ci doit toujours rester à la périphérie du pouvoir¹¹⁶. De cette position relativement désintéressée, l'intellectuel peut produire des discours qui visent à défendre certains principes plus universels, comme la paix et la justice, au lieu de servir les intérêts d'un groupe dominant¹¹⁷.

¹¹³ Edward W Said, *Des intellectuels et du pouvoir*, traduit par Paul Chemla, Alger, Éditions Marinoor, 2001 à la p 86 [Said, « Intellectuels »].

¹¹⁴ Edward W Said, *Reflections on Exile and Other Essays*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2000 à la p 502 [notre traduction].

¹¹⁵ Said, « Intellectuels », *supra* note 113 aux pp 23-24.

¹¹⁶ *Ibid* aux pp 57-58, 67.

¹¹⁷ *Ibid* aux pp 97-98.

1.1.3 Résumé des découvertes théoriques

Après avoir exploré les travaux des théoriciens féministes du *standpoint*, les auteurs postcoloniaux, Foucault et Said, nous évaluerons à présent leur contribution potentielle à notre étude. Quelles idées pouvons-nous tirer de ces arguments au sujet de l'objectivité intellectuelle et de la relation entre le savoir et le pouvoir ? Comment ces arguments sont-ils utiles pour un projet de recherche qui vise à comprendre les façons dont le financement de l'industrie minière produit un impact sur la production du savoir au sein de l'université canadienne ?

Il y a selon nous cinq idées importantes qui peuvent être tirées des travaux cités ci-dessus.

D'abord, *l'objectivité intellectuelle pure n'est pas réalisable*. De nombreux facteurs façonnent les observations et les conclusions qu'un intellectuel fait sur son objet d'étude. Certains facteurs – y compris la classe, la race, le sexe et la nationalité de l'intellectuel ou le contexte institutionnel dans lequel la recherche a lieu – conditionnent ou limitent ce que l'intellectuel comprend du monde.

Deuxièmement, *le savoir est construit*. Il n'existe pas telle chose qu'une vérité essentielle, *a priori*, concernant les humains ou le monde et son fonctionnement. Le travail universitaire n'est pas la révélation lente et constante de ces vérités. Au lieu de cela, le travail universitaire est un processus de construction de cadres discursifs particuliers autour de thèmes qui en sont venus à être considérés comme des objets légitimes d'étude.

Troisièmement, *le savoir est construit selon des règles*. Ces règles ne sont pas centralisées dans un même endroit ou déterminées par une quelconque personne ou

par un groupe de personnes, mais multiples et en évolution constante. Certaines de ces règles régissent ce qu'il est « autorisé » d'étudier et qui est « autorisé » à l'étudier. Certaines de ces règles régissent quelles revendications de savoir sont considérées comme « vraies » et quelles sont considérées comme « fausses ». Les règles sont conditionnées elles-mêmes, en partie, par des facteurs culturels et socio-économiques historiquement spécifiques.

Quatrièmement, *le pouvoir interagit avec le savoir*. Le pouvoir est exercé lorsque l'on est en mesure de conditionner les règles qui transforment un sujet particulier en objet légitime d'étude, de placer un cadre discursif autour d'une compréhension particulière de ce sujet, et de qualifier cette compréhension particulière du sujet de « vraie ».

Cinquièmement, *les intellectuels sont doués d'agentivité*. Ils peuvent changer la façon dont le pouvoir interagit avec leur propre production de savoir. Cela ne peut se faire que si l'intellectuel est en mesure d'exercer une vigilance et d'identifier les dynamiques de pouvoir particulières en jeu dans son domaine de recherche et dans l'environnement universitaire, et est capable de l'interroger systématiquement à partir des positions de ceux qui sont opprimés par ces dynamiques.

1.2 Notre question de recherche revisitée

Prises ensembles, ces cinq idées nous permettent de reconsidérer notre question de recherche (*i.e.* quel est l'impact de la philanthropie minière aux universités canadiennes sur la production du savoir universitaire ?). Elles fournissent un cadre pour comprendre le savoir non pas comme le résultat de la recherche objective et désintéressé d'un intellectuel, mais comme le produit de réseaux complexes de

rapports de force personnels et institutionnels historiquement contingents dans lesquels chaque intellectuel s'inscrit et sur lesquels ils ne disposent que d'une capacité relative à agir. Ces réseaux déterminent ultimement si une revendication de savoir particulière est considérée vraie ou fausse, et si et comment cette revendication aura un effet dans le monde. Ainsi, répondre à notre question de recherche nécessite d'abord d'identifier les réseaux des rapports de force principaux qui portent sur la production du savoir universitaire. Ce sera la tâche du Chapitre II. Nous devons ensuite déterminer comment la philanthropie minière s'inscrit dans ces réseaux. Ce sera la tâche du Chapitre III.

Il est important de noter que tandis que nous pourrions examiner des nombreux rapports de force qui composent ces réseaux, il est au-delà de la portée de notre étude d'examiner les rapports de force concernant le *standpoint* particulier d'un universitaire individuel. Au lieu de cela, pour le reste de notre étude, nous nous concentrerons sur les principaux rapports de force en jeu dans la relation entre savoir et pouvoir dans le contexte institutionnel plus général de l'université canadienne d'aujourd'hui.

CHAPITRE II

LE CONTEXTE SAVOIR/POUVOIR DES UNIVERSITÉS AU CANADA

Dans le Chapitre I, nous avons exploré les défis contemporains posés à la notion traditionnelle d'objectivité intellectuelle de manière à introduire un cadre théorique liant le pouvoir avec la production du savoir. Nous avons présenté le savoir comme un produit de règles discursives qui valident des lignes de recherche et des compréhensions particulières d'un sujet donné. Nous avons fait valoir que ces règles discursives sont conditionnées par des réseaux complexes de rapports de force personnels et institutionnels dans lesquels les universités canadiennes et leur personnel enseignant s'insèrent. Nous avons ensuite restreint notre intérêt aux seuls rapports de force institutionnels – c'est-à-dire, à l'ensemble des dynamiques qui définissent le *standpoint* institutionnel de l'université.

La tâche de notre deuxième chapitre est d'identifier et de contextualiser ce que nous considérons comme les trois principaux réseaux de rapports de force institutionnels qui agissent aujourd'hui sur les universités. Nous commençons en explorant les engagements juridiques du gouvernement canadien envers la liberté académique. Nous examinons ensuite les politiques fédérales et provinciales d'enseignement supérieur. Nous poursuivons en explorant les dynamiques internes de l'université elle-même.

2.1 Les engagements juridiques du Canada envers la liberté académique

Tel que discuté au début du Chapitre I, les universités se sont traditionnellement vues attribuer ce qu'Edward Shils décrit comme « une tâche particulière » dans la société, celle de « la découverte méthodique et [de] l'enseignement des vérités »¹¹⁸. Nonobstant leur scepticisme au sujet du caractère effectif de la vérité, les universitaires et leurs alliés ont longtemps soutenu que l'exécution de cette tâche exigeait que les professeurs et les chercheurs soient libres de découvrir et de diffuser le fruit de leurs travaux sans ingérence¹¹⁹. Les efforts visant à se prémunir contre l'ingérence prennent souvent la forme de mesures juridiques protégeant la « liberté académique ». Nous explorerons ces mesures, ainsi que leur force variable, premièrement en droit international et ensuite en droit canadien.

2.1.1 Le droit international et la liberté académique

En 1997, l'ensemble des États participants à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), y compris le Canada, a voté pour la *Recommandation concernant la condition du personnel*

¹¹⁸ Edward Shils, « The Academic Ethic » dans Steven Grosby, dir, *The Calling of Education: The Academic Ethic and Other Essays on Higher Education*, Chicago, University of Chicago Press, 1997, 3 à la p 3 [notre traduction]. Si d'autres établissements, tels que les médias ou les organismes publics de recherche, peuvent également prétendre à cette tâche, ils fonctionnent avec des échéanciers, des publics et des normes professionnelles différents. Thomas L Haskell, *Objectivity is Not Neutrality: Explanatory Schemes in History*, London, Johns Hopkins University Press, 1998 à la p 176.

¹¹⁹ Eric Barendt, *Academic Freedom and the Law: A Comparative Study*, Oxford, Hart Publishing, 2010 à la p 51 [Barendt].

enseignant de l'enseignement supérieur (ci-après la Recommandation)¹²⁰. La Recommandation est administrée conjointement par l'UNESCO et l'Organisation internationale du travail (OIT). Jusqu'à maintenant, il s'agit de la référence internationale la plus détaillée relative à la liberté académique¹²¹.

Dans le préambule, les parties à la Recommandation considèrent que « le droit à l'éducation, à l'enseignement et à la recherche ne peut s'exercer pleinement que dans le respect des libertés académiques et de l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur » et que « la libre communication des résultats, des hypothèses et des opinions [...] constitue la garantie la plus solide de l'exactitude et de l'objectivité du développement du savoir »¹²². L'article 1(f) désigne du terme « personnel enseignant de l'enseignement supérieur » l'ensemble des personnes engagées dans des activités d'enseignement, d'étude, de recherche et/ou de prestation de services éducatifs¹²³. L'article 27 définit leur liberté académique comme

la liberté d'enseignement et de discussion en dehors de toute contrainte doctrinale, la liberté d'effectuer des recherches et d'en diffuser et publier les résultats, le droit d'exprimer librement leur opinion sur l'établissement ou le système au sein duquel ils travaillent, le droit de ne pas être soumis à la censure

¹²⁰ UNESCO, « Recommandation concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur » dans UNESCO, *Actes de la Conférence générale, Vingt-neuvième session, Paris, 21 octobre-12 novembre 1997*, New York, NU, 1997, vol 1, 26 à la p 26 [UNESCO, « Recommandation 1997 »] ; UNESCO, « Organisation de la session, activités du Conseil exécutif et hommage à son Président » dans UNESCO, *Actes de la Conférence générale, Vingt-neuvième session, Paris, 21 octobre-12 novembre 1997*, New York, NU, 1997, vol 1, 1 aux pp 1-2.

¹²¹ Terence Karran, « Academic Freedom in Europe: Reviewing UNESCO's Recommendation » (2009) 57:2 *British Journal of Educational Studies* 191 à la p 194.

¹²² UNESCO, « Recommandation 1997 », *supra* note 120 à la p 26.

¹²³ *Ibid* à la p 27. Il est à noter que nous adopterons cette définition au long de notre mémoire.

institutionnelle et [le droit] de participer librement aux activités d'organisations professionnelles ou d'organisations académiques représentatives¹²⁴.

De même, l'article 29 stipule que le personnel enseignant a le droit d'effectuer des recherches à l'abri de toute restriction, à condition que la communauté universitaire se conforme aux normes professionnelles nationales et internationales, telles que la révision par les pairs¹²⁵.

Non seulement le Canada a-t-il voté pour la Recommandation et vigoureusement appuyé son adoption¹²⁶, mais la communauté universitaire canadienne a joué un rôle important dans sa genèse¹²⁷. Entre autres, le projet de proposition a été écrit par Patricia Finn, alors directrice générale de l'Association des professeurs de l'Université Carleton à Ottawa, et c'est Donald Savage, alors directeur général de l'Association canadienne des professeurs et professeurs d'université (ACPPU), qui a été engagé par l'UNESCO pour co-rédiger ce qui allait devenir la Recommandation¹²⁸.

¹²⁴ *Ibid* aux pp 30-31.

¹²⁵ *Ibid* à la p 31.

¹²⁶ Lorsque l'éducation est discutée à l'UNESCO, le Canada est représenté par un délégué nommé par le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada et non pas par le gouvernement fédéral. Dans le cas de la Recommandation, Robert Harrison, le ministre de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse, a représenté le Canada. ACPPU, « Enjeux et campagnes : Recommandation de l'UNESCO sur la liberté académique », en ligne : ACPPU <<http://archive.caut.ca/pages.asp?page=402&lang=2&txtSearch=&nid=>> [ACPPU, « Enjeux »].

¹²⁷ Donald C Savage et Patricia A Finn, « UNESCO and the Universities » (1999) 85:4 *Academe* 40 à la p 40.

¹²⁸ *Ibid* à la p 41.

Il est important de souligner que la Recommandation est née de la préoccupation particulière d'une norme internationale pour juger les gouvernements dictatoriaux et autoritaires qui restreignent la liberté académique¹²⁹. Il est également important de souligner que les recommandations de l'UNESCO ont le statut juridique des normes quasi obligatoire (*soft law*)¹³⁰. Elles sont des « normes destinés [*sic*] à régler internationalement une question » et elles invitent les États membres à adopter des lois en vue de leur donner effet dans leurs territoires¹³¹. Même si la Recommandation n'est pas juridiquement contraignante pour le Canada, elle représente ainsi un consensus international important sur la signification de la liberté académique¹³².

Ce consensus international a été renforcé en 1999 par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) dans son *Observation générale* – c'est-à-dire, son interprétation – de l'article 13 (sur le droit à l'éducation) du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC). Les articles 38 et 39 de l'Observation font écho au contenu de la Recommandation de l'UNESCO. Cependant, l'article 40 va plus loin en définissant la notion d'autonomie de l'établissement d'enseignement supérieur comme le « degré d'indépendance dont

¹²⁹ *Ibid* à la p 43.

¹³⁰ J-Maurice Arbour et Geneviève Parent, *Droit international public*, 5^e éd, Cowansville (Qc), Yvon Blais, 2006 aux pp 42-43.

¹³¹ UNESCO, « Règlement relatif aux recommandations aux États membres et aux conventions internationales prévues par l'article IV, paragraphe 4, de l'Acte constitutif » (1 janvier 2004), en ligne : UNESCO <http://portal.unesco.org/fr/ev.phpURL_ID=21681&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html>.

¹³² ACPPU, « Enjeux », *supra* note 126.

il a besoin pour prendre des décisions efficaces [...], qu'il s'agisse de ses travaux, de ses normes, de sa gestion ou de ses activités connexes »¹³³.

Le Canada a ratifié le PIDESC le 19 mai 1976¹³⁴. Bien que les observations générales du CESCR, comme les recommandations de l'UNESCO, ne soient pas de caractère juridiquement contraignant, le CESCR les considère comme nécessaires pour créer de la jurisprudence et pour aider les pays à mettre en œuvre le PIDESC¹³⁵.

Les instruments internationaux relatifs à la liberté académique exposent deux variétés générales de droits inclus dans la notion de la liberté académique : le droit de l'université à l'autonomie institutionnelle et le droit du personnel enseignant à la liberté de recherche et d'enseignement au sein de l'université¹³⁶. Passant maintenant au contexte canadien, nous verrons que la façon dont le droit canadien répond aux revendications à la liberté académique dépend fortement de la nature du demandeur (c'est-à-dire, l'université ou un chercheur individuel) et de l'entité contre laquelle la revendication est faite (c'est-à-dire, un organe du gouvernement ou l'université elle-même).

¹³³ CESCR, *Observation générale 13 sur le droit à l'éducation (art. 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels)*, E/C12/1999/10, UNESCOR, 21^e sess (1999) aux art 38-40.

¹³⁴ ONU, « Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général : Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, New York, 16 décembre 1966 » (26 avril 2011), en ligne : TMDSG <<http://treaties.un.org/pages/Treaties.aspx?id=4&subid=A&lang=fr>> [PIDESC].

¹³⁵ CESCR, « Fiche d'information n° 16 (Rev1) » (1996) à la p 22, en ligne : OHCHR NU <<http://www.ohchr.org/Documents/Publications/FactSheet16Rev.1fr.pdf>>.

¹³⁶ Barendt, *supra* note 119 aux pp 22-34.

2.1.2 Le droit canadien et la liberté académique

Nous examinerons d'abord la revendication de liberté académique de l'université, qui est généralement représentée par son niveau d'autonomie institutionnelle à l'égard du gouvernement. Au Canada, on considère une université comme autonome dans la mesure où elle peut établir ses politiques internes, y compris ses priorités de recherche et d'éducation, indépendamment de l'ingérence gouvernementale¹³⁷.

Toute l'éducation au Canada, y compris l'enseignement supérieur, est la responsabilité constitutionnelle des provinces et des territoires du pays¹³⁸. Il n'existe pas de ministère fédéral chargé de l'enseignement supérieur ni d'organisme national commun chargé de coordonner les politiques provinciales et territoriales¹³⁹. De plus, actuellement il n'existe aucune université dans les territoires. Chaque université au Canada est créée par une loi de la législature provinciale dans laquelle elle est définie

¹³⁷ ACPPU, « Politiques générales de l'ACPPU : La liberté académique », en ligne : ACPPU <<http://www.caut.ca/fr/au-sujet/politiques-generales-de-l-acppu/lists/politiques-g%C3%A9n%C3%A9rales-de-l%27acppu/%C3%A9nonc%C3%A9-de-principes-de-l%27acppu-sur-la-libert%C3%A9-acad%C3%A9mique>> [ACPPU, « Politiques »].

¹³⁸ *Loi constitutionnelle de 1867* (RU), 30 & 31 Vict, c 3, art 93, reproduit dans LRC 1985, ann II, n° 5.

¹³⁹ Le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CMEC) est ce qui s'approche le plus d'un organisme national commun au Canada. Le CMEC s'est cependant jusqu'ici révélé inefficace dans la coordination de politique nationale. Hans G Schuetze, « Canada » dans Charles J Russo, dir, *Handbook of Comparative Higher Education Law*, Lanham (MD), Rowman & Littlefield Education, 2013, 63 à la p 66 [Schuetze, « Canada »].

comme étant une corporation publique ou privée¹⁴⁰. C'est cette loi qui donne à l'université son autorité de conférer des diplômes¹⁴¹.

Les universités canadiennes jouissent d'un niveau élevé d'autonomie institutionnelle parce que les lois n'accordent aux gouvernements provinciaux qu'un rôle limité dans la définition des politiques et aucun rôle dans la détermination du fonctionnement institutionnel des universités¹⁴². Comme l'explique Hans G. Schuetze,

les lois provinciales régissent les structures universitaires à certains égards [comme] la composition des différents organes et bureaux constitutifs, et leurs responsabilités respectives. Dans ce cadre législatif, les universités décident elles-mêmes leurs politiques et règlements internes¹⁴³.

Ainsi, cette situation se rapproche beaucoup de celle de l'entreprise privée – chaque université est légalement libre d'embaucher son personnel, de décider des modalités d'emploi, de définir les critères d'admission et de déterminer le contenu de ses programmes et de ses cours¹⁴⁴.

¹⁴⁰ FCEE, « Les enjeux : universités et collèges privés », en ligne : FCEE <http://cfs-fcee.ca/les_enjeux/universites-et-colleges-privés/?lang=fr> ; Schuetze, « Canada », *supra* note 139 à la p 69.

¹⁴¹ AUCC, « Assurance de la qualité dans les universités canadiennes », en ligne : AUCC <<http://www.aucc.ca/fr/universites-canadiennes/assurance-de-la-qualite/>>.

¹⁴² Glen A Jones, « The Structure of University Governance in Canada » dans Alberto Amaral, Glen A Jones et Berit Karseth, dir, *Governing Higher Education: National Perspectives on Institutional Governance*, Dordrecht (Pays-Bas), Kluwer Academic Publishers, 2002, 213 à la p 217 ; Schuetze, « Canada », *supra* note 139 à la p 69.

¹⁴³ *Ibid* à la p 70 [notre traduction].

¹⁴⁴ Hans G Schuetze, « Canadian Universities and their Changing Environment: Consequences for Academic Governance and Administration » dans Akira Arimoto, dir, *University Reforms and Academic Governance Reconsidered: Report of the Six-Nation Higher Education Research Project* (2002), Rapport de Research Institute for Higher Education, Université d'Hiroshima, 81 à la p 83.

Examinons maintenant les revendications du personnel enseignant à la liberté académique dans les cas d'ingérence gouvernementale. Il est important de souligner qu'il n'existe pas de droit spécifique à la liberté académique dans la *Charte canadienne des droits et libertés*. Cependant, certains arguments juridiques ont associé la liberté académique à la liberté d'opinion et d'expression, protégée par l'article 2(b) de la Charte¹⁴⁵. La Cour suprême du Canada a jugé que le gouvernement peut restreindre la liberté d'opinion et d'expression d'un individu uniquement dans des circonstances limitées. Un cas où l'expression viole un autre droit garanti par la Charte, comme dans les cas où le discours haineux d'un individu viole le droit à l'égalité d'un autre individu, par exemple, peut constituer une telle circonstance¹⁴⁶.

Dans les cas où une expression viole un autre droit de la Charte, le gouvernement ne peut restreindre cette expression que s'il peut prouver qu'il a une raison suffisante de ce faire. Lors de l'évaluation d'une atteinte à un droit protégé, la Cour suprême examinera si l'expression sert l'une de trois valeurs sous-jacentes : la participation à la prise de décision d'intérêt social et politique ; la recherche et la découverte de la vérité ; et l'épanouissement personnel¹⁴⁷. Ainsi, bien que la Charte ne protège pas explicitement la liberté académique, une grande valeur *pourrait* être attribuée au travail universitaire en raison de son association avec la participation à la prise de décision d'intérêt social et politique et, malgré nos doutes quant à la possibilité de l'atteindre, avec la recherche et la découverte de la vérité.

¹⁴⁵ *Charte canadienne des droits et libertés*, partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982*, constituant l'annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (RU), 1982, c 11 à l'art 2(b) ; Voir, par exemple, Jon Thompson, *No Debate: The Israeli Lobby and Free Speech at Canadian Universities*, Toronto, Lorimer & Company, 2011.

¹⁴⁶ Voir *R c Keegstra*, [1990] 3 RCS 697, 3 CRR (2d) 193.

¹⁴⁷ *Ibid* aux pp 727-728 ; Voir aussi *Irwin Toy Ltd c Québec (Procureur général)*, [1989] 1 RCS 927 à la p 976, 58 DLR (4^e) 577.

Enfin, nous examinerons les revendications du personnel enseignant de la liberté académique dans les cas d'ingérence de l'employeur (c'est-à-dire, de l'université). Ici, la Cour suprême n'a pas reconnu d'association entre l'article 2(b) de la Charte et la liberté académique¹⁴⁸. Au lieu de cela, le droit à la liberté académique du personnel enseignant face à l'université se fonde principalement sur le contrat de travail entre eux et est limité par la portée et le contenu exact de la clause de liberté académique, s'il y en a une, dans la convention collective¹⁴⁹.

En l'occurrence, en 1963 l'ACPPU et l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) ont créé la Commission Duff-Berdahl au sujet de la gouvernance universitaire. La Commission a recommandé, entre autres, la formation d'associations de professeurs¹⁵⁰. Dans les années 70, quand des coupures budgétaires universitaires ont suscité des inquiétudes quant à la sécurité d'emploi, ces associations ont commencé à demander le statut juridique de syndicats. En conséquence, la majorité du personnel enseignant est maintenant syndiquée et leurs intérêts sont défendus par

¹⁴⁸ Bien que la Cour suprême du Canada n'ait pas encore entendu un cas dans lequel la question centrale était la liberté académique, dans l'arrêt de *McKinney c Université de Guelph* (1990), portant sur la retraite obligatoire du personnel enseignant, la Cour a déterminé que l'université canadienne, bien que créée par une loi gouvernementale, financée en grande partie par le gouvernement et effectuant un service public, n'est pas une entité gouvernementale. En tant que telle, il ne relève pas du champ d'application de la Charte de régir la relation entre les universités et le personnel enseignant. Charles T Gillin, « The Bog-like Ground on which We Tread: Arbitrating Academic Freedom in Canada » (2002) 39:3 *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie* 301 à la p 306 ; *McKinney c Université de Guelph*, [1990] 3 RCS 229 aux pp 232-233, 76 DLR (4^e) 545.

¹⁴⁹ Schuetze, « Canada », *supra* note 139 à la p 72 ; Judith Macfarlane, « Beyond the Right to Offend: Academic Freedom, Rights and Responsibilities in the Canadian University Classroom » (1997) 20 Dal LJ 78 à la p 88. Les universités, en tant qu'employeurs, sont aussi sujettes à la législation sur les droits de la personne. F L Morton, *Law, Politics, and the Judicial Process in Canada*, Calgary, University of Calgary Press, 2002 à la p 24.

¹⁵⁰ Ross Paul, « University Governance and Institutional Culture: A Canadian President's Perspective » dans Hans G Schuetze, William Bruneau et Garnet Grosjean, dir, *University Governance and Reform: Policy, Fads, and Experience in International Perspective*, New York, Palgrave Macmillan, 2012, 63 aux pp 68-69 [Paul].

la négociation collective¹⁵¹. En plus d'obtenir des clauses spécifiques relatives à la liberté académique, les syndicats et les associations du personnel enseignant ont également négocié des clauses relatives à des processus justes de titularisation (*tenure*)¹⁵².

Alors que les syndicats du personnel enseignant prévalent au niveau local pour la protection de la liberté académique, l'ACPPU – qui représente 68 000 professionnels universitaires – agit au niveau national. Par exemple, en 1959, l'ACPPU a établi son Comité de liberté académique et de la permanence de l'emploi qui examine et fait connaître des différends pour discipline ou pour congédiement injustifiés liés à la liberté académique¹⁵³. En outre, la politique de l'ACPPU sur la liberté académique¹⁵⁴ constitue une norme nationale pour les conventions collectives¹⁵⁵.

Nous avons traité jusqu'à présent le droit canadien comme séparé et distinct du droit international. Aujourd'hui, cependant, il existe un rapport assez dynamique entre le

¹⁵¹ Lea Pennock et al, « Academic Senates and University Governance in Canada: Changes in Structure and Perceptions of Senate Members », Annual Meeting of the Consortium of Higher Education Researchers, présentée à Belgrade, 10-12 septembre 2012 [non publiée] à la p 3, en ligne : Université de Toronto <http://www.oise.utoronto.ca/hec/Research_Resources/Governance.html>.

¹⁵² La titularisation est un élément de sécurité d'emploi attribuée aux professeurs qui ont démontré des niveaux appropriés d'érudition pendant une période définie de probation. Il garantit la liberté académique en n'autorisant l'université à licencier le personnel enseignant qu'en cas d'incompétence, de négligence persistante du devoir ou d'inconduite grave, mais pas parce que le travail d'un membre du personnel enseignant est jugé indésirable ou impopulaire. Neil Tudiver, *Universities for Sale: Resisting Corporate Control over Canadian Higher Education*, Toronto, Lorimer & Company, 1999 aux pp 55, 111 [Tudiver] ; Gillian Steward, « Introduction » dans William Bruneau et James Turk, dir, *Disciplining Dissent: The Curbing of Free Expression in Academia and the Media (A CAUT Series Title)*, Toronto, Lorimer & Company, 2004, 15 à la p 17.

¹⁵³ ACPPU, « Au sujet de l'ACPPU », en ligne : ACPPU <<http://www.caut.ca/fr/au-sujet>>.

¹⁵⁴ ACPPU, « Politiques », *supra* note 137.

¹⁵⁵ Tudiver, *supra* note 152 à la p 110.

droit canadien et le droit international, de sorte que ce dernier est de plus en plus utilisé pour interpréter et clarifier le premier¹⁵⁶. Dans le cas d'arbitrage de griefs ou de différends, par exemple, la Recommandation de l'UNESCO – que l'ACPPU, comme mentionné ci-dessus, a aidé développer – a servi de préciser le sens de la liberté académique au Canada¹⁵⁷. Bien que cela suggère que les normes internationales pourraient aider à donner une plus grande reconnaissance de la liberté académique en droit canadien, il y a peu d'indices que ce soit le cas à l'heure actuelle.

Nous avons présenté l'engagement juridique du Canada envers la liberté académique comme un des trois principaux réseaux des rapports de force qui portent sur la production du savoir universitaire. L'analyse elle-même nous amène à observer ce qui suit. Tout d'abord, la principale référence à la liberté académique en droit international est une recommandation juridiquement faible qui a été écrite dans un contexte géopolitique spécifique, répondant à des préoccupations historiquement spécifiques. Il ne répond pas nécessairement, de ce fait, à la situation qui prévaut au Canada aujourd'hui. Deuxièmement, il n'existe pas de traitement uniforme de la liberté académique au Canada. Au lieu de cela, la résonance juridique d'une revendication de liberté académique dépend fortement de la nature du demandeur et de l'entité contre laquelle la revendication est faite. Troisièmement, plaider en faveur de mesures plus fortes pour protéger la liberté académique est généralement considéré comme une responsabilité de la communauté universitaire.

¹⁵⁶ Voir, par exemple, *Baker c Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, [1999] 2 RCS 817, 174 DLR (4^e) 193 et *Health Services and Support – Facilities Subsector Bargaining Assn. c Colombie-Britannique*, 2007 CSC 27, [2007] 2 RCS 391.

¹⁵⁷ ACPPU, « CAUT Thanked for UNESCO Recommendation » (2007) 54:10 CAUT/ACPPU Bulletin, en ligne : ACPPU <http://www.cautbulletin.ca/staging/fr_article.asp?ArticleID=346>.

Dans cette optique, nous passerons maintenant à une exploration du deuxième principal réseau de rapports de force qui porte sur la production du savoir universitaire : les politiques gouvernementales à l'égard de l'enseignement supérieur.

2.2 Les politiques gouvernementales à l'égard de l'enseignement supérieur

Comme nous l'avons mentionné, les universités canadiennes sont une responsabilité constitutionnelle des provinces. Cela ne signifie pas, cependant, que le gouvernement fédéral ne joue aucun rôle en enseignement supérieur. Au contraire, les politiques des deux niveaux de gouvernement déterminent les conditions dans lesquelles les universités opèrent. Nous étudierons d'abord les politiques fédérales à l'égard de l'enseignement supérieur et ensuite celles des provinces.

2.2.1 La politique fédérale à l'égard de l'enseignement supérieur

La participation du gouvernement fédéral en enseignement supérieur prend principalement la forme du financement, à travers des paiements de transfert fédéraux aux provinces et à travers des subventions pour la recherche universitaire. Ce financement est justifié par la responsabilité constitutionnelle du gouvernement fédéral en économie et par le désir correspondant de développer les ressources humaines du pays et de soutenir la production de nouveaux savoirs¹⁵⁸.

¹⁵⁸ Claire Polster, *Compromising Positions: The Federal Government and the Reorganization of the Social Relations of Canadian Academic Research*, thèse de doctorat en philosophie, Université York, 1994 [non publiée] aux pp 39-40.

Les paiements de transfert fédéraux sont la manière dont le financement pour l'enseignement supérieur passe du gouvernement fédéral aux provinces. Actuellement ces paiements prennent la forme du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS), un programme de paiements de transfert qui regroupe le soutien pour l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et les services sociaux¹⁵⁹. Le TCPS est le descendant le plus récent d'un programme de paiement antérieur – le Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) – qui a été créé en 1957.

La RAPC a contribué à lancer ce qu'Howard C. Clark appelle la « période d'énorme croissance et d'expansion des universités canadiennes »¹⁶⁰. Dans les années suivant la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement fédéral a largement augmenté son investissement dans les programmes sociaux en général, et dans l'enseignement supérieur en particulier¹⁶¹. Pendant cette période, de nouvelles universités ont été créées et les universités existantes ont ajouté de nouvelles installations et de nouveaux programmes pour répondre à une hausse de demandes de scolarisation, en particulier de la génération du *baby-boom*¹⁶². Les fonds pour cette augmentation ont été rendus disponibles par la forte croissance de l'économie d'après-guerre et par

¹⁵⁹ Ministère des Finances du Canada, « Historique des transferts canadiens en matière de santé et de programmes sociaux », en ligne : Gouvernement du Canada <<http://www.fin.gc.ca/fedprov/his-fr.a.asp>>.

¹⁶⁰ Howard C Clark, *Growth and Governance of Canadian Universities: An Insider's View*, Vancouver, UBC Press, 2003 à la p 23 [Clark] [notre traduction].

¹⁶¹ Avant la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'inscription universitaire et les dépenses gouvernementales étaient faibles. À cette époque, le financement de la plupart des programmes d'études était lié à l'Église, aux dons privés et aux frais de scolarité. FCEE, « Financement de l'éducation postsecondaire », Ottawa, FCEE, 2013 à la p 1, en ligne : FCEE <<http://cfs-fcee.ca/wp-content/uploads/sites/2/2013/11/Fact-Sheet-Funding-2013-11-FR.pdf>> [FCEE, « Financement »].

¹⁶² En effet, entre 1951-1952 et 1965-1966, la population d'étudiants à temps plein au Canada a augmenté de 63 000 à plus de 200 000. Donald Fisher et al, *Canadian Federal Policy and Postsecondary Education*, Vancouver, Centre for Policy Studies in Higher Education and Training, 2006 à la p 25 [Fisher] ; Clark, *supra* note 160 à la p 175.

l'absence de dette et de déficits gouvernementaux¹⁶³. La motivation politique de cette augmentation, cependant, était enracinée dans un consensus général voulant que les universités publiques soient bonnes pour la société canadienne¹⁶⁴. Selon Janice Newson,

[d]'une part, des investissements financiers massifs de fonds publics étaient fondés sur le besoin d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et bien éduquée pour contribuer à la santé économique du pays. D'autre part, il a également été souligné que les universités devraient jouer un rôle de démocratisation [...] par la promotion des possibilités de mobilité sociale, politique et économique¹⁶⁵.

Cette « période d'expansion » n'a cependant pas duré longtemps. Des déficits budgétaires dans les décennies suivantes et des idéologies politiques prônant le désengagement de l'État ont modifié les priorités dans les dépenses publiques. Suite à la récession des années 70, on constate une diminution constante du financement fédéral pour l'enseignement supérieur¹⁶⁶. La plus importante baisse eut lieu en 1995, lorsque le gouvernement fédéral a réduit les paiements de transfert pour les programmes sociaux de 7 \$ milliards. Bien que le gouvernement fédéral ait augmenté le financement pour l'enseignement supérieur de 800 \$ millions en 2007, en prenant en compte l'inflation et l'augmentation des inscriptions, les transferts en espèces (les

¹⁶³ *Ibid* à la p 175.

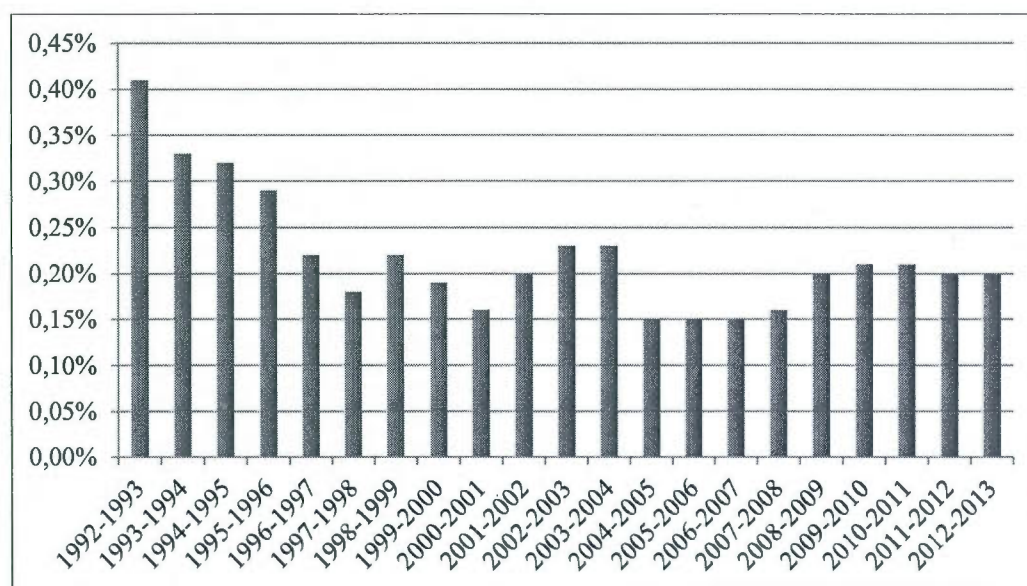
¹⁶⁴ David M Cameron, *More than an Academic Question: Universities, Government, and Public Policy in Canada*, Halifax, Institute for Research on Public Policy, 1991 aux pp 66-67 ; Howard Buchbinder et Janice Newson, *The University Means Business: Universities, Corporations and Academic Work*, Toronto, Garamond Press, 1988 à la p 12 [Buchbinder, « Business »].

¹⁶⁵ Janice Newson, « The Corporate-Linked University: From Social Project to Market Force » (1998) 23:1 *Canadian Journal of Communication* 107 à la p 110 [notre traduction].

¹⁶⁶ Fisher, *supra* note 162 à la p 139.

fonds transférés directement du gouvernement fédéral aux coffres provinciaux) représentent 400 \$ millions de moins que les niveaux de 1992¹⁶⁷.

Figure 2.1 Transferts fédéraux en espèces pour l'enseignement supérieur, 1992-1993 à 2012-2013 (% PIB)¹⁶⁸



Comme mentionné ci-dessus, en plus des paiements de transfert, le gouvernement fédéral appuie également la recherche universitaire. Cela comprend la dotation d'environ 2 000 chaires de recherche distribuées par le programme de Chaires de recherche du Canada¹⁶⁹ et des subventions pour l'infrastructure universitaire

¹⁶⁷ FCEE, « Financement », *supra* note 161 aux pp 2-3.

¹⁶⁸ ACPPU, *Almanach de l'enseignement postsecondaire 2013-2014*, Ottawa, ACPPU, 2013 à la p 1 [ACPPU, « Almanach »]. Ces données sont basées sur les données du Ministère des Finances du Gouvernement du Canada. *Ibid* à la p 71.

¹⁶⁹ Le Programme des chaires de recherche du Canada fait partie de la stratégie des sciences et de la technologie, lancée par le gouvernement fédéral en 2007, qui vise à « renforcer la compétitivité du

distribuées par la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI)¹⁷⁰. Pourtant, la majorité du financement est, de loin, distribuée par les trois organismes subventionnaires fédéraux.

Le gouvernement fédéral a créé les organismes subventionnaires au cours de la période d'expansion de l'université. Le Conseil de recherches médicales (maintenant les Instituts de recherche en santé du Canada – les IRSC) a été créé en 1969. En 1978, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) et le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) ont été créés. Tandis que les IRSC sont logés au sein de Santé Canada, le CRSNG et le CRSH sont logés au sein d'Industrie Canada¹⁷¹. Ils sont régis par leur propre loi du Parlement et font rapport à celui-ci par l'entremise de leurs ministres respectifs¹⁷².

Les conseils ont été créés à l'origine avec les objectifs « [d']encourager la recherche suscitée par la curiosité et [...] la recherche ayant des possibilités de contribuer à la réalisation des objectifs nationaux »¹⁷³. Cependant, la politique fédérale actuelle en

Canada sur la scène internationale ». Chaires de recherche du Canada, « Bilan de l'année 2007-2008 », Ottawa, Chaires de recherche du Canada, 2008 à la p 1.

¹⁷⁰ La FCI a été créée par le gouvernement fédéral en 1997 pour « renforcer la capacité du Canada de mener des activités de recherche et de développement technologique de calibre mondial dont bénéficient les Canadiens ». FCI, « Au sujet de la FCI : Historique », en ligne : FCI <<http://innovation.ca/fr/AusujetdelaFCI/Historique>>.

¹⁷¹ IRSC, « À propos de nous », en ligne : IRSC <<http://www.cihr-irsc.gc.ca/f/37792.html>> ; CRSNG, « CRSNG – Historique – Chronique des événements », en ligne : CRSNG <http://www.nserc-crsng.gc.ca/NSERC-CRSNG/History-Historique/chronicle-chronique_fra.asp> ; CRSH, « Au sujet du CRSH », en ligne : CRSH <http://www.sshrc-crsn.gc.ca/about-au_sujet/index-fra.aspx>.

¹⁷² *Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada*, LC 2000, c 6 ; *Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie*, LRC 1985, c N-21 ; *Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines*, LRC 1985, c S-12.

¹⁷³ CRSNG, « Les débuts du CRSNG sous l'égide du CNRC », en ligne : CRSNG <http://www.nserc-crsng.gc.ca/NSERC-CRSNG/History-Historique/chronicle-chronique_fra.asp>.

recherche accorde moins d'importance au premier objectif et plus au second, favorisant la « commercialisation » de la recherche comme moyen d'améliorer la compétitivité industrielle du Canada dans un contexte de ralentissement économique mondial et d'une concurrence économique internationale de plus en plus intense¹⁷⁴. Bien que les racines de cette politique remontent à 1990 avec la création des Réseaux de centres d'excellence¹⁷⁵, elle n'a pas attiré trop d'attention jusqu'à la publication en 2002 du livre blanc, produit conjointement entre Industrie Canada et Ressources humaines Canada, intitulé « La Stratégie d'innovation du Canada »¹⁷⁶. La Stratégie d'innovation souligne la nécessité de considérer le savoir comme un bien stratégique national et porte sur la façon de renforcer la recherche afin d'assurer que ces savoirs contribuent à l'édification d'une « économie innovatrice au profit de tous les Canadiens »¹⁷⁷. En 2009, la plupart des éléments clés de la Stratégie d'innovation ont été reformulés dans le « Plan d'action économique » du gouvernement fédéral¹⁷⁸.

Ainsi, après la réduction du déficit en 1997, nous observons un réinvestissement de la part du gouvernement fédéral dans les universités au travers des fonctions de recherche. En fait, le gouvernement a augmenté les fonds alloués à la recherche universitaire d'un peu plus de 1 081 \$ milliards pour l'année 1997-1998 à plus de

¹⁷⁴ Industrie Canada, *Atteindre l'excellence : Investir dans les gens, le savoir et les possibilités*, Ottawa, Industrie Canada, 2001 aux pp 12, 20, 22 [Industrie Canada].

¹⁷⁵ Andrée Lajoie, *Vive la recherche libre !*, Montréal, Liber, 2009 à la p 22.

¹⁷⁶ Le livre blanc est le résultat de deux documents: Industrie Canada, *supra* note 174 et Développement des ressources humaines Canada, *Le savoir, clé de notre avenir – le perfectionnement des compétences au Canada*, Hull (QC), Développement des ressources humaines Canada, 2002 [Ressources humaines Canada].

¹⁷⁷ Industrie Canada, *supra* note 174 à la p ii.

¹⁷⁸ Plan d'action économique du Canada, « Initiatives : Investir dans la recherche et l'innovation de calibre mondial », en ligne : Gouvernement du Canada <<http://actionplan.gc.ca/fr/page/investir-la-recherche-et-linnovation-de-calibre>>.

3 082 \$ milliards pour 2010-2011¹⁷⁹. En ce qui concerne les organismes subventionnaires, ces fonds ont été utilisés pour lancer, en 2005, la « Stratégie de commercialisation et d'innovation » de l'IRSC, orientée vers la recherche avec des partenaires privés pour faire passer les découvertes de la recherche sur le marché¹⁸⁰ et, en 2006, le programme « De l'idée à l'innovation » du CRSNG, qui a pour objectif d'accélérer le développement préconcurrentiel des technologies prometteuses issues du milieu universitaire et de promouvoir leur transfert vers une entreprise canadienne établie ou nouvelle¹⁸¹. En effet, près de 60 % des fonds de 2010 à 2011 ont été distribués par les organismes subventionnaires¹⁸². De ce montant, les organismes subventionnaires ont distribué 2761,4 \$ millions pour la recherche subventionnée¹⁸³ et 911,2 \$ millions pour la recherche libre¹⁸⁴.

¹⁷⁹ ACPPU, « Almanach », *supra* note 168 à la p 56. Les montants sont en dollars constants de 2009. Les chiffres de l'ACPPU sont basés sur les données de Statistique Canada, *Information financière des universités et collèges, 2010-2011*, Ottawa, StatCan, 2012 [Statistique Canada, « 2010-2011 »]. L'IFUC est une publication annuelle de Statistique Canada à l'intention de l'Association canadienne du personnel administratif universitaire (ACPAU).

¹⁸⁰ IRSC, « Stratégie de commercialisation et d'innovation des IRSC » (21 décembre 2005), en ligne : IRSC <<http://www.cihr-irsc.gc.ca/f/30162.html>>.

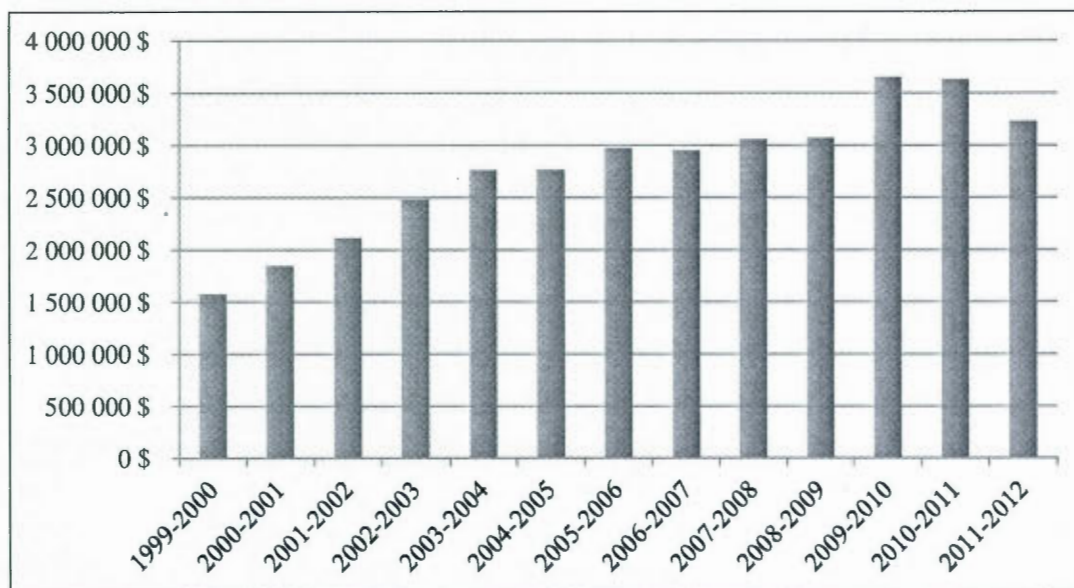
¹⁸¹ CRSNG, « Programme de l'idée à l'innovation » (8 novembre 2011), en ligne : CRSNG <http://www.nserc-crsng.gc.ca/Professors-Professeurs/RPP-PP/I2I-INNOV_fra.asp>.

¹⁸² Calculs de l'auteure basés sur ACPPU, « Almanach », *supra* note 168 à la p 60.

¹⁸³ *Ibid.*

¹⁸⁴ *Ibid* à la p 61.

Figure 2.2 Total de subventions et contrats des ministères et agences
gouvernementaux fédéraux, 1999-2012 (en milliers de dollars)¹⁸⁵



¹⁸⁵ Les montants ont été convertis en dollars constants de 2009. Statistique Canada, *Information financière des universités et collèges, 1980-1999*, Ottawa, StatCan, 2000 [Statistique Canada, « 1980-1999 »] ; Statistique Canada, *Information financière des universités et collèges, 1999-2000*, Ottawa, StatCan, 2001 [Statistique Canada, « 1999-2000 »] ; Statistique Canada, *Information financière des universités et collèges, 2000-2001*, Ottawa, StatCan, 2002 [Statistique Canada, « 2000-2001 »] ; Statistique Canada, *Information financière des universités et collèges, 2001-2002*, Ottawa, StatCan, 2003 [Statistique Canada, « 2001-2002 »] ; Statistique Canada, *Information financière des universités et collèges, 2002-2003*, Ottawa, StatCan, 2004 [Statistique Canada, « 2002-2003 »] ; Statistique Canada, *Information financière des universités et collèges, 2003-2004*, Ottawa, StatCan, 2005 [Statistique Canada, « 2003-2004 »] ; Statistique Canada, *Information financière des universités et collèges, 2004-2005*, Ottawa, StatCan, 2006 à la p 31 [Statistique Canada, « 2004-2005 »] ; Statistique Canada, *Information financière des universités et collèges, 2005-2006*, Ottawa, StatCan, 2007 à la p 30 [Statistique Canada, « 2005-2006 »] ; Statistique Canada, *Information financière des universités et collèges, 2006-2007*, Ottawa, StatCan, 2008 à la p 30 [Statistique Canada, « 2006-2007 »] ; Statistique Canada, *Information financière des universités et collèges, 2007-2008*, Ottawa, StatCan, 2009 à la p 30 [Statistique Canada, « 2007-2008 »] ; Statistique Canada, *Information financière des universités et collèges, 2008-2009*, Ottawa, StatCan, 2010 à la p 30 [Statistique Canada, « 2008-2009 »] ; Statistique Canada, *Information financière des universités et collèges, 2009-2010*, Ottawa, StatCan, 2011 à la p 31 [Statistique Canada, « 2009-2010 »] ; Statistique Canada, « 2010-2011 », *supra* note 179 à la p 31 ; Statistique Canada, *Information financière des universités et collèges, 2011-2012*, Ottawa, StatCan, 2013 à la p 31 [Statistique Canada, « 2011-2012 »].

2.2.2 Les politiques provinciales d'enseignement supérieur

En ce qui concerne les politiques provinciales d'enseignement supérieur, il est important de souligner que l'absence d'un système national unique d'enseignement supérieur au Canada signifie que chaque province a développé ses arrangements spécifiques. Cela a également signifié que, bien qu'il existe de nombreuses similarités entre ces systèmes, il existe aussi des différences notables quant au financement et à la réglementation de l'enseignement supérieur à travers le pays¹⁸⁶.

En ce qui concerne les principales différences, on constate que les dépenses provinciales en enseignement supérieur varient généralement selon les fluctuations dans les paiements de transfert du gouvernement fédéral. En examinant spécifiquement les universités, elles semblent également varier en fonction du nombre d'étudiants universitaires de la province. Par exemple, pour l'année financière 2010-2011¹⁸⁷, la Colombie-Britannique abritait 12 % des étudiants équivalents temps plein (ETP) du pays¹⁸⁸, et a contribué à 13 % des dépenses provinciales totales du pays sur les universités. Cependant, une exception notable est l'Ontario qui, pour la même période, abritait 42 % des étudiants ETP du pays, mais n'a contribué qu'à 33 % du total des dépenses provinciales du pays sur les universités¹⁸⁹.

¹⁸⁶ Glen A Jones, « Canada » dans James J F Forest et Philip G Altbach, dir, *International Handbook of Higher Education*, Dordrecht (Pays-Bas), Springer, 2006, 627 à la p 645.

¹⁸⁷ Au moment où ce mémoire a été rédigé, les données de l'année fiscale 2010-2011 étaient les données les plus récentes du Statistique Canada, l'ACPAU et l'ACPPU pour les comparaisons des finances provinciales sur l'enseignement supérieur.

¹⁸⁸ L'ETP représente les données à temps plein plus les données à temps partiel divisées par 3,5. ACPPU, « Almanach » *supra* note 168 à la p i.

¹⁸⁹ *Ibid* à la p 5.

Des écarts plus importants peuvent être identifiés en examinant la partie des dépenses provinciales sur les universités qui est spécifiquement allouée à la recherche universitaire. Pour l'année financière 2010-2011, les chiffres montrent que le Québec et l'Alberta ont priorisé le financement de la recherche universitaire plus que, par exemple, l'Ontario, la Nouvelle-Écosse et la Saskatchewan.

Tableau 2.1 Étudiants ETP, dépenses des gouvernements provinciaux sur les universités et dépenses des gouvernements provinciaux sur la recherche universitaire, 2010-2011

Province	Total des étudiants universitaires ETP ¹⁹⁰	Part provinciale du total de l'ETP universitaire ¹⁹¹	Dépenses provinciales sur les universités, ('000) ¹⁹²	Part provinciale du total des dépenses provinciales sur les universités ¹⁹³	Dépenses provinciales sur la recherche universitaire ¹⁹⁴	Part provinciale du total des dépenses provinciales sur la recherche universitaire ¹⁹⁵
AB	105 109	10 %	1 964 923 \$	15 %	2 554 000 \$	21 %
BC	122 200	12 %	1 751 305 \$	13 %	1 073 000 \$	9 %
MB	35 121	3 %	513 875 \$	4 %	307 000 \$	3 %
NB	20 166	2 %	284 128 \$	2 %	52 000 \$	> 1 %
NL	15 450	2 %	373 291 \$	3 %	29 000 \$	> 1 %
NS	37 353	4 %	420 217 \$	3 %	74 000 \$	1 %

¹⁹⁰ *Ibid* à la p 40. Les chiffres de l'ACPPU sont fondés sur l'information fournie par Statistique Canada, Centre de la statistique de l'éducation, Système d'information sur les étudiants postsecondaires (SIEP).

¹⁹¹ Pourcentage calculé par l'auteure basé sur les chiffres trouvés dans *ibid*.

¹⁹² *Ibid* à la p 40.

¹⁹³ Pourcentage calculé par l'auteure basé sur les chiffres trouvés dans *ibid*.

¹⁹⁴ *Ibid* à la p 60.

¹⁹⁵ Pourcentage calculé par l'auteure basé sur les chiffres trouvés dans *ibid*.

ON	422 384	42 %	4 324 731 \$	33 %	3 749 000 \$	31 %
PE	3 873	> 1 %	49 826 \$	> 0,5 %	17 000 \$	> 1 %
QC	215 889	21 %	3 036 660 \$	23 %	3 883 000 \$	32 %
SK	27 474	3 %	569 758 \$	4 %	42 000 \$	> 1 %

Cependant, la différence la plus notable entre les provinces a peut-être à voir avec les frais de scolarité. Bien que dans la plupart des cas les frais de scolarité soient réglementés par les politiques provinciales, le montant des frais de scolarité et le contenu des politiques varient considérablement à travers les provinces. Par exemple, la Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick ont imposé un gel des frais de scolarité des étudiants canadiens qui permet des augmentations annuelles maximales de 2 % et 3 % respectivement¹⁹⁶. Le Québec a récemment indexé les augmentations des frais de scolarité à l'inflation¹⁹⁷. En 2006, l'Alberta a également indexé les frais de scolarité à l'inflation, mais a ensuite gelé les frais de scolarité complètement pour 2013-2014¹⁹⁸. En Ontario, où les frais de scolarité sont les plus élevés avec une moyenne de 7 259 \$ par année scolaire, la province ne réglemente que les frais pour les programmes en arts et sciences et limite les augmentations moyennes de frais à 3 % par année¹⁹⁹. Les frais pour les programmes ayant un potentiel plus élevé de gain

¹⁹⁶ Ministry of Advanced Education (Gouvernement de la Colombie-Britannique), « Education Costs – Post-secondary Data », en ligne : Ministry of Advanced Education <<http://www.aved.gov.bc.ca/tuition/>> ; Ministère de l'éducation postsecondaire, de la formation et du travail (Cabinet du premier ministre de Nouveau-Brunswick), communiqué, « Annonce de financement prévisible pour les universités et de droits de scolarité stables » (30 octobre 2013), en ligne : Gouvernement de Nouveau-Brunswick <<http://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/nouvelles/communiqu2013.10.1092.html>>.

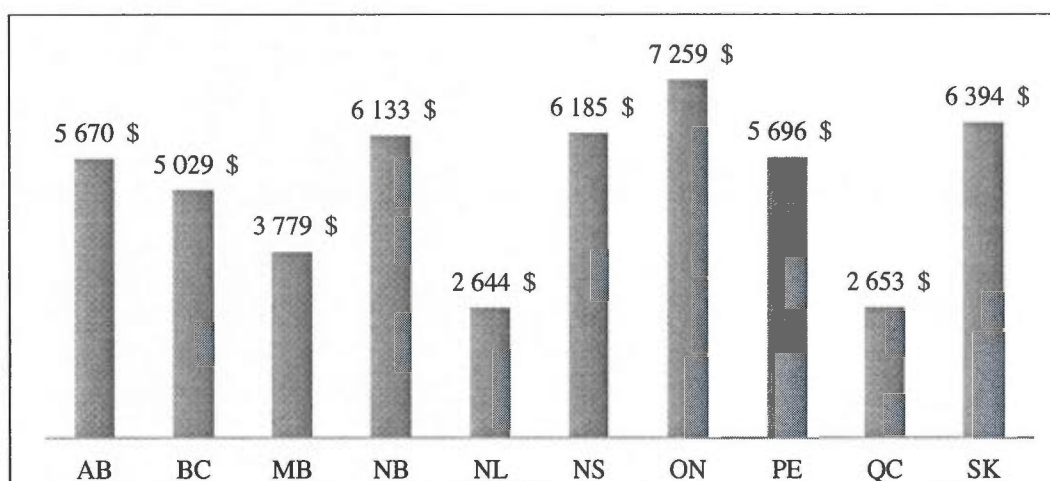
¹⁹⁷ Martine Biron, « Droit de scolarité : Québec imposera l'indexation », *Radio Canada* (26 février 2013), en ligne : Radio Canada.ca <<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2013/02/26/02-004-sommet-mardi-situation.shtml>>.

¹⁹⁸ Josh Wingrove et James Bradshaw, « Students Surprised by Alberta's Tuition Freeze », *The Globe and Mail* (18 avril 2013), en ligne : The Globe and Mail.com <<http://www.theglobeandmail.com/news/national/education/students-surprised-by-albertas-tuition-freeze/article11370907/>>.

¹⁹⁹ Ministry of Training, Colleges and Universities (Gouvernement de l'Ontario), communiqué, « New Tuition Framework Reduces the Cap on Tuition Increases » (28 mars 2013), en ligne :

présupposé – comme l'ingénierie, l'informatique et la gestion – ont été déréglementés en 1998 et sont actuellement fixés par chacun d'établissements postsecondaires²⁰⁰. À Terre-Neuve-et-Labrador, où les frais de scolarité sont les plus bas avec une moyenne de 2 644 \$ par année scolaire, les frais sont gelés depuis 2003-2004²⁰¹.

Figure 2.3 Moyenne des frais de scolarité des étudiants ETP inscrits au premier cycle, 2013-2014²⁰²



Gouvernement de l'Ontario <<http://news.ontario.ca/tcu/en/2013/03/new-tuition-framework-reduces-the-cap-on-tuition-increases.html>>.

²⁰⁰ Ken Norrie et Mary Catharine Lennon, « @Issue Paper No. 6: Tuition Fee Policy Options for Ontario », Toronto, Higher Education Quality Council of Ontario, 2011 à la p 25.

²⁰¹ Ministry of Advanced Education and Skills (Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador), communiqué, « Investing in Education: A \$1.3 Billion Priority » (26 mars 2013), en ligne : Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador <<http://www.releases.gov.nl.ca/releases/2013/edu/0326n12.htm>>.

²⁰² Statistique Canada, « Frais de scolarité universitaires, 2013-2014: Moyenne des droits de scolarité des étudiants canadiens du premier cycle inscrits à temps plein, par province » (12 septembre 2013), en ligne : Statistique Canada <<http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/130912/t130912b001-eng.htm>>.

Si un rapport de 2013 écrit par David MacDonald et Erika Shaker sur les frais de scolarité universitaire au Canada traite les frais et les règlements comme étant des indicateurs de l'engagement d'une province envers l'accessibilité de l'enseignement supérieur²⁰³, ceux-ci, comme les dépenses provinciales en enseignement et en recherche universitaire, peuvent aussi illustrer les attitudes des gouvernements provinciaux quant à la proportion de fonds publics et privés qui devrait financer l'enseignement supérieur et aux priorités de dépenses pour l'enseignement supérieur. Les analyses faites en 2007 et 2012 par Dale Kirby sur les récentes évaluations provinciales de l'enseignement supérieur montrent certaines tendances communes dans la pensée des provinces sur ces questions universitaires. Nous passerons maintenant à une exploration de ces tendances communes.

Entre 2004 et 2013, les gouvernements de huit des dix provinces du Canada ont effectué une évaluation approfondie de leurs systèmes d'enseignement supérieur. Les évaluations ont abouti à une série de rapports officiels²⁰⁴. Les analyses que fait Kirby

²⁰³ Erika Shaker et David MacDonald, *Degrees of Uncertainty: Navigating the Changing Terrain of University Finance*, Ottawa, Canadian Centre for Policy Alternatives, 2013 à la p 10.

²⁰⁴ Ces exercices d'évaluation ont impliqués des recherches sur des questions d'enseignement supérieur et des consultations avec plusieurs parties prenantes, incluant des représentants des établissements d'enseignement postsecondaire, de l'industrie, du monde syndical, des étudiants, du personnel enseignant, et de la société civile. Bob Rae, *Ontario: A Leader in Learning – Report & Recommendations*, Toronto, Gouvernement de l'Ontario, 2005 ; Commission sur l'éducation postsecondaire au Nouveau-Brunswick (Éducation postsecondaire, formation et travail, Gouvernement du Nouveau-Brunswick), *Advantage Nouveau-Brunswick : Une province cherche à accomplir sa destinée*, Fredericton, Gouvernement du Nouveau-Brunswick, 2007 ; Geoffrey P Plant, *Campus 2020: Thinking Ahead – The Report*, Victoria, Gouvernement de la Colombie-Britannique, 2007 ; Lise Bissonnette et John R Porter, *L'Université québécoise : Préserver les fondements, engager des refondations – Rapport du chantier sur une loi-cadre des universités*, Québec, Gouvernement de Québec, 2013 ; Newfoundland and Labrador Department of Education, *Foundation for Success: White Paper on Public Post-Secondary Education*, St. John's, Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, 2005 ; Steering Committee for A Learning Alberta (Alberta Ministry for Advanced Education), *A learning Alberta: Final report of the Steering Committee*, Edmonton, Gouvernement de l'Alberta, 2006 ; Tim O'Neill, *Report on the University System in Nova Scotia*, Halifax, Gouvernement de la

de ces rapports identifient deux tendances significatives dans les recommandations quant aux politiques de l'enseignement supérieur dans les provinces évaluées : la privatisation et la marchandisation.

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, la privatisation dans le contexte de l'université canadienne se réfère le plus souvent à la mise en œuvre de politiques qui exigent que les étudiants individuels paient des frais de scolarité plus élevés et qui accroissent le recours aux dons privés comme source de revenus. Cela a généralement été la réponse des universités à la diminution du financement public²⁰⁵. Bien que les questions liées à la privatisation et à la gouvernance des universités soient discutées dans la section suivante, il est important de souligner ici que la plupart des rapports provinciaux analysés par Kirby contiennent des recommandations de politique destinées à faciliter la privatisation, surtout en ce qui concerne l'investissement du secteur privé dans la recherche universitaire²⁰⁶.

Comme le note Kirby, les tendances vers la privatisation de l'enseignement supérieur sont généralement accompagnées par la marchandisation qui, dans ce contexte, réfère à ce qui arrive « quand les valeurs académiques-humanistes traditionnelles, les intérêts publics et des questions de citoyenneté sont dépassés ou déplacés par les

Nouvelle-Écosse, 2010 ; Warren McCall, *Post-Secondary Education Accessibility and Affordability Review*, Regina, Gouvernement de la Saskatchewan, 2007.

²⁰⁵ Dale Kirby, « Reviewing Canadian Post-Secondary Education: Post-Secondary Education Policy in Post-Industrial Canada » (2007) 65 *Canadian Journal of Educational Administration and Policy* 1 à la p 9 [Kirby, « Reviewing »].

²⁰⁶ *Ibid* à la p 11 ; Dale Kirby, « Marketizing Canadian Higher Education: An Examination of Recent Access Policy Reforms » dans Hans G Schuetze et Germán Álvarez Mendiola, dir, *State and Market in Higher Education Reform: Trends, Policies and Experiences in Comparative Perspective*, Rotterdam, Sense Publishers, 2012, 43 à la p 45 [Kirby, « Marketizing »].

principes du marché tels que la concurrence, le profit et l'intérêt privé »²⁰⁷. En effet, les analyses de Kirby ont démontré que tandis que la plupart des rapports ont « fait allusion à la valeur intrinsèque de l'enseignement supérieur », ils ont également mis l'accent sur une « perspective économique-utilitariste de sa raison d'être », pointant collectivement dans la direction du rôle important de l'enseignement supérieur, et de la recherche universitaire en particulier, comme « instrument de développement économique qui favorise l'innovation et répond aux besoins éducatifs changeants de 'l'économie du savoir' »²⁰⁸. De cette façon, les politiques provinciales semblent avoir été élaborées en tandem avec – ou peut-être en réponse à – la transition correspondante dans la politique fédérale d'enseignement supérieur.

Les politiques gouvernementales d'enseignement supérieur représentent ainsi le deuxième des trois réseaux de rapports de force qui portent sur la production du savoir universitaire. L'analyse de ce réseau nous conduit à trois observations importantes. Premièrement, la priorisation du gouvernement fédéral des réductions d'impôt et de la réduction du déficit sur l'investissement dans l'enseignement supérieur a eu pour conséquence de rendre les universités de plus en plus dépendantes des frais de scolarité et des contributions des sources privées. Deuxièmement, cette « privatisation » des revenus des universités est activement encouragée par le gouvernement par le biais, par exemple, d'incitations pour des collaborations entreprises-universités et pour la recherche universitaire « commercialisée ». Troisièmement, un résultat de l'approche économique-utilitariste de l'enseignement supérieur aux deux niveaux du gouvernement est que, pour reprendre les mots de Newson, « l'accent du rôle de l'université dans la création et la diffusion du savoir

²⁰⁷ Kirby, « Reviewing », *supra* note 205 à la p 5 [notre traduction].

²⁰⁸ Kirby, « Marketizing », *supra* note 206 à la p 46 [notre traduction] ; Voir aussi Kirby, « Reviewing », *supra* note 205 à la p 2.

[passe] de servir des fins *sociales* et de larges segments du public [...] à des fins *axées sur le marché* pour des clientèles ciblées et privées »²⁰⁹.

Nous passons maintenant au troisième réseau. Contrairement à l'engagement juridique du Canada envers la liberté académique et aux politiques gouvernementales à l'égard de l'enseignement supérieur qui façonnent le contexte dans lequel le savoir universitaire est produit, ce réseau influence plus directement le contenu et l'orientation de ces savoirs : celui de la gouvernance et de la planification internes de l'université.

2.3 La gouvernance et la planification stratégique interne de l'université

Dans ce chapitre, nous avons jusqu'ici examiné des dynamiques qui sont externes à l'université. La transformation du rôle social de l'université, cependant, est accompagnée par des changements notables au sein de l'université elle-même. Nous commencerons en examinant des changements récents à la façon dont les universités sont gouvernées. Nous allons ensuite étudier les implications de l'augmentation des collaborations entreprises-universités pour ces dernières.

2.3.1 La « corporatisation » de la gouvernance et la prise de décision universitaire

Les premiers débats sur la façon dont les universités sont gérées se sont centrés sur la mesure dans laquelle le gouvernement devrait être actif dans les affaires

²⁰⁹ Janice Newson, « The University on the Ground: Reflections on the Canadian Experience » (2006) 1 Revista del Centro de Estudio y Documentación sobre la Educación superior puertorriqueña 72 à la p 76 [Newson, « Reflections »] [notre traduction ; italiques dans l'original].

universitaires²¹⁰. En 1906, cependant, la Commission royale d'enquête sur l'Université de Toronto a fait valoir que le processus par lequel les universités prennent des décisions devait être indépendant de l'État et que l'autorité au sein de l'université devait être divisée en une structure constituée d'un conseil d'administration et d'un sénat académique²¹¹. Cette structure est rapidement devenue un modèle de telle sorte qu'au milieu des années 60 presque toutes les universités canadiennes étaient régies par une version ou une autre de système bicaméral²¹². Cependant, si le bicaméralisme demeure la forme dominante de gouvernance universitaire permise par les lois provinciales portant sur les universités²¹³, un portrait plus précis de la prise de décision universitaire comprendrait quatre acteurs principaux : le conseil d'administration, le sénat académique, les étudiants et le personnel enseignant.

²¹⁰ La raison en est que la plupart des premières universités du Canada ont été établies par des entités religieuses dans le but de fournir une formation professionnelle à une petite élite privilégiée. Cela a changé au début de la croissance rapide de l'industrie au Canada vers la fin des années 1800. De nouvelles universités ont été ouvertes et les programmes universitaires ont été élargis pour inclure la formation pour les nouveaux secteurs principaux de l'économie des ressources naturelles, comme l'exploitation minière et la foresterie. L'augmentation du sécularisme a conduit un certain nombre des plus vieilles universités à rompre leurs liens religieux. Le financement public a commencé à jouer un rôle plus important, et une longue période d'expérimentation avec des relations université-gouvernement a suivi. Paul Axelrod, *Scholars and Dollars: Politics, Economics, and the Universities of Ontario, 1945-1980*, Toronto, University of Toronto Press, 1983 aux pp 11-12 ; Howard Buchbinder et Janice Newson, « Corporate-University Linkages and the Scientific-Technical Revolution » (1985) 16:3 Interchange 37 à la p 38.

²¹¹ Royal Commission on the University of Toronto (Legislative Assembly of Ontario), « Report of the Royal Commission on the University of Toronto », Toronto, L K Cameron, 1906 à la p xx.

²¹² Glen A Jones, Theresa Shanahan et Paul Goyan, « University Governance in Canadian Higher Education » (2001) 7 Tertiary Education and Management 135 à la p 136.

²¹³ Glen A Jones, « Trends in Academic Governance in Canada », Conférence de la Confederation of University Faculty Associations of British Columbia, présentée à Vancouver, 9-10 mars 2012, dans Richard Kool, dir, *Academic Governance 3.0: What could it be? How can we get there?*, Vancouver, Confederation of University Faculty Associations of British Columbia, 2013, 6 à la p 7.

Le conseil d'administration est généralement composé du président de l'université ; de représentants du personnel enseignant, des étudiants et des anciens étudiants ; et de membres socio-économiques nommés par le gouvernement provincial. Il est principalement responsable de la politique administrative (la sélection et la supervision du président ; l'approbation et l'assurance de la poursuite de la mission et du mandat de l'université ; l'établissement des priorités stratégiques, etc.) et de défendre l'intérêt du public dans l'administration des fonds publics (c'est-à-dire, l'assurance de la responsabilité fiscale)²¹⁴.

Le sénat, aussi appelé le conseil général du personnel enseignant ou le conseil académique, est un organe délibérant composé principalement de professeurs et d'étudiants. Il est généralement responsable des politiques universitaires, y compris du maintien de la liberté académique²¹⁵.

Les conseils d'administration ont généralement au moins deux représentants des étudiants, et les sénats ont une adhésion significative des étudiants. La contribution la plus efficace des étudiants à la gouvernance universitaire a été de favoriser la transparence administrative²¹⁶. Au cours des dernières décennies, les étudiants ont également organisé des associations et des fédérations provinciales, régionales et nationales efficaces qui mobilisent l'opinion des étudiants et du grand public sur un

²¹⁴ Paul, *supra* note 150 à la p 66.

²¹⁵ *Ibid* à la p 67.

²¹⁶ William Bruneau, « Professors in Their Places: Governance in Canadian Higher Education » dans Hans G Schuetze, William Bruneau et Garnet Grosjean, dir, *University Governance and Reform: Policy, Fads, and Experience in International Perspective*, New York, Palgrave Macmillan, 2012, 47 à la p 52 [Bruneau].

éventail de questions et effectuent des activités de plaidoyer aux niveaux provinciaux et national²¹⁷.

En outre, et comme nous l'avons mentionné ci-dessus, de nombreuses facultés se sont organisées en associations et en syndicats dans les années 60 et 70. Les représentants des associations ou syndicats peuvent rencontrer régulièrement les représentants du conseil d'administration pour discuter des questions qui affectent le personnel enseignant, comme leur rôle dans la prise de décision institutionnelle²¹⁸. Comme leurs homologues étudiants, les associations et les syndicats de professeurs s'unissent aussi dans des organismes comme l'ACPPU pour mobiliser l'opinion du personnel du public et effectuer des lobbies aux niveaux provinciaux et nationaux²¹⁹.

Alors que les cinquante dernières années ont vu l'adoption généralisée de systèmes de gouvernance bicaméraux comprenant des conseils d'administration et des sénats dans les universités au Canada, ainsi qu'une augmentation de la capacité organisationnelle des étudiants et des professeurs, la pression financière constante sur les universités a également changé et tendu la relation entre ces acteurs. Forcées de s'adapter face au désengagement financier progressif de l'État, les universités canadiennes ont pris des décisions qui, dans leur ensemble, tendent à une « corporatisation » interne de l'université.

²¹⁷ *Ibid.*

²¹⁸ Cela peut être aussi appelé, comme dans le cas de l'Université de Waterloo, la Commission des relations du personnel enseignant. Université de Waterloo, « Faculty Association: About the Faculty Association », en ligne : Université de Waterloo <<https://uwaterloo.ca/faculty-association/about>>.

²¹⁹ Bruneau, *supra* note 216 à la p 53.

Beaucoup de décisions associées à la corporatisation universitaire proviennent du conseil d'administration. Elles sont le résultat d'administrateurs universitaires ayant adopté des pratiques de gestion inspirées de l'entreprise moderne en réponse à l'insécurité financière²²⁰. Par exemple, les administrateurs ont commencé à prioriser l'efficacité, la responsabilisation (*accountability*) et la productivité dans le processus décisionnel. Les présidents ont été choisis pour leurs compétences managériales²²¹. L'expansion de l'enseignement supérieur dans les années 50 et 60 avait exigé des universités canadiennes l'agrandissement de leur administration afin de gérer des budgets plus importants, une quantité plus élevée de personnel et d'étudiants ainsi qu'une politique interne plus complexe²²². La poursuite de l'efficacité comme réponse à la pénurie de fonds a ensuite conduit à une professionnalisation de l'administration universitaire ainsi qu'à la centralisation de la prise de décision²²³.

À son tour, la corporatisation a eu un impact majeur sur le pouvoir décisionnel des facultés. Pour atteindre la rentabilité, les administrateurs ont diminué leur plus grand poste budgétaire : les salaires des professeurs. En outre, le corps enseignant a été de plus en plus fragmenté en des catégories distinctes de postes avec des conditions distinctes d'emploi²²⁴. Les professeurs ont aussi dû assumer de nouvelles tâches et le

²²⁰ Henry Steck, « Corporatization of the University: Seeking Conceptual Clarity » (2003) 585 *Higher Education in the Twenty-First Century* 66 à la p 74 [Steck].

²²¹ Newson, « Reflections », *supra* note 209 à la p 74 [notre traduction ; italiques dans l'original].

²²² Buchbinder, « Business », *supra* note 164 à la p 16 ; Simon Marginson, « La mondialisation, 'l'Idée d'une université' et ses codes d'éthique » (2007) 19:1 *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur* 31 aux pp 36-37.

²²³ Buchbinder, « Linkages », *supra* note 10 à la p 359.

²²⁴ *Ibid* ; James Turk, « Introduction: What Commercialization Means for Education » dans James Turk, dir, *The Corporate Campus: Commercialization and the Dangers to Canada's Colleges and Universities*, Toronto, Lorimer & Company Limited, 2000, 3 à la p 7 ; Steck, *supra* note 220 à la p 78.

« surmenage et l'épuisement pur et simple du personnel qui travaille [...] dans un environnement sous-financé » a fait en sorte qu'ils aient moins de temps pour « s'engager dans la gouvernance collégiale de l'institution »²²⁵. En conséquence, le corps professoral est devenu de plus en plus marginalisé dans le processus décisionnel de l'université²²⁶.

Ces changements au sein de l'université ont également eu un impact sur le pouvoir décisionnel des étudiants. Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, la pression pour remplacer le financement public a forcé les universités à s'appuyer de plus en plus sur les frais de scolarité. De 1978 à 2008, par exemple, la proportion des frais de scolarité dans les revenus des universités canadiennes est passée de 12 % à 35 %²²⁷. Les étudiants, conscients que leurs frais de scolarité se substituent au financement de l'État, ont de plus en plus d'exigences envers l'université²²⁸. Les administrateurs universitaires, à leur tour, tendent à considérer les étudiants comme des clients, des consommateurs d'éducation²²⁹. Pour attirer et retenir ces clients, les administrateurs portent une plus grande attention à leur satisfaction, tel qu'en témoignent, par exemple, les mécanismes d'évaluations de cours²³⁰. Cette attention ne s'est cependant

²²⁵ Wayne N Renke, « Commercialization and Resistance » dans James Turk, dir, *The Corporate Campus: Commercialization and the Dangers to Canada's Colleges and Universities*, Toronto, Lorimer & Company Limited, 2000, 31 à la p 40 [nos traductions].

²²⁶ Julia Antonia Eastman, « Recettes et réformes organisationnelles dans l'enseignement supérieur : Quelques aperçus du Canada » (2006) 3:18 *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur* 63 aux pp 69-70 [Eastman].

²²⁷ ACPPU, « Almanach », *supra* note 168 à la p 3.

²²⁸ Eastman, *supra* note 226 à la p 67.

²²⁹ Janice Newson, « Disrupting the 'Student as Consumer' Model: The New Emancipatory Project » (2004) 18:2 *International Relations* 227 à la p 228, citant David F Nobel.

²³⁰ Eastman, *supra* note 226 à la p 68.

pas traduite en une plus grande influence des étudiants dans l'élaboration des objectifs et de la mission de l'université²³¹. Comme les professeurs, ils sont de plus en plus marginalisés dans les processus de décision.

Prises ensemble, les valeurs mises de l'avant par la « corporatisation » de l'université – efficacité, responsabilisation, productivité – et les contraintes placées sur la participation des professeurs et des étudiants ont donc entraîné un déclin de l'influence du sénat académique. En effet, le rôle et l'efficacité du sénat sont au cœur de la plupart des débats actuels sur la gouvernance et la prise de décisions universitaires au Canada²³².

Par exemple, les réponses du personnel enseignant au *Canadian Changing Academic Profession Survey* (CAPS) de 2007²³³ indiquent que le personnel enseignant d'aujourd'hui « ne se perçoit pas comme ayant de l'influence »²³⁴. Comme Amy Metcalfe *et al.* le soulignent dans leur analyse des résultats de l'enquête, les

²³¹ Maria Eliophotou Menon, « Student Involvement in University Governance: A Need for Negotiated Educational Aims? » (2003) 9:3 *Tertiary Education and Management* 233 à la p 235.

²³² *Ibid* à la p 67.

²³³ CAPS est une enquête internationale initiée en 2007 et impliquant l'administration d'un questionnaire commun à un échantillon de professeurs universitaires de 18 pays. L'enquête porte sur les perceptions du personnel enseignant sur, entre autres, le travail universitaire, les conditions de travail, la satisfaction au travail et les activités de recherche. Les équipes de recherche nationales recueillent des données. L'équipe canadienne est dirigée par Amy Metcalfe (Université de la Colombie-Britannique), et comprend Glen Jones (Université de Toronto), Don Fisher (Université de la Colombie-Britannique), Yves Gingras (Université du Québec à Montréal) et Kjell Rubenson (Université de la Colombie-Britannique). OISE (Université de Toronto), « Changing Academic Profession: Current Research Project », en ligne : Université de Toronto <http://www.oise.utoronto.ca/hec/Research_Resources/Changing_Academic_Professions.html>.

²³⁴ Amy Scott Metcalfe *et al.*, « How Influential are Faculty Today? Responses from the Canadian Professoriate » (2010) *Academic Matters: The Journal of Higher Education*, en ligne : *Academic Matters* <<http://www.academicmatters.ca/2010/10/how-influential-are-faculty-today-responses-from-the-canadian-professoriate/>> [Metcalfe, « Influential »] [notre traduction].

constatations « confirment la littérature qui documente la manière dont le rôle des sénats a diminué alors que les universités canadiennes sont devenues plus corporatives » et « sont en accord avec d'autres recherches qui démontrent une centralisation croissante de la prise de décision et la vision voulant que même si le personnel enseignant participe, il a peu d'influence sur la mission ou sur la direction de l'établissement »²³⁵.

2.3.2 La croissance des partenariats entreprises-universités

La pression pour remplacer le financement public a aussi amené l'administration à chercher de nouvelles sources de financement, de sorte que l'entreprise privée est de plus en plus considérée comme « une source appropriée de revenus [...] [,] des gens bien avec qui on peut faire des affaires »²³⁶. Bien que cela soit activement encouragé par des incitations gouvernementales, telles que celles décrites ci-dessus, les collaborations entreprises-universités sont antérieures à la Stratégie d'innovation du Canada. En 1983, par exemple, l'Université Concordia a initié la création du Forum entreprises-universités pour l'éducation, une organisation réunissant présidents universitaires et présidents d'entreprises²³⁷. Le premier rapport du Forum affirme que

²³⁵ *Ibid* [nos traductions].

²³⁶ Steck, *supra* note 220 à la p 75 [notre traduction].

²³⁷ Université Concordia, « Gestion des documents et des archives: Corporate-Higher Education Forum fonds », en ligne : Université Concordia <<http://archives.concordia.ca/fr/P003>>. Le Forum entreprises-universités pour l'éducation a réuni les dirigeants des grandes entreprises privées et publiques canadiennes avec les dirigeants des universités du pays. Les objectifs du Forum étaient de faire progresser la compréhension mutuelle par l'échange d'idées, d'élaborer des énoncés de politique sur les enjeux et questions soi-disant d'intérêt mutuel et de commanditer des activités de coopération. Judith Maxwell et Stephanie Currie, « Ensemble vers l'avenir : La collaboration entreprise-université au Canada », rapport commandé dans le cadre du Congrès du Forum entreprise-universités, Université Concordia, Forum entreprise-université, mai 1984 à la p 75 [Maxwell].

les forces économiques « [rapprochent] le milieu de l'enseignement et celui des affaires » et fait valoir que les universités doivent jouer un rôle crucial dans la reprise économique et favoriser la transition à l'ère de la haute technologie face à une concurrence internationale vigoureuse²³⁸. Pour ce faire, le rapport argumente que les universités doivent adapter certains de leurs idéaux culturels, comme le maintien de l'autonomie universitaire, afin d'atteindre la compatibilité nécessaire avec la culture industrielle²³⁹.

Les « partenariats » entre les entreprises et les universités sont maintenant très répandus et variés. Ils incluent donc, financement de bourses, contrats de recherche²⁴⁰, enseignement coopératif²⁴¹, brevets et licences²⁴², programmes de stages professionnels²⁴³, nominations de cadres supérieurs au sein de conseils d'administration d'universités²⁴⁴ et centres de recherche spécialisés qui fournissent à une industrie donnée des services de formation et de consultation²⁴⁵.

Un partenariat est souvent géré par un protocole d'entente, un contrat par lequel, dans le cas d'un don, l'entreprise donatrice s'engage à fournir des ressources et par lequel,

²³⁸ *Ibid* aux pp 1, 2.

²³⁹ *Ibid* aux pp 65, 68.

²⁴⁰ *Ibid* à la p 2.

²⁴¹ *Ibid* ; Buchbinder, « Linkages », *supra* note 10 à la p 370.

²⁴² Steck, *supra* note 220 à la p 78.

²⁴³ Maxwell, *supra* note 237 à la p 3.

²⁴⁴ Newson, « Reflections », *supra* note 209 à la p 79.

²⁴⁵ Maxwell, *supra* note 237 à la p 2.

en retour, l'université s'engage à les utiliser d'une certaine manière. Il stipule les conditions sur lesquelles se sont entendus le donateur et le bénéficiaire et régit le partenariat. Parmi les conditions imposées par l'entreprise, le protocole précisera si le don est « désigné » (devant être utilisé pour un département ou programme particulier, par exemple) ou « non désigné » (auquel cas l'activité à laquelle le soutien est dirigé n'est pas spécifiée). Le protocole précisera également si le don est « restreint » (ne couvrant que l'achat de livres de bibliothèque, par exemple) ou « sans restriction »²⁴⁶. Les protocoles d'entente peuvent aussi inclure des conditions au versement d'un don, ainsi que des conditions sur le rôle de l'entreprise dans la prise de décisions concernant l'utilisation du don²⁴⁷.

Les protocoles d'entente ont reçu beaucoup d'attention dans les milieux universitaires au cours des dernières décennies, notamment en ce qui concerne la façon dont ils se rapportent à des questions de transparence et de liberté académique. En 2013, l'ACPPU a publié un rapport sous le titre *Ouvertes au monde des affaires : À quelles conditions ?* qui analyse douze collaborations entre des universités et l'industrie en matière de recherche et d'enseignement²⁴⁸. L'ACPPU a constaté qu'onze fois sur douze, les administrateurs universitaires ont conclu d'importants projets de collaborations « sans en divulguer les modalités auprès de leur propre communauté ou du grand public et, qui plus est, sans même les soumettre au préalable à

²⁴⁶ Voir, par exemple, Université Queen's, « Gift Acceptance Policy » (décembre 2002), en ligne : Université Queen's <<http://www.queensu.ca/secretariat/trustees/policy/gift.html>> [nos traductions].

²⁴⁷ Steck, *supra* note 220 à la p 78.

²⁴⁸ ACPPU, « Ouvertes au monde des affaires : À quelles conditions ? – Une analyse de 12 accords de collaboration entre des universités canadiennes et des sociétés, des donateurs et des gouvernements », Ottawa, ACPPU, 2013 à la p 2 [ACPPU, « Ouvertes »].

l'approbation de leurs propres structures universitaires de gouvernance »²⁴⁹. Elle a également constaté que dans sept protocoles d'entente sur douze, les universités ne prévoyaient pas de protection spécifique pour la liberté académique, et que six protocoles ne contenaient pas « de dispositions garantissant à l'université la mainmise sur l'ensemble des affaires académiques qui touchent les étudiants et le corps professoral », ce qui signifie que les protocoles établissaient la participation de bailleurs de fonds externes à la gouvernance académique²⁵⁰.

La gouvernance et la planification stratégique internes à l'université représente donc le troisième des trois principaux réseaux des rapports de force qui portent sur la production du savoir universitaire. Nos observations sont, premièrement, que l'insécurité financière a contribué à une corporatisation des structures de gouvernance universitaires et à un décalage de l'équilibre entre le conseil d'administration et le sénat académique. Deuxièmement, le résultat de cette corporatisation est un changement dans les priorités de l'université de telle sorte qu'un des principaux objectifs de l'université aujourd'hui est de renforcer sa rentabilité ; les disciplines et les départements, les membres des facultés, les étudiants et les campus universitaires dans leur ensemble sont donc de plus en plus jugés en fonction de leur valeur financière²⁵¹. Troisièmement, la croissance des partenariats entreprises-universités, et les protocoles d'entente qui les régissent, ont contribué à une situation dans laquelle les administrateurs universitaires ne fondent plus principalement leurs décisions sur les courants intellectuels qui opèrent en leur sein²⁵². Au lieu de cela, leurs objectifs

²⁴⁹ *Ibid* à la p 7.

²⁵⁰ *Ibid*.

²⁵¹ Newson, « Reflections », *supra* note 209 à la p 76.

²⁵² *Ibid*.

d'éducation et de recherche sont plus sensibles aux courants provenant de l'extérieur, c'est-à-dire aux demandes des entreprises et d'un gouvernement incitatif.

2.4 Résumé des résultats contextuels

Qu'est-ce que les observations permises par notre analyse des engagements juridiques du Canada à la liberté académique, de l'approche gouvernementale à l'égard de l'enseignement supérieur et des tendances récentes en matière de gouvernance et de planification stratégique au sein de l'université indiquent sur le contexte actuel dans lequel le savoir universitaire est produit ? Comment ces trois réseaux de rapports de force établissent-ils le *standpoint* institutionnel de l'université canadienne d'aujourd'hui ?

Nos observations nous permettent de situer les universités canadiennes à l'intersection entre des engagements juridiques à la liberté académique relativement faibles et contextuellement inadéquats et une attitude gouvernementale économique-utilitaire à l'égard de l'enseignement supérieur qui favorisent la diminution du financement public et des liens plus étroits avec le secteur privé. Ces conditions ont créé des changements au sein de l'université, notamment la corporatisation des structures de gouvernance et la privatisation des sources de financement, y compris l'augmentation des partenariats entreprises-universités. C'est à partir de ce *standpoint* que l'université canadienne opère aujourd'hui ; c'est ce *standpoint*, pour reprendre le vocabulaire de notre cadre théorique, qui potentialise ou limite les types du savoir produits par l'université. Comment cela est-il fait exactement ? C'est le sujet de notre prochain chapitre.

CHAPITRE III

L'IMPACT DES PARTENARIATS UNIVERSITÉS-INDUSTRIE MINIÈRE SUR LA PRODUCTION DU SAVOIR UNIVERSITAIRE AU CANADA

Dans le Chapitre II, nous avons identifié et exploré les trois principaux réseaux de rapports de force qui définissent le *standpoint* institutionnel de l'université canadienne aujourd'hui. C'est la tâche de notre troisième et dernier chapitre d'examiner ces dynamiques plus en détail, et en fonction de notre question de recherche spécifique en ce qui concerne l'impact de la philanthropie minière sur la production du savoir dans les universités canadiennes.

Nous commencerons en problématisant la philanthropie minière afin de préciser son importance dans le contexte de l'enseignement supérieur au Canada. Nous analyserons ensuite les cas récents de philanthropie minière aux universités. Nous poursuivrons en explorant la façon dont un cas particulier – celui des dons faits par Peter Munk à l'Université de Toronto – s'inscrit dans les trois réseaux de rapports de force qui définissent le *standpoint* de l'université. Nous utiliserons les résultats de ce chapitre pour explorer la validité de notre hypothèse, voulant que la relation de pouvoir asymétrique entre donateurs miniers et bénéficiaires universitaires permette la subordination des priorités académiques à celles de l'industrie minière.

3.1 La problématisation de la philanthropie minière

Afin d'évaluer avec précision l'impact de la philanthropie minière sur l'enseignement supérieur au Canada, il importe de comprendre le rôle du Canada dans l'industrie minière. Au cours des vingt-cinq dernières années, le Canada est devenu un acteur majeur du secteur minier mondial. En 2008, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) a estimé que plus de 75 % de toutes les entreprises d'exploration et d'exploitation minière dans le monde avaient leur siège social au Canada²⁵³. À la fin de 2012, la Bourse de Toronto (TSX) abritait 57 % des entreprises minières publiques du monde, dont la valeur de marché totalisait plus de 400 \$ milliards²⁵⁴. Il est également important de souligner que près de 50 % des projets d'exploration minière effectués par les entreprises minières TSX sont en dehors du Canada²⁵⁵, avec des concentrations importantes dans les pays « économies émergentes » – c'est-à-dire, en Afrique, en Amérique latine et en Asie²⁵⁶.

Compte tenu de l'importance du Canada pour le secteur minier mondial, il n'est peut-être pas surprenant que beaucoup d'attention ait été accordée aux activités des entreprises minières canadiennes, tant au Canada qu'à l'étranger. Nous examinerons

²⁵³ MAECI, « Renforcer l'avantage canadien : Stratégie de responsabilité sociale des entreprises (RSE) pour les sociétés extractives canadiennes présentes à l'étranger » (mars 2009), en ligne : MAECD <<http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/topics-domaines/other-autre/csr-strat-rse.aspx?lang=fr>>.

²⁵⁴ Groupe TMX, « A Capital Opportunity: Mining » (2013) à la p 11, en ligne : Groupe TMX <http://www.tmx.com/en/pdf/Mining_Presentation.pdf>.

²⁵⁵ Groupe TMX, « Leader mondial dans le secteur minier » (2012) à la p 2, en ligne : Groupe TMX <http://www.tmx.com/fr/pdf/Mining_Sector_Sheet.pdf> [Groupe TMX, « Leader »].

²⁵⁶ Chambre de commerce du Canada, *supra* note 19 à la p 17 ; Voir aussi Groupe TMX, « Leader », *supra* note 255 à la p 2.

en premier les critiques les plus courantes concernant ces activités avant de considérer la position de l'industrie minière.

3.1.1 Les préoccupations des critiques de l'industrie minière

À mesure que les entreprises canadiennes augmentaient en importance dans le secteur minier mondial, elles ont fait l'objet de critiques de plus en plus vives. Les principales renvoient à la responsabilité de ces entreprises pour des désastres environnementaux (tels que la contamination des eaux souterraines et superficielles causée par les résidus miniers), des violations des droit des travailleurs (tels que la violation des lois sur le travail des enfants et des règlements sur la santé et la sécurité au travail) et aux droits humains en général (tels que la violation du droit des peuples autochtones au consentement libre, préalable et éclairé sur l'utilisation des ressources naturelles dans leurs territoires traditionnels ou le soutien à des activités illégales qui se traduisent en violations des droits humains)²⁵⁷. Des groupes de recherche, tels que l'*Extractive Industries Research Group* à l'Université York à Toronto²⁵⁸, le Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique à l'Université du Québec à Montréal²⁵⁹, tout comme le *Canadian Business Ethics Research Network*²⁶⁰, financé

²⁵⁷ Voir Groupe consultatif, « Tables rondes nationales sur la responsabilité sociale et l'industrie extractive minière dans les pays en développement : Rapport du groupe consultatif » (29 mars 2007), en ligne : Halifax Initiative <<http://www.halifaxinitiative.org/updir/Rapportdugroupeconsultatif-mars2007.pdf>>.

²⁵⁸ Voir CERLAC, « Extractive Industries Research Group (EIRG) », en ligne : Université York <<http://cerlac.news.yorku.ca/news-events/on-going-activities/eirg/>>.

²⁵⁹ Voir GRAMA, « Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique (GRAMA) », en ligne : UQAM <<http://www.grama.uqam.ca/>>.

²⁶⁰ Voir CBERN, « About the Canadian Business Ethics Research Network (CBERN) », en ligne : CBERN <http://www.cbern.ca/about_us>.

par le CRSH, par exemple, ont publié de nombreux travaux sur le sujet. D'autre part, le sujet a attiré l'attention de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) et de groupes citoyens comme Mines alerte Canada²⁶¹ et le Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises²⁶².

Les critiques de l'industrie minière canadienne exigent une régulation plus sévère et plus contraignante des activités minières et exercent une pression sur le gouvernement canadien pour qu'il mette en place des mécanismes efficaces afin d'en sanctionner, éventuellement, les crimes²⁶³. Des appels ont aussi été lancés pour une réforme des cadres juridiques qui influencent le secteur minier dans son ensemble – comme la régulation des places boursières canadiennes, par exemple – et pour que le Canada exerce toute l'influence possible au niveau international pour renforcer la régulation du secteur²⁶⁴.

²⁶¹ Voir Mines alerte, « Mines alerte », en ligne : Mines alerte <<http://www.miningwatch.ca/fr/mines-alerte-1>>.

²⁶² Voir Halifax Initiative, « À propos du Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises », en ligne : RCRCE <<http://www.halifaxinitiative.org/node/3105>>.

²⁶³ Mines alerte, « Bill C-300 a High Water Mark for Mining and Government Accountability » (15 novembre 2010), en ligne : Mines alerte <<http://www.miningwatch.ca/en/bill-c-300-high-water-mark-mining-and-government-accountability>>.

²⁶⁴ Voir les recommandations 1 à 10 dans MAECI, *L'exploitation minière dans les pays en développement et la responsabilité sociale des entreprises - Réponse du gouvernement au Quatorzième rapport du comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international* (17 octobre 2005), en ligne : Parlement du Canada <<http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=2030362&Language=F&Mode=1&Parl=38&Ses=1>>.

3.1.2 La position des défenseurs de l'industrie minière

Pour leur part, les défenseurs de l'industrie minière, y compris le gouvernement canadien, soulèvent les avantages économiques de l'activité minière. Selon le Ministère des Ressources naturelles du Canada,

[p]our la seule année 2011, le secteur minier a ajouté 63 milliards de dollars au [Produit intérieur brut - PIB] nominal du Canada, soit 3,9 % du PIB total, tandis que les sociétés d'extraction et de traitement de minéraux versaient environ 7,1 milliards de dollars sous forme d'impôt des sociétés et de redevances. Cet argent contribue à financer les programmes et services auxquels les Canadiens de toutes les régions du pays ont quotidiennement recours, qu'il s'agisse de routes et de ponts ou d'éducation et de santé²⁶⁵.

En outre, un rapport de 2012 de la Chambre de commerce du Canada applaudit l'industrie minière pour l'emploi, selon les estimations, de 320 000 Canadiens dans l'extraction, le traitement et la transformation des minéraux²⁶⁶. Selon l'Association minière du Canada, l'industrie minière « génère également d'importantes activités économiques indirectes : plus de 3 200 entreprises lui fournissent des services qui varient de la consultation en ingénierie à l'équipement de forage »²⁶⁷.

²⁶⁵ Ministère des Ressources naturelles Canada, « Le Canada est un géant de l'exploration et de l'exploitation minières », en ligne : Ministère des Ressources naturelles Canada <<http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/documents-information/2013/1852>> [Ressources naturelles Canada].

²⁶⁶ Chambre de commerce du Canada, *supra* note 19 à la p 51.

²⁶⁷ Association minière du Canada, « Incidence économique », en ligne : Association minière du Canada <<http://www.mining.ca/site/index.php/fr/mining-au-canada-fr/economic-impact-fr.html>>.

L'accent est également mis sur les avantages de l'industrie minière pour les plus de 100 autres pays où les projets miniers sont situés²⁶⁸. Par exemple, selon le rapport de 2012 de Barrick Gold sur la durabilité, sa présence a le « potentiel de bénéficier de manière significative » aux communautés d'accueil autour de ses sites miniers par « la création d'emplois directs et indirects, ainsi que le transfert des compétences, l'amélioration de la capacité des services de santé et d'éducation, l'amélioration des infrastructures, l'appui aux programmes communautaires, et l'offre des possibilités aux petites entreprises »²⁶⁹. Au niveau des pays dans leur ensemble, les avantages directs de la présence de Barrick Gold comprennent « l'amélioration des infrastructures ainsi que les taxes, les redevances, et les autres paiements aux gouvernements »²⁷⁰.

Les entreprises minières ont réagi aux critiques concernant les impacts sociaux et environnementaux de leurs activités, et à l'appel à la responsabilité des entreprises en général, en promouvant les mesures volontaires de Responsabilité sociale des entreprises (RSE). Ces mesures comprennent une gamme de méthodologies « [d']évaluation » des impacts possibles de l'activité minière – y compris en termes de droits de la personne, d'égalité entre les sexes, et de paix et conflits – ainsi que la prolifération des codes de conduite internationalement reconnus²⁷¹. De manière importante pour notre étude, ces mesures comprennent également des gestes

²⁶⁸ Ressources naturelles Canada, *supra* note 176.

²⁶⁹ Barrick Gold, « Responsible Mining: 2012 Corporate Responsibility Report » (2012) à la p 46, en ligne : Barrick Gold <<http://www.barrick.com/files/responsibility-report/2012/Barrick-2012-Corporate-Responsibility-Report.pdf>> [nos traductions].

²⁷⁰ *Ibid* [notre traduction].

²⁷¹ Catherine Coumans, « Occupying Spaces Created by Conflict. Anthropologists, Development NGOs, Responsible Investment, and Mining » (2011) 52:3 *Current Anthropology* 29 à la p 30 [notre traduction].

philanthropiques de la part d'entreprises minières ou de magnats miniers, par exemple, aux universités canadiennes.

Avant d'examiner les exemples spécifiques de dons miniers aux universités canadiennes, notre problématisation de la philanthropie minière doit aussi problématiser la notion de philanthropie en général. Nous explorerons donc brièvement la littérature portant sur la philanthropie, avec un accent particulier sur le contexte canadien.

3.1.3 Les enjeux de la philanthropie

Au Canada, les entreprises opèrent dans un environnement où l'altruisme – c'est à dire, le désir que la vie des autres s'améliore²⁷² – est une norme sociale dominante²⁷³. Selon l'Agence du revenu du Canada, un don est « un transfert volontaire de biens [...] sans perspective de rendement. Le donateur [...] ne doit s'attendre à voir aucun avantage de quelque nature que ce soit, sauf si l'avantage est de valeur nominale »²⁷⁴. Un de ses avantages nominaux est que les entreprises peuvent déduire leurs dons de

²⁷² M Todd Henderson et Anup Malani, « Corporate Philanthropy and the Market for Altruism » (2008) John M. Olin Law & Economics Working Paper No. 399 à la p 3.

²⁷³ Une enquête de 2007 a révélé que 23 millions de Canadiens avaient fait un don à un organisme de bienfaisance ou sans but lucratif dans la période de 12 mois visés par l'enquête. Cela représentait 84 % de la population âgée de 15 ans et plus et un total de 10 \$ milliards. Statistique Canada, *Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation*, 71-542-XIF, Ottawa, StatCan, 2009 à la p 9.

²⁷⁴ Agence du revenu du Canada, « Bulletin d'interprétation en matière d'impôt sur le revenu, IT-110R3 » (9 septembre 2002), en ligne : ARC <<http://www.cra-arc.gc.ca/F/pub/tp/it110r3/it110r3-f.htm>>.

bienfaisance comme dépenses d'entreprise en vertu de l'article 110.1 de la Loi de l'impôt²⁷⁵.

Si les déductions d'impôt représentent des gains à court terme, la littérature explique également qu'une entreprise peut poser des gestes philanthropiques pour assurer sa survie à long terme. Cette lecture est enracinée dans la théorie de la légitimité, qui considère les entreprises comme des institutions sociales dépendantes de l'acceptation sociale de leur rôle et de leurs activités. Selon cette théorie, une entreprise perdra de sa légitimité si elle s'engage dans des actions commerciales contraires aux normes sociales établies ou si ces dernières changent de manière à rendre ses pratiques inacceptables. Par exemple, dans le cas d'une entreprise dont l'activité pollue l'environnement, il y aura un « déficit de légitimité » entre la performance de l'entreprise et l'attente sociale voulant que les entreprises respectent l'environnement²⁷⁶. Un déficit qui s'élargit constamment menacera la croissance et la survie de l'entreprise²⁷⁷.

Dean Neu, Hussein Warsame et Kathryn Pedwell font valoir que l'entreprise essayera de réduire son déficit de légitimité pour éviter l'intervention étatique, le boycott de

²⁷⁵ *Loi de l'impôt sur le revenu*, LRC 1985, c 1 (5^e supp), art 110(1) [Loi de l'impôt] ; Theresa L M Man, « Corporate Giving: A Tax Perspective » (18 septembre 2006) à la p 3, en ligne : Carters Barristers, Solicitors and Trademark Agents <http://www.carters.ca/pub/article/charity/2007/tlm_corp_giving.pdf> [Man].

²⁷⁶ S Prakash Sethi, « A Conceptual Framework for Environmental Analysis of Social Issues and Evaluation of Business Response Patterns » (1979) 4:1 *The Academy of Management Review* 63 à la p 65 [notre traduction].

²⁷⁷ *Ibid.*

ses produits ou d'autres actions perturbatrices de la part d'acteurs externes²⁷⁸. La philanthropie est utile en ce sens qu'elle améliore l'image publique, construit un capital social et consolide l'appui des citoyens et des gouvernements dans les communautés où les entreprises opèrent sans impliquer de changements substantiels dans leur manière d'opérer²⁷⁹. En d'autres mots, une entreprise peut choisir la philanthropie comme « stratégie de conformité *cérémonielle* », cohérente avec les attentes sociales tout en laissant ses opérations essentiellement intactes²⁸⁰.

Le choix des bénéficiaires des actions philanthropiques des entreprises est une question tout aussi importante. John Dowling et Jeffrey Pfeffer expliquent qu'une entreprise peut mieux réduire son déficit de légitimité en s'associant avec des « symboles, des valeurs ou des institutions qui ont une forte légitimité sociale »²⁸¹. En effet, le sondage d'un échantillon représentatif de près de 1 600 entreprises canadiennes par Imagine Canada de 2008 a révélé que 15 % de leurs dons avaient été dirigés vers les collèges et les universités, derrière les dons aux services sociaux (19 %) et au secteur de la santé (17 %)²⁸². Dans son étude de 2006 sur les motifs des dons des entreprises, Ailian Gan fait valoir que les

²⁷⁸ Dean Neu, Hussein Warsame et Kathryn Pedwell, « Managing Public Impressions: Environmental Disclosures in Annual Reports » (1998) 23:3 *Accounting, Organizations and Society* 265 à la p 265.

²⁷⁹ Carole Chouinard, « Considerations in Corporate Giving » (2009) 21:4 *The Philanthropist* 297 à la p 297 ; Man, *supra* note 275 à la p 3.

²⁸⁰ John W Meyer et Brian Rowan, « Institutionalized Organizations: Formal Structure as Myth and Ceremony » (1977) 83:2 *American Journal of Sociology* 340 à la p 341 [notre traduction ; nos italiques].

²⁸¹ John Dowling et Jeffrey Pfeffer, « Organizational Legitimacy: Social Values and Organizational Behavior » (1975) 18:1 *Pacific Sociological Review* 122 à la p 127 [notre traduction].

²⁸² Imagine Canada, *Pratiques, motivations et difficultés de l'investissement communautaire des entreprises : constatations de l'Enquête canadienne sur les contributions des entreprises à la*

[e]ntreprises sont plus susceptibles de choisir des causes « stratégiques » qui sont cohérentes avec leur image de marque ou leurs objectifs. Une entreprise pourrait préférer donner à un collège [ou à une université], parce que ce geste permet à l'entreprise de projeter une image nourricière et progressiste²⁸³.

En outre, la projection de cette image est démultipliée grâce à la prééminence du nom du donateur sur un édifice ou au titre d'une chaire universitaire. L'Université Carleton, par exemple, possède des politiques claires quant à la nomination d'une infrastructure, exigeant une contribution du donateur équivalente à 10 % à 15 % du coût total de construction pour donner son nom à un immeuble durant toute la vie utile de celui-ci²⁸⁴. À l'Université Laurentienne, un donateur peut donner son nom à une chaire pour 3 \$ millions ou à un poste de professeur pour 250 000 \$²⁸⁵.

3.2 Les dons miniers aux universités canadiennes

Bien que les données sur la philanthropie de l'industrie minière ne soient pas centralisées²⁸⁶, une recherche préliminaire²⁸⁷ indique que, depuis 1995, 31 universités

collectivité (2010), en ligne : Imagine Canada <http://library.imaginecanada.ca/files/nonprofitscan/fr/misc/bctc_presentation_2010_fr.pdf>.

²⁸³ Ailian Gan, « The Impact of Public Scrutiny on Corporate Philanthropy » (2006) 26 *Journal of Business Ethics* 217 à la p 231 [notre traduction].

²⁸⁴ Université Carleton, « Philanthropy Naming Policy » (2009), en ligne : Université Carleton <<http://www2.carleton.ca/secretariat/policies/philanthropic-naming-policy/>>.

²⁸⁵ Université Laurentienne, « Politique de dénomination de l'université », en ligne : Université Laurentienne <http://142.51.79.168/Laurentian/Home/Departments/Development+Office/Naming+Policy/Recognition_Benefactions.htm?Laurentian_Lang=fr-CA>.

²⁸⁶ D'une part, selon Statistique Canada, les dons sont classés selon que le donneur est un individu, une entreprise commerciale, ou un organisme à but non lucratif (comme une fondation). Les données sur la philanthropie du secteur minier ne sont centralisées qu'à l'égard de dons faits par les entreprises minières et incluses sur leur déclaration de revenus. Elles ne tiennent pas compte, par

canadiennes ont reçu 105 dons d'entreprises minières, de personnes qui ont fait fortune dans l'industrie minière ou de fondations créées par ces dernières. Ces dons totalisent plus de 602,2 \$ millions. L'ensemble des données recueillies se trouve à l'Annexe A : Dons de l'industrie minière aux universités canadiennes, janvier 1995-décembre 2013.

3.2.1 Les caractéristiques des dons réalisés entre janvier 1995 et décembre 2013

Les dons réalisés entre janvier 1995 et décembre 2013 prennent diverses formes, comme le financement de bourses d'études, de chaires et d'unités de recherche, ainsi que le financement d'écoles spécifiques au sein des universités. Dans au moins deux cas, les dons ont été faits en actions d'entreprise²⁸⁸. Certains donateurs peuvent être liés à une université en particulier par un lien personnel. Par exemple, Pierre Lassonde, co-fondateur et co-PDG de Franco-Nevada Mining Corporation Limited, a

conséquent, des dons faits par des individus ou par des fondations liés au secteur minier. D'autre part, l'information concernant les dons faits par des individus, des entreprises commerciales ou des organismes à but non lucratif est rapportée par les universités, mais elle n'est pas ventilée par secteur. Entrevue de l'auteure avec Ed Holmes (Analyste principal, Statistiques financières et fiscales des entreprises), Statistique Canada (21 juin 2011).

²⁸⁷ La méthodologie utilisée pour la collecte de données comporte l'examen des sources suivantes : les sites web et les communiqués de presse des universités canadiennes ; les sites web, communiqués de presse et rapports annuels des entreprises minières ; et les sites web et rapports des associations minières nationales et régionales.

²⁸⁸ En 2009, Osisko Mining Corporation et Robert Wares, vice-président exécutif et PDG, ont fait un don commun de 500 000 \$ en actions de l'entreprise à l'Université de McGill. Canadian Mining Journal, « University Receives Shares in Mining Company » (23 décembre 2009), en ligne : Canadian Mining Journal <<http://www.canadianminingjournal.com/issues/story.aspx?aid=1000352306>> [Canadian Mining Journal, « University »]. En 2011, George Dembroski, ancien membre du conseil d'administration de Cameco Corporation, a fait don de 1 \$ million en actions de l'entreprise à l'Université de Saskatchewan. Université de Saskatchewan, communiqué, « Donation Allows U of S Business Students to Invest Real Money » (16 mai 2011), en ligne : Université de Saskatchewan <http://announcements.usask.ca/news/archive/2011/05/donation_allows.html> [Université de Saskatchewan, « Donation »].

donné 8 \$ millions en 2002 à son *alma mater*, l'Université de Montréal, pour l'agrandissement de l'École Polytechnique de Montréal²⁸⁹. Une université peut également chercher à attirer des bailleurs de fonds pour un projet particulier : en 2008, la campagne de financement de l'Université Laurentienne, « Objectif 50 : Notre campagne », a reçu 4,5 \$ millions de Vale Inco Limited pour le Centre d'études sur les lacs (renommé par la suite le Centre d'études sur les lacs Vale Inco)²⁹⁰. Le financement peut également prendre la forme plus complexe de partenariats « publics-privés-postsecondaires ». C'est le cas avec le Conseil canadien de l'innovation minière (CCIM), un réseau composé de divers gouvernements provinciaux, universités et collèges, centres de recherche, entreprises minières et fournisseurs de services de l'industrie minière. Le projet « Empreintes » du CCIM, dirigé par l'Université Laurentienne et lancé en 2013, est financé en partie par 7,5 \$ millions provenant des membres du CCIM issus de l'industrie, ainsi que par une subvention du CRSNG de 5,1 \$ millions – la subvention la plus importante jamais accordée par le programme de recherche et développement coopératif du CRSNG²⁹¹.

Il faut noter en outre que les dons compilés ici ne comprennent pas deux programmes de bourses notables financés par l'industrie minière. Le premier programme est offert par la Fondation de l'industrie minière canadienne pour l'éducation (FIMCE), un

²⁸⁹ École Polytechnique de Montréal (Université de Montréal), « Renseignements généraux – Campus », en ligne : École Polytechnique de Montréal <<http://www.polymtl.ca/rensgen/toutPoly/campus/index.php>>.

²⁹⁰ Bill Bradley, « Vale Inco Commits \$4.5 Million to Living with Lakes Centre », *The Northern Life* (28 janvier 2008), en ligne : The Northern Life.ca <<http://www.northernlife.ca/news/localNews/2008/01-28-08-vale.aspx>> [Bradley].

²⁹¹ Université Laurentienne, communiqué, « L'Université Laurentienne est à la tête d'un projet de recherche unique de 12 000 000\$ » (14 mai 2013), en ligne : Université Laurentienne <<http://laurentian.ca/fr/content/1%E2%80%99universit%C3%A9-laurentienne-est-%C3%A0-la-t%C3%AAted%E2%80%99un-projet-de-recherche-unique-de-12-000-000>> [Université Laurentienne, « Tête »].

regroupement de 25 entreprises « commanditaires » du secteur minier²⁹². Depuis 1964, le FIMCE attribue des bourses annuelles aux étudiants de premier cycle qui poursuivent des études liées à l'industrie minière. Le FIMCE attribue un total d'environ 200 000 \$ en bourses à 100 étudiants par année dans des universités partout au Canada²⁹³. Le deuxième programme de bourse a été créé par Seymour Schulich, cofondateur, président et ancien co-PDG de Franco-Nevada Mining Corporation Limited et actuel directeur de Newmont Mining Corporation. En 2011, Schulich a fait don de 100 \$ millions afin d'établir les Bourses Schulich Leader en partenariat avec 20 universités canadiennes²⁹⁴ et cinq universités israéliennes. Au Canada, les bourses individuelles sont évaluées à 60 000 \$ et sont décernées chaque année à 40 étudiants inscrits à des programmes de premier cycle en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques²⁹⁵.

Certains partenariats publics-privés-postsecondaires sont également absents de notre calcul, en raison du fait que la contribution exacte de l'industrie minière n'est pas claire. Un exemple est l'*International Minerals Innovation Institute*, une société à but non lucratif fondée en 2012 conjointement par l'industrie minière et le gouvernement de la Saskatchewan pour concevoir des programmes d'éducation et de formation et des programmes de recherche et de développement au sein de l'Université de

²⁹² Pour la liste complète des commanditaires, voir FIMCE, « Commanditaires », en ligne : FIMCE <http://cmief.ca/french/sponsors_fr.html>.

²⁹³ Entrevue de l'auteure avec Graham Farquharson (Président du Conseil d'administration), FIMCE (21 juin 2011).

²⁹⁴ Pour la liste complète des universités participantes, voir Bourses Schulich Leader, « Designated Canadian Universities 2014 », en ligne : Bourses Schulich Leader <<http://www.schulichleader.com/fr/universities>>.

²⁹⁵ Bourses Schulich Leader, « À propos de la bourse d'étude », en ligne : Bourses Schulich Leader <<http://schulichleaders.com/fr/propos-de-la-bourse-d%C3%A9tude>>.

Saskatchewan et de l'Université de Regina²⁹⁶. Un autre exemple est l'Institut canadien international pour les industries de l'extraction et le développement (ICIIED), établi en 2013 par une coalition composée de l'Université de la Colombie-Britannique, l'Université Simon Fraser et l'École Polytechnique de Montréal avec une contribution de 24,6 \$ millions du Ministère des Affaires étrangères, du commerce et du développement Canada (MAECD). Le rôle de l'ICIIED est « d'améliorer la gouvernance du secteur de l'extraction dans les pays en développement »²⁹⁷. La contribution du MAECD s'ajoute aux engagements pris par les membres de la coalition, ainsi que 4,3 \$ millions sous forme d'espèces et d'engagements en nature faite par les partenaires stratégiques de l'ICIIED²⁹⁸, qui comprennent plusieurs entreprises minières²⁹⁹.

3.2.2 L'analyse des données par université

Comme le montre le tableau suivant, le total des dons de l'industrie minière varie considérablement d'université à université et est largement distribué à travers le pays.

²⁹⁶ IIMI, « About IIMI », en ligne : IIMI <<http://www.imii.ca/pages/about-us.html>>.

²⁹⁷ Université de la Colombie-Britannique, « International Institute : Qui nous sommes », en ligne : Université de la Colombie-Britannique <<http://mining.ubc.ca/international-institute/qui-nous-sommes/>>.

²⁹⁸ Université de la Colombie-Britannique, « International institute : Gouvernance et gestion », en ligne : Université de la Colombie-Britannique <<http://mining.ubc.ca/international-institute/qui-nous-sommes/gouvernance-et-gestion/>>.

²⁹⁹ Pour une liste complète des partenariats stratégiques de l'ICIIED, voir Université de la Colombie-Britannique, « International institute : Partenaires de l'Institut », en ligne : Université de la Colombie-Britannique <<http://mining.ubc.ca/international-institute/partenaires-de-linstitut/>>.

Tableau 3.1 Dons cumulés des entreprises minières aux universités canadiennes,
janvier 1995 – décembre 2013³⁰⁰

Université	Total des dons
Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, Colombie-Britannique)	86 500 000 \$
Université de Toronto (Toronto, Ontario)	81 525 000 \$
Université Laurentienne (Sudbury, Ontario)	61 740 000 \$
Université York (Toronto, Ontario)	51 000 000 \$
Université de Calgary (Calgary, Alberta)	50 000 000 \$
Université McGill (Montréal, Québec)	35 900 000 \$
Université Quest (Squamish, Colombie-Britannique)	32 000 000 \$
Université de Western Ontario (London, Ontario)	27 935 000 \$
Université d'Ottawa (Ottawa, Ontario)	26 500 000 \$
Université Simon Fraser (Vancouver, Colombie-Britannique)	22 000 000 \$
Université Memorial (St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador)	20 750 000 \$
Université Dalhousie (Halifax, Nova Scotia)	20 000 000 \$
Université de Montréal (Montréal, Québec)	19 916 500 \$
Université Nipissing (North Bay, Ontario)	15 000 000 \$
Université Queen's (Kingston, Ontario)	13 125 000 \$
Université du Québec à Chicoutimi (Saguenay-Lac-Saint-Jean, Québec)	10 700 000 \$
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (Rouyn-Noranda, Québec)	5 832 500 \$
Université du Nouveau-Brunswick (Fredericton, Nouveau-Brunswick)	4 450 000 \$
Université de Victoria (Victoria, Colombie-Britannique)	4 100 000 \$
Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Saskatchewan)	4 000 000 \$
Université Laval (Québec, Québec)	2 280 000 \$
Université de Guelph (Guelph, Ontario)	2 000 000 \$
Université de Regina (Regina, Saskatchewan)	2 000 000 \$
Université de Sherbrooke (Sherbrooke, Québec)	1 100 000 \$
Université du Québec à Montréal (Montréal, Québec)	515 860 \$
Université du Nord de la Colombie-Britannique (Prince George, Colombie-Britannique)	500 000 \$
Université College of the North (The Pas, Manitoba)	300 000 \$

³⁰⁰ Pour les références, voir l'Annexe A : Dons de l'industrie minière aux universités canadiennes, janvier 1995-décembre 2013.

Université de Brandon (Brandon, Manitoba)	200 000 \$
Université du Manitoba (Winnipeg, Manitoba)	200 000 \$
Université Lakehead (Thunder Bay, Ontario)	110 000 \$
Université Brock (St Catherine's, Ontario)	30 000 \$
TOTAL	602 209 860 \$

Un examen plus approfondi indique que 69,6 % de ces dons ont été faits aux universités situées parmi les 20 plus grandes universités canadiennes (sur un total de 84 universités)³⁰¹. Les trois principales universités récipiendaires sont l'Université de la Colombie-Britannique, l'Université de Toronto et l'Université Laurentienne, avec des contributions reçues depuis 1995 de 86,5 \$ millions, 81,5 \$ millions et 61,7 \$ millions respectivement. Pour mettre ces chiffres en perspective, on évalue que sur la période allant d'avril 1995 à mars 2012, ces dons représentent environ 10,8 %, 4,1 % et 75,3 %, respectivement, des dons privés à ces trois universités. Dans ces trois cas, les contributions du secteur minier sont significatives. Mais cela est particulièrement vrai pour l'Université Laurentienne, qui se classe 38^e sur les 84 universités en termes d'inscription ETP³⁰², mais dont l'emplacement au cœur du camp minier de Sudbury, Ontario fait d'elle un partenaire particulièrement bien adapté pour l'industrie minière³⁰³.

³⁰¹ Les 20 plus grandes universités canadiennes en fonction du nombre d'étudiants à temps plein sont l'Université de Toronto, l'Université de Montréal, l'Université York, l'Université de la Colombie-Britannique, l'Université de l'Alberta, l'Université d'Ottawa, l'Université de Western Ontario, l'Université Laval, l'Université de Waterloo, l'Université McGill, l'Université de Calgary, l'Université du Québec à Montréal, l'Université Concordia, l'Université McMaster, l'Université Ryerson, l'Université de Guelph, l'Université du Manitoba, l'Université de Carleton, l'Université Simon Fraser et l'Université Queen's. ACPPU, « Almanac », *supra* note 168 à la p 53.

³⁰² *Ibid.*

³⁰³ Université Laurentienne, « Goodman School of Mines », en ligne : Université Laurentienne <<http://laurentian.ca/goodman-school-of-mines>>.

Tableau 3.2 Importance relative des dons de sources privées et provenant du secteur minier, avril 1995 – mars 2012 (en milliers de dollars)

Université	Total cumulé des revenus annuels de l'université ³⁰⁴	Total cumulé des revenus universitaires provenant des dons privés ³⁰⁵	Pourcentage de revenu provenant des dons privés	Total cumulé des dons privés provenant du secteur minier	Pourcentage de dons privés provenant du secteur minier
Université de la Colombie-Britannique	23 522 279 \$	800 950 \$	3,4 %	86 500 \$	10,8 %
Université de Toronto	32 513 524 \$	1 978 891 \$	6,1 %	81 525 \$	4,1 %
Université Laurentienne	1 909 748 \$	82 043 \$	4,3 %	61 740 \$	75,3 %

3.2.3 L'analyse des données par type d'activité académique

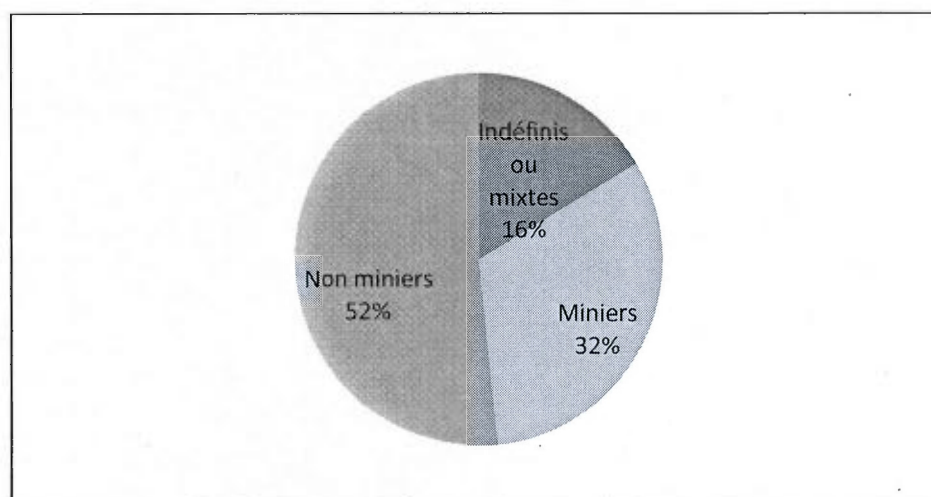
Un autre aspect intéressant de la philanthropie de l'industrie minière semble être la diversification des activités académiques qui en font l'objet. Alors qu'une partie de ces dons est destinée à la recherche et au développement dans des disciplines directement liées à l'exploration et à l'exploitation minière (telles que l'ingénierie et la géologie), une partie importante est dirigée vers des activités qui ne sont pas traditionnellement associées à l'industrie. En 2007, par exemple, l'Université d'Ottawa a reçu 25 \$ millions d'Ian Telfer, président du conseil d'administration de

³⁰⁴ Voir Annexe B : Revenus annuels de l'Université de Colombie-Britannique, de l'Université de Toronto et de l'Université Laurentienne, avril 1995-mars 2012.

³⁰⁵ Voir Annexe C : Total des revenus annuels de l'Université de la Colombie-Britannique, de l'Université de Toronto et de l'Université Laurentienne provenant de dons privés, avril 1995-mars 2012.

l'entreprise minière Goldcorp Incorporated, pour financer l'École de gestion Telfer³⁰⁶. En 2009, l'Université Dalhousie a reçu 20 \$ millions de Seymour Schulich pour financer l'École de droit Schulich³⁰⁷. En 2010, l'Université de Guelph a reçu 1 \$ million de l'entreprise Kinross Gold pour financer la Chaire Kinross en gouvernance environnementale³⁰⁸.

Figure 3.1 Dons aux universités canadiennes dans les secteurs miniers, non miniers et indéfinis/mixtes, janvier 1995 – décembre 2013³⁰⁹



³⁰⁶ Université d'Ottawa, communiqué, « Un don de 25 million \$ porte le résultat de la Campagne de financement de l'Université d'Ottawa à plus de 226 million \$ » (8 mai 2007), en ligne : Université Ottawa <<http://www.uottawa.ca/medias/communique-1144.html>> [Université d'Ottawa, « Campagne »].

³⁰⁷ Université Dalhousie, « History & Tradition », en ligne : Dalhousie University <<http://www.dal.ca/faculty/law/about/history-of-schulich-school-of-law.html>> [Université Dalhousie].

³⁰⁸ Université de Guelph, communiqué, « Kinross Gold, U of G Announce Chair in Environmental Governance » (17 novembre 2010), en ligne : Université de Guelph <http://www.uoguelph.ca/news/2010/11/kinross_gold_u.html> [Université de Guelph].

³⁰⁹ Pour les références, voir Annexe A.

Avec cet aperçu de la philanthropie minière dans les universités canadiennes à l'esprit, nous examinons maintenant son impact sur la production du savoir dans le cas spécifique des dons de Peter Munk à l'Université de Toronto.

3.3 L'impact de la philanthropie minière aux universités : Le cas des dons Munk

Peter Munk est le cofondateur et président du conseil d'administration de Barrick Gold Corporation, le plus grand producteur de métaux précieux dans le monde³¹⁰. Il est aussi l'ancien PDG d'Horsham Corporation, une entreprise de portefeuille de l'or et du pétrole à Toronto maintenant dissoute³¹¹. En 1996, Munk, de concert avec Barrick Gold et Horsham, a fait un don de 6,4 \$ millions à l'Université de Toronto pour établir le *Munk Centre for International Relations* (Centre Munk d'études internationales, ci-après le Centre Munk)³¹². En 2007, Munk y a ajouté 5 \$ autres millions pour la création de nouveaux programmes au Centre Munk³¹³. En avril 2010, l'Université de Toronto a annoncé que la *Peter and Melanie Munk Charitable Foundation* (la Fondation de bienfaisance de Peter et Melanie Munk, ci-après la

³¹⁰ Rachelle Younglai, « Gold's Weakening Outlook Threatens Miners' Credit Rating », *The Globe and Mail* (8 janvier 2014), en ligne : The Globe and Mail.com <<http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/industry-news/energy-and-resources/credit-ratings-at-risk-as-moodys-cuts-gold-price-forecast/article16243722/>>.

³¹¹ Daniel F Cuff, « Chairman of Horsham Adding Chief's Post », *The New York Times* (23 avril 1990), en ligne : The New York Times.com <<http://www.nytimes.com/1990/04/23/business/business-people-chairman-of-horsham-adding-chief-s-post.html>>.

³¹² William Graham, « Academic Freedom or Commercial License ? » dans James Turk, dir, *The Corporate Campus: Commercialization and the Dangers to Canada's Colleges and Universities*, Toronto, Lorimer & Company Limited, 2000, 23 à la p 24 [Graham, « Academic Freedom »].

³¹³ Scott Anderson, « Munk Centre Received \$5 Million Endowment » (2007) *UofT Magazine*, en ligne : UofT Magazine <<http://www.magazine.utoronto.ca/winter-2007/munk-centre-donation-peter-munk-international-studies/>> [Anderson, « Munk Centre »].

Fondation Munk) avait fait un don de 35 \$ millions pour élargir et transformer le Centre Munk en *Munk School of Global Affairs* (École Munk d'affaires internationales, ci-après l'École Munk)³¹⁴. Ci-dessous, nous référons à l'ensemble de ces donations par l'expression les « dons Munk ».

L'objectif de cette section est d'analyser les dons Munk selon les trois réseaux de rapports de force qui définissent le *standpoint* de l'université canadienne. Un résumé des résultats, fourni à la fin de ce chapitre, servira à évaluer la validité de notre hypothèse.

3.3.1 La liberté académique et les dons Munk

Rappelons que le principe de liberté académique exige que la communauté universitaire soit libre d'enseigner, d'apprendre et d'étudier sans interférence extérieure, ainsi que de publier librement les résultats de la recherche, à condition de se conformer à des normes professionnelles, telles que la révision par les pairs. Rappelons également que les engagements juridiques du Canada envers la liberté académique sont relativement faibles, et qu'il a traditionnellement incombé à la communauté universitaire d'initier les efforts visant à renforcer ces engagements.

Comme nous l'avons mentionné, le don d'une entreprise privée à une université est souvent régi par un protocole d'entente. Dans le cas des dons Munk, il existe deux

³¹⁴ Peter and Melanie Munk Charitable Foundation et The Governing Council of the University of Toronto, « Memorandum of Agreement » (29 novembre 2009) à la p 4 [Munk].

protocoles d'entente principaux : le protocole d'entente qui a régi le don effectué en 1996 et le protocole d'entente qui régit le don de 2010³¹⁵.

Le protocole d'entente de 1996 a défini la création d'une « relation académique d'affaires » (une « *business-academic relationship* »)³¹⁶. Dans le protocole d'entente, l'Université s'est engagée à ce que le Centre Munk soit inclus au sein des « priorités les plus élevées de l'Université pour l'attribution de son financement, y compris ses propres ressources internes »³¹⁷. L'accord stipulait notamment qu'une partie du don serait versée à l'avance, le reste étant payé en versements annuels durant les dix années subséquentes³¹⁸.

Cependant, les versements annuels étaient subordonnés à certaines conditions. L'une d'elle était la création d'un conseil académique sur les études internationales composé de représentants de différentes facultés et programmes de l'Université. Le conseil, à son tour, maintenait une coopération avec le Conseil consultatif international de Barrick Gold, dont le mandat était de « fournir l'assistance et les ressources au conseil [sur les études internationales] et au [Centre Munk] que le conseil [consultatif international], à sa discrétion, juge[rait] appropriés³¹⁹. Le conseil [sur les études

³¹⁵ Il semble que le don de 2007 soit régi par le protocole d'entente de 1996.

³¹⁶ Extrait du « Donations and Charitable Trust Agreement, made as of the 27th day of September, 1996 among Horsham Corporation, Barrick Gold Corporation, and Peter Munk, and Peter Munk Charitable Foundation, and the Governing Council of the University of Toronto » cité dans Graham, « Academic Freedom », *supra* note 312 à la p 24 [notre traduction].

³¹⁷ *Ibid* [notre traduction].

³¹⁸ *Ibid*.

³¹⁹ *Ibid* [notre traduction].

internationales] y sera[it] réceptif »³²⁰. Une autre condition interdisait à l'Université de retirer son financement au Centre Munk pendant 30 ans³²¹. Le protocole ne contenait aucun article visant à protéger la liberté académique³²².

Des conditions supplémentaires ont été placées sur l'Université de Toronto par le protocole d'entente de 2010 visant à transformer le Centre Munk en École Munk. Ce protocole stipulait, entre autres, que le directeur de l'École Munk devait se réunir chaque année avec le Conseil d'administration de la Fondation Munk, après la remise d'un rapport écrit, pour discuter des programmes, activités et initiatives de l'École³²³. Il stipulait également que 5 \$ millions des 35 \$ millions seraient versés pour chacune des années 2010, 2011 et 2012, suivi de 1 \$ million par années subséquentes jusqu'en 2017. Un don supplémentaire de 15 \$ millions pour trois chaires et trois chercheurs serait versée seulement suite à une évaluation indépendante en 2015-2016³²⁴, et à la condition que la Fondation Munk détermine que l'Université ait atteint son objectif (défini dans le protocole) de « devenir une des principales institutions mondiales de recherche, d'étude et d'enseignement » en études internationales³²⁵. Au cas où l'Université ne rencontrerait pas cet objectif, une évaluation de suivi serait réalisée

³²⁰ *Ibid* [notre traduction] ; À l'époque, le Conseil consultatif international de Barrick était présidé par l'ancien premier ministre conservateur Brian Mulroney, l'ancien président américain George Bush Senior était un haut conseiller honoraire, et Peter Munk a également siégé au conseil. Meg Murphy, « Munk Contract 'scandalous' », *The Varsity* (24 novembre 1997) 1 [Murphy].

³²¹ Alex Kazia, Naushad Ali Husein et Jade Colbert, « Welcome to your Corporate Campus » *The Varsity* (10 avril 2008), en ligne : *The Varsity* <<http://www.thevarsity.ca>> [Kazia].

³²² *Ibid.*

³²³ Munk, *supra* note 314 à l'art 16.

³²⁴ *Ibid* à l'art 13.

³²⁵ *Ibid* à l'art 3 [notre traduction].

dans les trois années suivant l'évaluation initiale. En vertu du protocole, l'Université s'engage à « prendre les mesures nécessaires, à ses frais, pour mettre en œuvre [les] recommandations » de l'évaluation de suivi³²⁶. À la différence de l'accord précédent, les parties s'engagent dans le préambule à respecter la liberté académique³²⁷; cependant, aucun article spécifique n'y fait référence.

Les conditions décrites dans les protocoles d'entente qui opérationnalisent les dons Munk ont soulevé des préoccupations à l'effet qu'une certaine interférence dans la liberté académique puisse être à l'œuvre. En ce qui concerne le protocole d'entente de 1996, la communauté universitaire notamment remis en question la clause accordant un rôle consultatif, défini en des termes vagues, au Conseil consultatif international de Barrick Gold. Bien que la vice-rectrice de l'Université de Toronto, Carolyn Tuohy, ait fait valoir que la clause décrivait un « échange entièrement volontaire des deux côtés »³²⁸, les critiques ont fait valoir que l'existence même de la clause implique que l'Université était obligée à considérer sérieusement les conseils de Barrick dans sa prise de décision et sa programmation académique internes³²⁹.

Plus récemment, à l'égard du protocole de 2010, une attention particulière a été accordée au rôle réservé à la Fondation Munk dans l'évaluation de rendement de l'École Munk, avec un accent particulier sur le fait que la Fondation pouvait interrompre le financement à tout moment au cours des dix années de financement

³²⁶ *Ibid* à l'art 13 [notre traduction].

³²⁷ *Ibid* au para J.

³²⁸ Cité dans Murphy, *supra* note 320 à la p 2 [notre traduction].

³²⁹ *Ibid*.

prévues si elle était insatisfaite de l'état d'avancement de l'École³³⁰. Les critiques font valoir que lorsque des accords entre un donateur et une université contiennent des clauses qui conditionnent le financement à la satisfaction des bailleurs de fonds, l'examen objectif de domaines pertinents aux activités du donateur est à risque et la liberté académique est compromise. Du fait que les conclusions de la recherche universitaire peuvent être désagréables au donateur, une tension est créée entre les responsabilités de recherche et de publication de la communauté universitaire et la responsabilité de l'administration de l'université d'assurer la satisfaction des bailleurs de fonds³³¹. Cette tension est encore exacerbée par la responsabilité de l'administration de veiller à un financement durable, qui pourrait être fortement compromis si un financement important était perdu³³².

Il est permis de croire que cette tension peut impliquer un « effet dissuasif » sur certains types de recherche et la censure de certains résultats. Plutôt que de l'ingérence directe de la part des bailleurs de fonds dans les affaires universitaires, dans ce cas, c'est l'administration universitaire qui interfère avec les activités académiques en prenant des mesures pour décourager la recherche dans des domaines particuliers ou pour censurer des résultats de recherche spécifiques. On peut imaginer, par exemple, que compte tenu de l'importance des enjeux financiers il puisse y avoir une réticence marquée de la part de l'Université de Toronto à promouvoir la recherche ou à publier sur des questions qui semblent opposées aux intérêts présumés

³³⁰ Munk, *supra* note 314 à l'art 4 ; Graham, « Academic Freedom », *supra* note 312 à la p 24 ; Linda McQuaig et Neil Brooks, *The Trouble with Billionaires: How the Super-Rich Hijacked the World (and How We Can Take it Back)*, Toronto, Penguin Books, 2010 à la p 197 [McQuaig].

³³¹ Newson, « Reflections », *supra* note 209 à la p 85.

³³² *Ibid* aux pp 85-86.

de Munk ou Barrick Gold, et même une forte pression contre l'étude de questions qui pourraient conduire à un dilemme de ce genre³³³.

Il semble que ces préoccupations ne soient pas infondées. En premier lieu, Barrick Gold occupe une figure centrale dans les controverses entourant l'industrie minière. En 2011, par exemple, l'ONG *Human Rights Watch* a rapporté des actes de viol effectués par les membres de la force de sécurité privée employée par Barrick Gold à la mine d'or de Porgera en Papouasie-Nouvelle-Guinée³³⁴. En 2013, le gouvernement du Chili a condamné Barrick Gold à une amende de 16 \$ millions pour des infractions environnementales liées à la construction de son projet de mine à ciel ouvert, Pascua-Lama³³⁵. En deuxième lieu, Peter Munk joue lui-même un rôle central dans les controverses particulières entourant Barrick Gold. Dans une interview en 2011 accordée au *Globe and Mail*, Munk rejetait les critiques faites aux forces de sécurité de Barrick en Papouasie-Nouvelle-Guinée en affirmant que « le viol collectif est une habitude culturelle » dans ce pays³³⁶. En troisième lieu, et en ce qui concerne la censure de ses détracteurs, en 2008 Barrick a poursuivi les Éditions Écosociété, ainsi que les auteurs universitaires Alain Deneault, Delphine Abadie et William Sacher pour 6 \$ millions pour la publication du livre *Noir Canada : Pillage*,

³³³ *Ibid.*

³³⁴ Au moment du rapport, Barrick Gold Corp possédait 95 % de la mine de Porgera. Human Rights Watch, *Gold's Costly Dividend*, 2011 à la p 2, en ligne : Human Rights Watch <<http://www.hrw.org/node/95767/section/2>>.

³³⁵ BBC News, « Chile Fines Barrick Gold \$16M for Pascua-Lama Mine », *BBC News* (24 mai 2013), en ligne : BBC News.co.uk <<http://www.bbc.co.uk/news/world-latin-america-22663432>>.

³³⁶ Michael Posner, « Peter Munk's Reflections on Being a Winner », *The Globe and Mail* (18 février 2011), en ligne : The Globe and Mail.com <<http://www.theglobeandmail.com/news/national/peter-munks-reflections-on-being-a-winner/article567172/?page=all>> [notre traduction].

corruption et criminalité en Afrique, affirmant que les allégations étaient « fausses et diffamatoires »³³⁷. L'affaire a été réglée à l'amiable en 2011³³⁸.

Il convient de noter qu'aucun cas concret d'ingérence dans la liberté académique n'a été rapporté au Centre Munk ou à l'École Munk³³⁹. Dans ce qui s'en rapproche le plus, en 2008, l'administration de l'université a fait retirer des affiches posées par un groupe étudiant et représentant Munk d'une façon « potentiellement diffamatoire » – un geste significatif parce qu'il est sans précédent dans l'histoire de l'Université³⁴⁰. Malgré l'absence de cas concrets, des préoccupations concernant la liberté académique à l'égard des dons Munk ont été soulevées à maintes reprises par le personnel enseignant³⁴¹ et les groupes d'étudiants³⁴² à l'Université de Toronto depuis 1996.

³³⁷ Radio-Canada, « Affaire Noir Canada : Écosociété et Barrick Gold règlent à l'amiable », *Radio-Canada* (19 octobre 2011), en ligne : Radio-Canada.ca <<http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2011/10/18/001-entente-ecosociete-barrick-gold.shtml>>.

³³⁸ *Ibid.*

³³⁹ Selon Graham Smith, un étudiant du programme Masters of Global Affairs à l'École Munk, « Jamais une fois dans mon temps ici, je n'ai vu, à la lumière du don de Peter Munk, la moindre indication que la liberté académique a été entravée en aucune façon ». Irina Vukosavic, « Munk School hits its Stride » *The Varsity* (22 octobre 2012), en ligne : *The Varsity* <<http://thevarsity.ca/2012/10/22/munk-school-hits-its-stride/>> [notre traduction]; The National Post Editorial Board, « The National Post Editorial Board: Generous Gifts are Nothing to Fear », *The National Post* (21 janvier 2011), en ligne : The National Post.com <<http://fullcomment.nationalpost.com/2011/01/21/national-post-editorial-board/>>.

³⁴⁰ Kazia, *supra* note 321 [notre traduction].

³⁴¹ Paul Hamel et John Valleau, « The Perils of Philanthropy: The Case of the Munk School », *The Blue and White* (2 février 2011), en ligne : The Blue and White <<http://www.theblueandwhite.ca/>> [Hamel]; Murphy, *supra* note 320 aux pp 1-2.

³⁴² Voir, par exemple, le site web du groupe d'étudiants Peter Munk OUT of UofT : <<http://munkoutofuoft.wordpress.com/munk-and-uoft/>> [Peter Munk Out].

3.3.2 Les politiques gouvernementales à l'égard de l'enseignement supérieur et les dons Munk

Dans le Chapitre II, nous avons examiné les tendances récentes dans les approches fédérales et provinciales à l'égard de l'enseignement supérieur au Canada. Nous avons constaté que les deux niveaux de gouvernement encouragent activement la privatisation des revenus universitaires comme moyen de compenser les déficits de financement public. Nous avons également noté que les gouvernements fédéral et provinciaux adoptent actuellement une attitude économique-utilitariste envers l'enseignement supérieur – ce qui signifie qu'ils conçoivent les universités comme des instruments de développement économique.

Ces approches à l'égard de l'enseignement supérieur sont particulièrement marquées en Ontario, la province où se trouve l'École Munk. Par exemple, alors que l'Ontario abrite le taux d'inscription ETP le plus élevé du pays, son gouvernement dépense moins sur les coûts opérationnels de l'université et sur la recherche universitaire que toute autre province (voir Tableau 2.1). Bien que ces lacunes aient été partiellement compensées par la hausse des frais de scolarité des étudiants³⁴³, depuis 1996, les administrateurs universitaires en Ontario ont également commencé à consacrer plus de ressources à la collecte de fonds, la promotion et la planification stratégique avec des partenaires privés³⁴⁴. En outre, une initiative politique de l'Ontario de 2013, intitulée *Cadre stratégique de l'Ontario pour la différenciation du système d'éducation postsecondaire*, a établi un plan visant à « transformer l'éducation postsecondaire » en alignant les mandats des établissements d'enseignement

³⁴³ ACPPU, « Almanach », *supra* note 168 aux pp 3-4.

³⁴⁴ Azim Essaji et Sue Horton, « Silent Escalation: Salaries of Senior University Administrators in Ontario, 1996-2006 » (2010) 59 *Higher Education* 303 à la p 316.

supérieur de l'Ontario à celles du gouvernement provincial³⁴⁵. Parmi ces priorités se trouve le « développement social et économique » qui est largement défini en termes de « création d'emplois », « [d]'accroissement de la productivité », « [de] prospérité économique » et « [d]'innovation »³⁴⁶.

Conformément à ces approches, dans son budget de 2008, le premier ministre de l'Ontario Dalton McGuinty a alloué 25 \$ millions à l'Université de Toronto pour de nouvelles installations dédiées au Centre Munk³⁴⁷. Cette contribution constituait un élément important du *Plan d'action pour la connexion compétences-emplois* qui visait à améliorer l'accès à l'éducation en aménageant « des lieux propices à l'éducation et à la formation »³⁴⁸. Selon McGuinty, le Centre Munk représentait un intérêt particulier parce que son

travail pour comprendre les tendances économiques mondiales et pour développer des idées novatrices soutiennent notre *Open Ontario plan*, qui favorise la création de nouvelles opportunités pour la croissance et l'emploi dans l'économie du savoir d'aujourd'hui³⁴⁹.

³⁴⁵ Gouvernement de l'Ontario, *Cadre stratégique de l'Ontario pour la différenciation du système d'éducation postsecondaire*, Toronto, Gouvernement de l'Ontario, 2013 à la p 6.

³⁴⁶ *Ibid* aux pp 7-8.

³⁴⁷ Ministère des Finances (Gouvernement de l'Ontario), *Budget de l'Ontario 2008 – Documents budgétaires* (25 mars 2008) à la p 10, en ligne : Gouvernement de l'Ontario <http://www.fin.gov.on.ca/fr/budget/ontariobudgets/2008/pdf/papers_all.pdf> [Ministère, « Budget »].

³⁴⁸ *Ibid* à la p 7.

³⁴⁹ Dalton McGuinty cité dans Christine Elias, Faculté des arts et des sciences (Université de Toronto), « U of T Announces New Munk School of Global Affairs » (13 avril 2010), en ligne : Université de Toronto <<http://www.artsci.utoronto.ca/main/newsitems/april-13-2010-2014-u-of-t-announces-new-munk-school-of-global-affairs>> [notre traduction].

En plus de contribuer aux objectifs économiques plus larges de la province, la contribution de l'Ontario a également satisfait l'objectif du gouvernement ontarien d'encourager les partenariats entre les entreprises privées et les universités. En effet, le budget de 2008 stipule que la contribution de 25 \$ millions vise à « stimuler le soutien financier du secteur privé en vue d'établir la nouvelle *Munk School of International Studies* à l'Université de Toronto »³⁵⁰.

En 2010, au même moment où l'Université de Toronto annonçait le don de 35 \$ millions de Munk pour transformer le Centre Munk en École Munk, une contribution fédérale de 25 \$ millions à l'École Munk était également annoncée, devant être versée par l'Agence fédérale de développement économique pour le sud de l'Ontario. L'annonce a été faite par le premier ministre Stephen Harper lors d'un discours au Sommet d'affaires du G-8/G-20. Pendant son discours, Harper a précisé que les fonds étaient destinés à créer le Centre canadien d'études sur la sécurité mondiale au sein de l'École Munk, dans le but de « perfectionner [l']expertise [du Canada] pour développer des réponses aux préoccupations relatives à la sécurité mondiale »³⁵¹. La contribution fédérale est conforme à l'approche économique-utilitariste générale du gouvernement canadien au sens où le Centre ferait « la promotion du développement économique dans le sud de l'Ontario en créant des emplois à court et à long terme, et

³⁵⁰ Ministère, « Budget », *supra* note 347 à la p 10.

³⁵¹ Stephen Harper (Premier ministre du Canada), communiqué, « Le PM annonce un appui au Centre canadien des études sur la sécurité mondiale : La recherche faite au centre contribuera à la sécurité nationale et internationale » (29 avril 2010), en ligne : Gouvernement du Canada <<http://www.pm.gc.ca/fra/nouvelles/2010/04/29/pm-annonce-appui-au-centre-canadien-des-etudes-la-securite-mondiale>>.

en facilitant la recherche sur l'incidence de la sécurité frontalière sur le commerce et la capacité concurrentielle de la région »³⁵².

Alors que ces « dons [sic] historiques » gouvernementaux³⁵³ de plusieurs millions de dollars correspondent ostensiblement à des politiques fédérales et provinciales indépendantes, les processus par lequel ces contributions ont été obtenues soulèvent des questions importantes quant au rapport de force à l'œuvre dans la configuration université-gouvernement-bailleurs de fonds. Selon David Naylor, président de l'Université de Toronto à l'époque, le projet d'agrandir et de transformer le Centre Munk en École Munk avait été approuvé au printemps 2008³⁵⁴. La vice-présidente et rectrice de l'Université, Cheryl Misak, a affirmé que ce projet avait été « envisagé » par les membres du personnel enseignant³⁵⁵, et les médias ont rapporté qu'il correspondait « [au] rêve de Janice Stein », professeure de sciences politiques à l'Université de Toronto, ancienne directrice du Centre Munk, et actuellement directrice de École Munk³⁵⁶. Il semble, cependant, que Munk ait été lui-même

³⁵² Stephen Harper (Premier ministre du Canada), note d'information, « Centre canadien des études sur la sécurité mondiale à l'École Munk des affaires internationales de l'Université de Toronto » (29 avril 2010), en ligne : Gouvernement du Canada <<http://www.pm.gc.ca/fra/nouvelles/2010/04/29/centre-canadien-des-etudes-la-securite-mondiale-lecole-munk-des-affaires>>.

³⁵³ Munk School of Global Affairs (Université de Toronto), « The New Munk School of Global Affairs » (2010) Munk Monitor à la p 1, en ligne : Munk School of Global Affairs <http://munkschool.utoronto.ca/wp-content/uploads/2013/05/Monitor_Spring_2010_high.pdf> [notre traduction].

³⁵⁴ David Naylor (Bureau du président, Université de Toronto), « President's Letter on Philanthropy at the University of Toronto » (25 February 2011), en ligne : Université de Toronto <<http://www.president.utoronto.ca/speeches/open-letter-on-philanthropy>> [Naylor].

³⁵⁵ Cheryl Misak, « A Response to The Perils of Philanthropy » (22 février 2011) *The Blue and White*, en ligne : The Blue and White <<http://theblueandwhite.ca/article/2011/02/22/12/38/49/a-response-to-the-perils-of-philanthropy.html>> [Misak] [notre traduction].

³⁵⁶ Michael Valpy, « University of Toronto to Reveal New School of Global Affairs », *The Globe and Mail* (13 avril 2010), en ligne : The Globe and Mail.com <<http://www.theglobeandmail.com/news/toronto/university-of-toronto-to-reveal-new-school-of-global-affairs/article4314582/>> [notre traduction].

impliqué dans la planification de l'agrandissement. Comme mentionné ci-dessus, en 2007 Munk s'était déjà engagé à investir 5 \$ millions pour élargir la programmation du Centre Munk³⁵⁷. Il semble également que le don de 2010 de Munk à l'Université était conditionnel à un investissement important de la province³⁵⁸, ce qui suggère que la subvention de 25 \$ millions de l'Ontario ait été réalisée non pas tant pour attirer l'investissement privé que pour préserver le don de 35 \$ millions réalisé par Munk. En outre, un journal étudiant de l'Université de Toronto rapporte que la Fondation Munk avait engagé le cabinet de lobbying Ensign Canada pour plaider auprès du gouvernement fédéral en vue de l'agrandissement prévu³⁵⁹.

Bien qu'il existe un manque d'information publique en ce qui concerne les processus exacts par lesquels les contributions gouvernementales ont été obtenues, les données disponibles suggèrent que Munk ait eu une influence déterminante sur la forme que le projet d'agrandissement prendrait³⁶⁰ ainsi que sur les décisions d'y allouer du financement provincial et fédéral.

Il s'agit en fait d'une observation faite par la journaliste Linda McQuaig et le professeur de droit fiscal à l'Université York Neil Brooks dans leur livre *The Trouble with Billionaires*. Si la préoccupation de McQuaig et Brooks, à l'effet que l'École Munk est « susceptible d'être une école d'affaires mondiales qui conviendra aux

³⁵⁷ Anderson, « Munk Centre », *supra* note 313.

³⁵⁸ Munk, *supra* note 314 au para E.

³⁵⁹ Dylan C Robertson, « Profs Allege Donor Influence », *The Varsity* (29 November 2010), en ligne : <http://thevarsity.ca/2010/11/29/profs-allege-donor-influence/>.

³⁶⁰ Selon Président de l'Université de Toronto Naylor, Munk avait deux objectifs à l'esprit quand il a fait ses dons en 2007 et 2010 : il voulait que son « *alma mater* accueille une école de premier ordre » et il voulait que cette école « aborde les questions cruciales concernant les affaires mondiales modernes ». Naylor, *supra* note 354 [notre traduction].

opinions politiques et aux sensibilités de Peter Munk »³⁶¹ demeure à ce jour non confirmée, les auteurs attirent également l'attention sur la manière dont la perception du public quant au financement de l'École Munk a pu être faussée afin de souligner l'importance de la contribution Munk tout en rendant presque invisibles celles des gouvernements fédéral et provincial.

En effet, les stratégies gouvernementales visant à encourager l'investissement du secteur privé dans l'enseignement supérieur s'appuient, en partie, sur le fait que le soutien à des causes charitables peut être déductible comme dépenses d'entreprise, comme mentionné ci-dessus³⁶². Dans le cas du don de Munk de 2010, on constate que sur le don de 35 \$ millions, Munk recevra une déduction d'impôt de 16 \$ millions, ce qui réduit le coût de sa contribution à 19 \$ millions³⁶³. Bien que 19 \$ millions reste une somme importante, McQuaig et Brooks relèvent qu'en prenant en compte les déductions d'impôts, et les contributions provinciales et fédérales chacun de 25 \$ millions, l'apport total des contribuables canadiens à l'École Munk est d'au moins 66 \$ millions³⁶⁴. Comme McQuaig et Brooks le soulignent, très peu de gens

se rendent compte que la contribution de Munk ne s'élève qu'à environ un cinquième du coût global de l'établissement de la nouvelle école, ou qu'ils ont, en tant que contribuables, contribué l'autre quatre cinquièmes. En fait, comme les contribuables devront également assumer les coûts d'opération continus de

³⁶¹ McQuaig, *supra* note 330 à la p 200 [notre traduction].

³⁶² Loi de l'impôt, *supra* note 275.

³⁶³ McQuaig, *supra* note 330 à p 200.

³⁶⁴ *Ibid.* L'Université de Toronto, pour sa part, a engagé 39 \$ millions des fonds de dotation, en plus de 60 \$ millions des fonds de dotation qui soutenait soutenaient déjà le Centre Munk. Il a également désigné un édifice patrimonial de son campus comme siège de l'École. ACPPU, « Ouvertes », *supra* note 248 à la p 68.

l'École, la part du coût global de l'École que Munk payera sera bien inférieure à un cinquième³⁶⁵.

La perception surestimée du public quant à l'importance des dons Munk est rendue possible par une série de facteurs interdépendants, dont la plus importante est l'engagement de l'Université de donner son nom à l'École³⁶⁶. En effet, le protocole d'entente de 2010 indiquait que l'École Munk serait logée dans une maison patrimoniale sur une rue très fréquentée du centre-ville de Toronto, la rue Bloor Ouest, que toutes les enseignes extérieures de l'École porteraient clairement le nom de Munk, et que l'Université devrait mettre en place une stratégie médiatique massive pour promouvoir l'image de marque de l'École Munk³⁶⁷.

Étant donné, comme il a été mentionné, que Munk et Barrick Gold ont été mêlés à la controverse, celui-ci est donc en mesure de profiter grandement de cette association avec l'Université de Toronto et, par extension, l'industrie minière dans son entier. Dans les mots de McQuaig et Brooks,

des milliers de personnes qui passent chaque jour [verront] [...] un rappel constant de la générosité de Peter Munk et de son engagement envers l'enseignement supérieur et la compréhension globale du monde. [...] Quelles que soient les controverses qui poursuivent Munk à l'étranger [...], [son nom] est

³⁶⁵ McQuaig, *supra* note 330 à p 199 [notre traduction].

³⁶⁶ *Ibid* à la p 198.

³⁶⁷ Munk, *supra* note 314 au para E et aux art 12, 14.

associé à des choses plus nobles. [Il] est lié de manière indélébile à de bonnes œuvres et gravé sur des bâtiments publics importants³⁶⁸.

Ce que ces milliers de personnes ne verront pas nécessairement, cependant, est la participation publique importante qui a rendu l'École Munk possible. En effet, l'accent mis sur Munk et ses dons signifie que les contributions gouvernementales importantes sont largement sous-estimées. Cela, à son tour, contribue à la transformation de la perception publique de l'université, d'un établissement devant produire du savoir au service du bien commun à un établissement qui crée et diffuse du savoir pour des clientèles ciblées et privées.

3.3.3 La gouvernance et la planification internes de l'université et les dons Munk

Dans le Chapitre II, nous avons examiné la façon dont divers changements au sein de l'université – incluant la privatisation des sources de financement, la commercialisation de la recherche et la corporatisation de la gouvernance universitaire – ont contribué à une diminution du pouvoir décisionnel du personnel enseignant et des étudiants. La corporatisation de la gouvernance universitaire a eu l'effet particulier de centraliser le pouvoir décisionnel institutionnel dans le conseil d'administration.

En ce qui concerne l'Université de Toronto et les dons Munk, il est tout d'abord important de préciser qu'en 1972 la forme de gouvernance à l'Université de Toronto a changé d'un système bicaméral avec un sénat et un conseil d'administration à un système monocaméral appelé *Governing Council*, incluant un Conseil académique,

³⁶⁸ McQuaig, *supra* note 330 à la p 198 [notre traduction].

qui remplit certaines des fonctions du sénat académique. Les décisions ayant des conséquences académiques requièrent, en théorie, l'approbation du Conseil académique du *Governing Council*³⁶⁹.

Ce processus, cependant, n'a pas été respecté en ce qui concerne les dons Munk. Pour le don de 1996, le protocole d'entente a été signé en 1997 sans consultation avec le Conseil académique³⁷⁰. De plus, le protocole n'a jamais été disponible pour l'examen des membres de la communauté universitaire. En 2000, *Le Varsity*, un journal étudiant de l'Université de Toronto, a dû avoir recours à la politique d'accès à l'information de l'Université afin de rendre publiques certaines clauses du protocole³⁷¹. Le protocole a par la suite été modifié en raison de protestations au sein de la communauté universitaire, notamment parce qu'il était dépourvu de références spécifiques à la protection de la liberté académique³⁷².

Quant au don de 2010, le protocole d'entente a été en fait signé le 23 novembre 2009³⁷³, également sans consultation du Conseil académique³⁷⁴. Seule l'idée originale de transformer le Centre Munk en École Munk avait été approuvée par le Conseil³⁷⁵.

³⁶⁹ Université de Toronto, « A Brief History and Description of the Governing Council of the University of Toronto » (11 août 2005), en ligne : Université de Toronto : <<http://www.governingcouncil.utoronto.ca/Assets/Governing+Council+Digital+Assets/Information+Manual/2.01.01.pdf>>.

³⁷⁰ Murphy, *supra* note 320 à la p 2.

³⁷¹ *Ibid* à la p 1.

³⁷² *Ibid*. Le contenu exact de ces modifications n'est décrit dans aucune des sources disponibles.

³⁷³ Munk, *supra* note 314 à la p 1.

³⁷⁴ Hamel, *supra* note 341.

³⁷⁵ Misak, *supra* note 355.

Contrairement au protocole de 1996, le protocole de 2010 est accessible au public ; cependant, la manière dont il l'est devenu est nébuleuse. En effet, le protocole n'est pas rendu public par l'Université de Toronto, mais une version scannée de l'original peut être téléchargée de la page institutionnelle de John Hamel, professeur à la Faculté de médecine de l'Université et ardent critique de la relation entre Munk et l'Université³⁷⁶. Il semble que ce soit Hamel qui ait rendu le protocole disponible.

Mis à part le protocole, il existe d'autres documents importants liés au don de 2010 qui ne sont pas, pour l'instant, publics. Par exemple, les rapports réguliers sur les activités de l'École Munk que le directeur de l'École doit rédiger pour « le Conseil d'administration du bailleur de fond » ne sont pas publics³⁷⁷, et il est également difficile de savoir si l'examen externe de 2015/2016 – l'examen qui décidera le sort des derniers 15 \$ millions du don – sera public³⁷⁸.

L'exclusion du Conseil académique du processus d'élaboration des protocoles de 1997 et 2010, ainsi que le manque de transparence entourant les conditions qui régissent les dons Munk, ont suscité des préoccupations à l'effet que les dons auraient un impact négatif sur l'environnement académique à l'Université. Une de ces préoccupations a été soulevée par le professeur Hamel et son collègue, John Valteau, professeur émérite au Département de chimie, dans un article publié dans la revue de l'Université, *The Blue and White*. Dans cet article, les professeurs soulignent leur inquiétude qu'il se « cache » dans le protocole de 2010 une stipulation que l'École Munk doit partager ses nouveaux locaux, comme les salles de réunion et les salles à manger, avec le Conseil international du Canada (CIC), un « *'think-tank'* de droite

³⁷⁶ Hamel, *supra* note 341.

³⁷⁷ *Ibid* ; Munk, *supra* note 314 à l'art 16 [notre traduction].

³⁷⁸ *Ibid* aux art 4, 13 ; ACPPU, « Ouvertes », *supra* note 248 aux pp 70-71.

[...] avec un intérêt marqué sur la posture canadienne en matière de politique étrangère et commerciale »³⁷⁹. Les professeurs font valoir que l'interaction inévitable entre le personnel du CIC et le personnel de l'École « maximis[era] la pression d'intérêts d'origine externe » et « distrair[a] sans cesse les chercheurs »³⁸⁰.

Cette préoccupation a été reprise par des groupes étudiants³⁸¹ et a été mise en évidence par le rapport de l'ACPPU de 2013, *Ouvertes au monde des affaires*. Selon l'ACPPU, la colocation représente « un conflit implicite dans l'accord », accentué par le fait que « [l]e donateur est un important partenaire financier du CIC, dont les visées reflètent assurément celles du donateur »³⁸². Ceci, à son tour, « crée certes la possibilité d'influence du donateur sur le mandat de l'École »³⁸³.

Il est important de noter que la décision d'abriter le CIC et l'École Munk dans le même bâtiment a été faite par l'Université et est antérieure au don Munk de 2010, un point qui a été clarifié par la rectrice Cheryl Misak dans une réponse écrite à l'article d'Hamel et Valteau. Elle souligne que la seule raison pour laquelle il est mentionné dans le protocole d'entente est « la volonté de l'Université d'être transparente avec nos bailleurs de fonds à l'effet que le nouvel espace de l'École Munk pourrait être partagé »³⁸⁴.

³⁷⁹ Hamel, *supra* note 341 [notre traduction].

³⁸⁰ *Ibid* [nos traductions].

³⁸¹ Voir Peter Munk Out, *supra* note 342.

³⁸² ACPPU, « Ouvertes », *supra* note 248 à la p 72.

³⁸³ *Ibid*.

³⁸⁴ Misak, *supra* note 355 [notre traduction].

Il est possible que la décision de l'administration de prioriser la transparence envers son bailleur de fonds plutôt que la transparence envers son personnel enseignant et ses étudiants ait un impact réel sur la production du savoir. Comme nous l'avons déjà mentionné, il n'y a pas eu de plaintes concernant l'interférence du donateur au sein de l'École Munk, mais le traitement des dons a contribué à créer, selon certains, un environnement universitaire caractérisé par la désinformation et la méfiance. Cette perception est soutenue au-delà de cet exemple particulier par des éléments de l'Enquête CAPS de 2012. Dans la section « culture institutionnelle et style de gestion », 38,9 % des répondants ont convenu que « le manque de participation du corps professoral est un vrai problème »³⁸⁵ et 38,4 % des répondants n'étaient pas d'accord avec l'affirmation voulant que dans leur établissement « il y a une bonne communication entre la direction et le personnel enseignant »³⁸⁶.

Pour revenir au cas spécifique des dons Munk, la méfiance a en outre été alimentée par le fait qu'en 2009 la directrice fondatrice du Centre Munk, Marketa Evans, a été nommée par le gouvernement de Stephen Harper au poste nouvellement créé de conseiller en RSE de l'industrie extractive³⁸⁷, qui a pour mission de « réduire et régler les conflits de manière constructive entre les communautés touchées par les projets et

³⁸⁵ Contre 28,3 % des répondants qui n'avaient pas d'opinion sur la question, et 32,8 % qui exprimaient un désaccord avec l'affirmation. Metcalfe, « Influential », *supra* note 234 [nos traductions].

³⁸⁶ Contre 32,6 % des répondants qui n'avaient pas d'opinion sur la question et 29 % qui était d'accord avec l'affirmation. Amy Scott Metcalfe et al, « Canada: Perspectives on Governance and Management » in William Locke, William K Cummings et Donald Fisher, dir, *Changing Governance and Management in Higher Education: The Perspectives of the Academy*, New York, Springer, 2011, 151 à la p 164 [notre traduction].

³⁸⁷ MAECD, « Bienvenue au Bureau du conseiller en responsabilité sociale des entreprises (RSE) de l'industrie extractive : contexte », en ligne : Gouvernement du Canada <http://www.international.gc.ca/csr_couns_ellor-conseiller_rse/Background-Contexte.aspx?lang=fra>.

les sociétés extractives canadiennes à l'étranger »³⁸⁸, et le fait qu'en 2013, l'ancien président de l'Université de Toronto, David Naylor, a été nommé comme administrateur indépendant au conseil d'administration de Barrick Gold Corporation³⁸⁹.

3.4 Résumé des résultats

Au Chapitre II, nous avons utilisé nos observations sur les trois principaux réseaux des rapports de force qui ont un impact sur le *standpoint* institutionnel de l'université pour situer cette dernière à l'intersection d'engagements juridiques relativement faibles envers la liberté académique et contextuellement inadéquats, une attitude gouvernementale économique-utilitaire à l'égard de l'enseignement supérieur et des liens plus étroits avec le secteur privé. Nous avons également constaté que ces conditions ont provoqué des changements au sein de l'université, incluant la corporatisation de ses structures de gouvernance et la privatisation des sources de financement, notamment par l'augmentation des partenariats entreprises-universités.

Dans ce chapitre, nous avons utilisé le cas spécifique des dons Munk à l'Université de Toronto pour explorer notre question de recherche sur l'impact de la philanthropie minière sur la production du savoir dans les universités canadiennes. Notre analyse du contexte et du contenu des protocoles d'entente qui régissent ces dons n'a révélé

³⁸⁸ MAECD, « Bienvenue au Bureau du conseiller en responsabilité sociale des entreprises (RSE) de l'industrie extractive », en ligne : Gouvernement du Canada <http://www.international.gc.ca/csr_co_onsellor-conseiller_rse/index.aspx?lang=fra> [notre traduction].

³⁸⁹ Barrick Gold, communiqué, « Barrick Founder and Chairman Peter Munk to Retire at 2014 AGM, John Thornton to Assume Chairmanship » (4 décembre 2013), en ligne : Barrick Gold <<http://www.barrick.com/investors/news/news-details/2013/Barrick-Founder-and-Chairman-Peter-Munk-to-Retire-at-2014-AGM-John-Thornton-to-Assume-Chairmanship/default.aspx>>.

aucun mécanisme spécifique qui donnerait à Munk, à Barrick Gold Corporation, ou à la Fondation Munk un pouvoir explicite de déterminer l'orientation des travaux universitaires ou le contenu des programmes universitaires au Centre Munk ou à l'École Munk. Pour revenir au vocabulaire de notre cadre théorique, Munk n'a pas été explicitement investi de l'autorité de valider ou invalider des objets d'étude ou des résultats de recherche ; au contraire, des clauses explicites pour protéger la liberté académique ont été ajoutées à l'entente de 1996 et les parties s'engagent dans le préambule de l'entente de 2010 à respecter la liberté académique.

Notre analyse révèle, cependant, des changements plus subtils dans l'environnement dans lequel on s'attend à que le personnel enseignant de l'École Munk produise du savoir. Ces changements sont les suivants : une augmentation de la pression pour satisfaire les exigences des donateurs – incluant les demandes explicites et les exigences présumées – afin de maintenir le financement ; une transformation de « l'image de marque » de l'Université de Toronto, d'un établissement lié à l'intérêt public à un établissement lié à l'intérêt privé ; et une diminution de la confiance du personnel enseignant et des étudiants envers les liens de l'administration de l'Université avec les bailleurs de fonds, elle-même alimentée par le manque de transparence.

Comment ces changements à l'environnement universitaire ont-ils un impact sur la production du savoir universitaire ? Rappelons que notre hypothèse est que la relation de pouvoir asymétrique entre les donateurs miniers et les bénéficiaires universitaires permette la subordination des priorités académiques à celles de l'industrie minière. Nos résultats corroborent-ils cette hypothèse ?

Une première étape de l'évaluation de notre hypothèse est de déterminer si la relation entre l'Université de Toronto et Munk, Barrick Gold Corporation et la Fondation

Munk est asymétrique. Nous pensons qu'il y a suffisamment d'éléments pour étayer cette hypothèse. Les racines de l'asymétrie résident dans le fait que l'Université de Toronto a besoin de nouvelles sources de financement parce que les gouvernements fédéral et provincial ont considérablement réduit le financement à l'enseignement supérieur. L'Université de Toronto a obtenu un financement par l'augmentation des frais de scolarité, mais est limitée par des gels de scolarité provinciaux et par le fait que des frais de scolarité trop élevés dissuaderaient les élèves qui ont des options moins coûteuses dans les autres provinces. Dans ce contexte, les dons des entreprises privées restent l'une des seules options, option qui est d'ailleurs encouragée par des incitations gouvernementales. Étant donné que l'Université de Toronto n'est pas la seule à être dans cette situation, la combinaison de l'insécurité financière et de la concurrence avec d'autres universités désavantage l'Université lors de la négociation des conditions des protocoles d'entente des dons Munk.

Une deuxième étape de l'évaluation de notre hypothèse est de déterminer comment ces changements dans l'environnement de l'Université de Toronto conduisent à une subordination des intérêts académiques aux intérêts de l'industrie minière.

Premièrement, nous constatons que la clause dans le protocole d'entente de 2010 qui conditionne le financement subséquent des donateurs Munk à leur satisfaction envers l'École Munk crée une ouverture pour que les intérêts des donateurs Munk jouissent d'un poids particulier dans la prise de décision académique. Alors qu'il est dans l'intérêt immédiat de l'Université de Toronto d'obtenir les dons Munk, l'importance de maintenir ce financement crée une pression sur l'administration et sur le personnel enseignant à subordonner les intérêts à long terme d'autonomie institutionnelle et de liberté académique de l'Université aux intérêts des donateurs. Il peut bien sûr s'agir de ceux qui sont explicitement mentionnés dans les protocoles d'entente – le classement de l'École Munk « parmi les meilleures écoles du monde en études

internationales »³⁹⁰ – ou ceux qui sont présumés par l'administration et par le personnel enseignant³⁹¹ – de telle manière que l'École Munk tendrait à ne pas définir ses problématiques de recherche en fonction des points de vue d'acteurs critiques de ses donateurs ou de l'industrie minière en général.

Deuxièmement, nous constatons que la transformation de « l'image de marque » de l'Université de Toronto sert ses donateurs en réduisant leur déficit de légitimité par une association avec un établissement traditionnellement considéré comme progressiste. Encore une fois, s'il est dans l'intérêt immédiat de l'Université de sécuriser les dons Munk, cet impératif y subordonne d'autres intérêts liés à la perception d'autonomie et de crédibilité en tant qu'établissement public produisant des analyses critiques indépendantes. Cette subordination est accentuée par le fait de rendre très visible sa relation avec des bailleurs de fonds privés controversés et en rendant moins visible sa relation de longue date avec les bailleurs de fonds publics.

Troisièmement, nous constatons que le manque de transparence en ce qui concerne les relations de l'administration de l'Université de Toronto avec les donateurs sert également les intérêts des donateurs. Tel que mentionné ci-dessus, ceux-ci tirent profit de leur association avec l'Université. Cette association aurait pu être menacée ou entraîner moins d'avantage pour eux si les critiques de Munk et de l'industrie minière avaient été autorisés à examiner les protocoles d'entente au cours de leur phase de discussion et de négociation. De nouveau, les intérêts immédiats de l'Université sont servis par la sécurisation des dons Munk au détriment du maintien à long terme d'une relation respectueuse et productive avec la communauté universitaire.

³⁹⁰ Munk, *supra* note 314 à l'art 4 [notre traduction].

³⁹¹ Hamel, *supra* note 341.

Nous reconnaissons cependant que nos résultats ne répondent pas à une question importante – celle de l'*intention*. Les donateurs ont-ils cherché à subordonner les intérêts académiques de l'Université de Toronto aux intérêts de l'industrie minière quand ils ont fait leurs dons ? C'est sur cette question qu'il faut « nuancer » notre hypothèse.

En effet, notre hypothèse suppose que les donateurs ont calculé et ont eu l'intention d'utiliser la nature asymétrique de leur relation avec l'Université de Toronto dans le but de subordonner les intérêts académiques aux intérêts de l'industrie minière. Bien que notre analyse et nos résultats suggèrent que cette interprétation des événements n'est pas tout à fait déraisonnable – surtout compte tenu de la controverse actuelle entourant Munk, Barrick Gold Corporation et l'industrie minière mondiale en général – notre méthodologie ne permet pas de dégager d'éléments concrets et spécifiques qui appuieraient cette interprétation. En dépit de l'analyse de toutes les informations publiques et raisonnablement accessibles concernant les dons Munk, il est notamment difficile de savoir si les donateurs ont approché l'Université de Toronto pour faire un don, ou si c'est l'Université de Toronto qui les a sollicités. La manière dont chaque partie a négocié est également inconnue. Comment la clause sur la satisfaction des bailleurs de fonds, par exemple, a-t-elle été négociée ?

Nous croyons que l'interprétation de notre hypothèse doit être nuancée de manière à faire également porter à l'administration de l'Université une part de la responsabilité d'avoir subordonné les intérêts de la communauté universitaire aux intérêts de l'industrie minière. Cette interprétation est d'ailleurs étayée par l'ACPPU. Selon Turk, le président de l'ACPPU, il n'est pas surprenant que les entreprises essayent d'exercer une influence dans les universités : « Elles investissent beaucoup d'argent. Elles sont habituées à gérer leur propre *show*. Je ne les vois pas comme des méchants

dans cette histoire. Nous reprochons plutôt aux administrations universitaires d'acquiescer »³⁹².

³⁹² Entrevue de James Turk par Carol Off, (20 novembre 2013) sur *As it Happens*, CBC Radio, Toronto, en ligne : CBC Radio <<http://www.cbc.ca/asithappens/episode/2013/11/20/wednesday-senate-ramp-documents-walmart-donations-blizzard-survivor-kim-jong-ummand-more/>> [Turk, « Entrevue »] [notre traduction].

CONCLUSION

La grève étudiante de 2012 au Québec a abouti à l'abrogation de la hausse des frais de scolarité planifiée par le gouvernement provincial³⁹³. Le nouveau gouvernement provincial du Parti québécois a convoqué une rencontre officielle – le Sommet sur l'enseignement supérieur du Québec – en février 2013 afin de traiter des enjeux de qualité, d'accessibilité, de participation, de gouvernance et de financement de l'enseignement supérieur et de la recherche au Québec³⁹⁴. En préparation pour le Sommet, le gouvernement du Québec a tenu des vastes consultations avec différents acteurs du milieu universitaire, de la jeunesse et de la population générale. Le rapport officiel des consultations affirme qu'il existe un consensus parmi ces acteurs que « [l]a qualité de l'enseignement supérieur au Québec est bonne, mais fragile et pourrait être améliorée »³⁹⁵. Ce constat fait écho aux conclusions de l'Enquête CAPS au Canada qui, d'un côté, démontrent « une insatisfaction claire et prononcée » de la part du personnel enseignant, mais qui, d'un autre côté, « suggèrent fortement que la profession universitaire au Canada est loin d'être en crise »³⁹⁶.

³⁹³ La Presse canadienne, « Droits de scolarité : Marois annule la hausse et un partie de la loi 78 », *Le Devoir [de Montréal]* (20 septembre 2012), en ligne : Le Devoir.com <<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/359624/droits-de-scolarite-marois-annule-la-hausse-mais-maintient-la-bonification-des-prets-et-bourse-s>>.

³⁹⁴ Gouvernement du Québec, *L'Enseignement supérieur pour tous : Synthèse de la démarche préparatoire – Sommet sur l'enseignement supérieur*, Québec, Gouvernement du Québec, 2013 à la p 1.

³⁹⁵ *Ibid* à la p 7.

³⁹⁶ Metcalfe, « Influential », *supra* note 234 [notre traduction].

Malgré ces assurances, nous nous trouvons au milieu d'une transition importante en ce qui concerne le rôle de l'université dans la société canadienne. Ce mémoire a mis en évidence d'innombrables indications de cette transition ainsi que des préoccupations qu'elle suscite. Parmi les indications les plus claires figurent les recommandations récentes incluses dans les rapports officiels produits par huit des provinces canadiennes qui encouragent une approche économique-utilitariste envers l'enseignement supérieur par le biais de la privatisation des sources de revenu et la marchandisation de la recherche. Bien que les racines de cette transformation remontent aux coupures budgétaires des années 70 dans le financement gouvernemental de l'enseignement supérieur et que les premières indications de la transformation ont commencé à se manifester à partir des années 90, aujourd'hui les arguments en faveur d'une production du savoir universitaire axée sur le marché prétendent de plus en plus que la poursuite du savoir ne servant aucun but précis est frivole³⁹⁷ ou ne répond pas aux demandes changeantes du public envers les universités³⁹⁸.

Ce mémoire visait à identifier les principaux impacts des partenariats entreprises-universités sur la production du savoir en explorant le cas spécifique de la philanthropie de l'industrie minière aux universités canadiennes. Notre démarche pour identifier ces impacts a commencé avec la définition d'un cadre théorique dans le Chapitre I qui attire l'attention sur les défis posés à l'idée traditionnelle de l'intellectuel objectif et désintéressé et sur une certaine conceptualisation de la relation entre pouvoir et production de savoir, avancée par les théoriciens féministes

³⁹⁷ John C Polanyi, allocation d'ouverture au souper annuel de remise des prix du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, présentée à Ottawa, 25 novembre 2002, en ligne : <<http://www.math.mun.ca/~edgar/polyani.html>>.

³⁹⁸ Peter Howitt, « From Curiosity to Wealth Creation: How University Research Can Boost Economic Growth », Toronto, Institut C D Howe, 2013 à la p 12, en ligne : Institut C D Howe <http://www.cdhowe.org/pdf/Commentary_383.pdf>.

du *standpoint* et les auteurs postcoloniaux, et enracinée dans les travaux de Foucault et Said. Dans le Chapitre II, nous avons utilisé ce cadre théorique pour contextualiser la philanthropie minière à l'égard de trois réseaux des rapports de force que nous avons identifiés comme ayant une influence importante sur le *standpoint* de l'université canadienne d'aujourd'hui.

Notre analyse des tendances en ce qui concerne les engagements juridiques du Canada envers la liberté académique, les politiques gouvernementales à l'égard de l'enseignement supérieur, et la gouvernance et la planification stratégique internes de l'université indique une polarisation du débat sur l'avenir de l'enseignement supérieur au Canada : d'un côté, le gouvernement, l'industrie et les administrations universitaires affirment que l'industrie et le milieu universitaire doivent combiner leurs ressources afin de « mieux tirer profit de leurs investissements respectifs »³⁹⁹ ; d'un autre côté, le personnel enseignant et les étudiants font valoir que la « crédibilité » distinctive de l'université court des risques si les principes mêmes sur lesquels elle se fonde sont subordonnés à des intérêts privés ou des gain de marché⁴⁰⁰.

Dans le Chapitre III, nous avons problématisé la question de la philanthropie minière aux universités et présenté une compilation d'exemples entre 1995 et 2013. Nous avons analysé ensuite le cas spécifique des dons Munk à l'Université de Toronto en fonction des trois réseaux de rapports de force qui portent sur le *standpoint* de l'université. Notre analyse a fourni des indications importantes quant à la force de notre hypothèse et au degré d'asymétrie dans la relation entre les bailleurs de fonds de l'industrie minière et les universités bénéficiaires.

³⁹⁹ AUCC, *En plein essor : édition 2008 du rapport sur la recherche universitaire et la mobilisation du savoir*, Ottawa, AUCC, 2008 à la p 72.

⁴⁰⁰ Turk, « Entrevue », *supra* note 392.

Comme nous l'avons mentionné en introduction, nous n'attendions pas de notre recherche et de notre analyse qu'elles produisent une confirmation ou une infirmation claire de notre hypothèse, mais qu'elles nous aident plutôt à identifier des questions clés pour orienter des recherches futures sur ce sujet. En ce qui concerne ces « questions clés », trois méritent une mention particulière ici.

Tout d'abord, prenant en compte qu'il n'existe pas de droit spécifique à la liberté académique dans la *Charte canadienne des droits et libertés* et que la référence internationale à la liberté académique la plus forte est contextuellement inadéquate, nous suggérons que des recherches supplémentaires examinent comment le milieu universitaire canadien pourrait bénéficier d'une exploration et d'une analyse des développements concernant la *Recommandation 1762 (2006)* de l'Assemblée parlementaire sur la liberté académique et l'autonomie des universités du Conseil de l'Europe en 2006⁴⁰¹. Cette recommandation reconnaît que tout au long de l'histoire « les universités ont traversé des moments de bouleversements et de remises en question liés à l'évolution de la société et de l'institution universitaire elle-même »⁴⁰² et attire l'attention sur les changements et les défis associés à « l'avènement de la société du savoir »⁴⁰³. Contrairement à la Recommandation de l'UNESCO, la recommandation du Conseil de l'Europe reconnaît également que « la liberté des chercheurs, des enseignants et des universitaires au sens large et l'autonomie institutionnelle des universités appellent peut-être un réajustement aux réalités

⁴⁰¹ Assemblée parlementaire, Conseil de l'Europe, « Recommandation 1762 (2006) Liberté académique et l'autonomie des universités », dans Assemblée parlementaire, Conseil de l'Europe, *Textes adoptés, Session ordinaire de 2006 (troisième partie), 26-30 juin 2006, Strasbourg, 2006*, 57 à la p 57.

⁴⁰² *Ibid* au para 5.

⁴⁰³ *Ibid* au para 6.

contemporaines »⁴⁰⁴ et appelle à un « partenariat » entre les universités et d'autres acteurs de la société dans la construction d'une nouvelle définition du savoir universitaire⁴⁰⁵ qui permette à l'université de « continuer d'adopter une approche à long terme et [de] contribuer à la solution des problèmes fondamentaux de la société », mais aussi de « trouver des remèdes aux problèmes immédiats »⁴⁰⁶.

Une deuxième piste de recherche comprendrait une analyse sobre des « Principes directifs en matière de coopération universitaire » de l'ACPPU de 2013⁴⁰⁷. Malgré son biais évident comme « porte-parole national de plus de 68 000 membres du personnel académique »⁴⁰⁸, l'ACPPU a pris l'initiative de répondre au besoin d'établir des limites claires à l'intérieur desquelles négocier des partenariats entre les universités et le secteur privé. L'examen des principes directeurs de l'ACPPU pourrait être complété par une analyse comparative de la position de l'AUCC sur les collaborations entreprises-universités, tel que le mémoire pré-budgétaire présenté en 2012 aux députés et aux sénateurs intitulé *Les Universités mettent leurs idées au travail pour les Canadiens*⁴⁰⁹.

Enfin, si une grande partie de la recherche examine la perspective du personnel enseignant, des administrateurs universitaires et des représentants du gouvernement

⁴⁰⁴ *Ibid* au para 7.

⁴⁰⁵ *Ibid* au para 8.

⁴⁰⁶ *Ibid*.

⁴⁰⁷ ACPPU, « Ouvertes », *supra* note 248 aux pp 192-199.

⁴⁰⁸ ACPPU, « Accueil », en ligne : ACPPU <<http://www.caut.ca/fr/accueil>>.

⁴⁰⁹ AUCC, *Les Universités mettent leurs idées au travail pour les Canadiens*, Ottawa, AUCC, 2012.

en ce qui concerne le rôle de la liberté académique, de l'enseignement supérieur et de la recherche au Canada, peu a été fait pour analyser la perspective du public canadien. Bien que nous ayons présenté en introduction un exemple où le public a exprimé son scepticisme face aux vues d'un professeur financé par une grande entreprise, il existe assurément des Canadiens qui ne voient pas nécessaire de conflit d'intérêts dans cette situation⁴¹⁰. Que pense donc le public du rôle que les universités devraient jouer de nos jours dans la société canadienne ? Quelle importance les Canadiens accordent-ils à la liberté académique du personnel enseignant et à l'autonomie institutionnelle de l'université ? Les Canadiens appuient-ils toujours, en somme, une mission spéciale pour l'université dans la société – celle, pour utiliser les termes de l'énoncé de mission de l'Université de Toronto, « de poser des questions profondément dérangeantes et des défis provocateurs aux croyances chères à la société dans son ensemble et à l'université elle-même »⁴¹¹ ?

⁴¹⁰ Anonyme, « Biting the Hand that Feeds Them – Peter Munk is Donating \$35-Million to the University of Toronto but all Left-Wing Activists see is the Evil Spectre of 'Corporatization' », éditorial, *The National Post* (22 janvier 2011) A24.

⁴¹¹ Université de Toronto, « Statement of Purpose » (15 octobre 1992), en ligne : Université de Toronto <<http://www.utoronto.ca/about-uoft/mission-and-perpose.htm>> [notre traduction].

ANNEXE A

DONS DE L'INDUSTRIE MINIERE AUX UNIVERSITÉS CANADIENNES, JANVIER 1995-DÉCEMBRE 2013

#	Année ⁴¹²	Université	Entreprise minière ⁴¹³	Pour ⁴¹⁴	Total de don	Thème
1	1995 ⁴¹⁵	Université York (Toronto, Ontario)	Seymour Schulich (cofondateur, président et co- PDG de Franco-Nevada Mining Corporation Limited)	Schulich School of Business	15 000 000 \$	Non minier

⁴¹² L'année correspond à la date de l'annonce du don.

⁴¹³ Nous avons pris en compte les entreprises minières et les entreprises qui fournissent des services à l'industrie minière. Même si plusieurs de ces entreprises sont canadiennes, la liste inclut également des entreprises étrangères ayant d'importantes opérations au Canada, comme Xstrata Nickel et Vale Inco Limited. Pour les dons faits par les individus, les informations concernant les principaux liens de l'individu à l'industrie minière et le titre au moment du don sont répertoriés. Dans certains cas, les dons ont été faits par la fondation caritative privée de l'individu.

⁴¹⁴ L'information précise sur l'usage prévu de chaque don n'était pas toujours disponible. Il peut y avoir d'autres usages pour les dons qui ne sont pas répertoriés. Dans notre tableau, les usages multiples pour un seul don sont séparés par un point-virgule.

⁴¹⁵ Université York, communiqué, « York University benefactor Seymour Schulich to be inducted into Canadian Business Hall of Fame » (3 mai 2011), en ligne : Université York <<http://news.yorku.ca/2011/05/03/york-u-benefactor-seymour-schulich-to-join-canadian-business-hall-of-fame/>> [Université York].

2	⁴¹⁶ 1996	Université de Toronto (Toronto, Ontario)	Pierre Lassonde (cofondateur et co-PDG de Franco-Nevada Mining Corporation Limited)	Lassonde Mineral Engineering Program ; Lassonde Institute of Engineering Geoscience	5 000 000 \$	Minier
3	⁴¹⁷ 1996	Université de Toronto (Toronto, Ontario)	Peter Munk (cofondateur et président du conseil d'administration de Barrick Gold Corporation ; PDG de Horsham Corporation), Barrick Gold Corporation et Horsham Corporation	Munk Centre for International Relations	6 400 000 \$	Non minier
4	⁴¹⁸ 1996	Université de Toronto (Toronto, Ontario)	Barrick Gold Corporation, Teck Cominco, Newmont Mining Corporation, Placer Dome, INCO et Aber Diamond	Lassonde Mineral Engineering Program	20 000 000 \$	Minier

⁴¹⁶ Université de Toronto, communiqué, « Mining Leaders Invest \$9M for New U of T Mining Centre » (21 septembre 2009), en ligne : Université de Toronto <<http://www.news.utoronto.ca/mining-leaders-invest-9m-new-u-t-mining-centre>>.

⁴¹⁷ Graham, « Academic Freedom », *supra* note 312 à la p 24.

⁴¹⁸ Stuart Tannock, « Learning to Plunder: Global Education, Global Inequality and the Global City » (2010) 8:1 Policy Futures in Education 82 à la p 89.

5	1998 ⁴¹⁹	Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, Colombie-Britannique)	Stewart Blusson (cofondateur d'Ekati Diamond Mine ; président d'Archon Minerals Limited)	Infrastructure ; équipement de recherche de base	50 000 000 \$	Non minier
6	2001 ⁴²⁰	Université McGill (Montréal, Québec)	Seymour Schulich (cofondateur, président et co-PDG de Franco-Nevada Mining Corporation Limited)	Bibliothèques ; Bibliothèque de sciences et de génie Schulich ; Faculté de gestion	3 000 000 \$	Indéfini ou mixte
7	2002 ⁴²¹	Université Quest (Squamish, Colombie-Britannique)	Stewart Blusson (cofondateur d'Ekati Diamond Mine ; président d'Archon Minerals Limited)	Fonds de démarrage	32 000 000 \$	Non minier

⁴¹⁹ Université de la Colombie-Britannique, communiqué, « UBC Grad Donates \$50 Million to Alma Mater » (13 octobre 1998), en ligne : Université de la Colombie-Britannique <<http://www.publicaffairs.ubc.ca/media/releases/1998/mr-98-109.html>>.

⁴²⁰ Université McGill, communiqué, « Nouveau nom : École de musique Schulich de l'Université McGill » (30 septembre 2005), en ligne : Université McGill <<http://www.mcgill.ca/channels/fr/news/nouveau-nom-%C3%A9cole-de-musique-schulich-de-luniversit%C3%A9-mcgill-17008>> [Université McGill, « Nouveau nom »] ; Université McGill, « About the Schulich Library of Science and Engineering » (14 septembre 2013), en ligne : Université McGill <<http://www.mcgill.ca/library/branches/schulich/about>>.

⁴²¹ Carolyn Abraham, « X Marks the Spotlight for Elusive Benefactor », *The Globe and Mail* (11 octobre 2006), en ligne : The Globe and Mail.com <<http://www.theglobeandmail.com/technology/science/x-marks-the-spotlight-for-elusive-benefactor/article1107687/>> ; The Vancouver Sun, « Strangway's Quest for GLOBAL Education », (27 avril 2007) *The Vancouver Sun*, en ligne : Canada.com <<http://www.canada.com/vancouverersun/news/westcoastnews/story.html?id=feba7f9d-014d-4b97-8430-9533d58d01f7>>.

8	2002 ⁴²²	École Polytechnique de Montréal/Université de Montréal (Montréal, Québec)	Pierre Lassonde (cofondateur et co-PDG de Franco-Nevada Mining Corporation Limited)	Projet d'agrandissement de l'École Polytechnique de Montréal (avec Pavillons Claudette-MacKay-Lassonde et Pierre-Lassonde)	8 000 000 \$	Indéfini ou mixte
9	2003 ⁴²³	Université York (Toronto, Ontario)	Seymour Schulich (cofondateur, ancien président et ancien co-PDG de Franco-Nevada Mining Corporation Limited ; directeur de Newmont Mining Corporation)	Construction du complexe pour loger la Schulich School of Business et le Schulich Executive Learning Centre	10 000 000 \$	Non minier
10	2003 ⁴²⁴	University Brock (St Catherine's, Ontario)	Inco Limited	Campagne de financement	30 000 \$	Indéfini ou mixte
11	2003 ⁴²⁵	Université de Manitoba (Winnipeg, Manitoba)	Inco Limited	Engineering Access Program (pour les étudiants autochtones)	100 000 \$	Indéfini ou mixte

⁴²² École Polytechnique de Montréal (Université de Montréal), « Pavillons », *supra* note 16 ; École Polytechnique de Montréal (Université de Montréal), « Pavillons Claudette-Mackay-Lassonde et Pierre-Lassonde – Historique de la construction », en ligne : École Polytechnique de Montréal <<http://www.polymtl.ca/lassonde/historique/index.php>>.

⁴²³ Université York, *supra* note 415.

⁴²⁴ Inco Limited, « 2004 Social Responsibility Report », Toronto, Inco Limited, 2004 à la p 52.

⁴²⁵ *Ibid.*

12	2003 ⁴²⁶	Université Memorial (St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador)	Inco Limited	Inco Innovation Centre	20 000 000 \$	Minier
13	2005 ⁴²⁷	Université de Victoria (Victoria, Colombie-Britannique)	La succession de Phyllis Henrietta Summerhayes (la fille de Maurice Summerhayes, ancien directeur de Wright-Hargreaves Mines Limited.)	Bourses d'études Maurice William Summerhayes (Faculté de génie)	3 600 000 \$	Indéfini ou mixte
14	2005 ⁴²⁸	Université McGill (Montréal, Québec)	BHP Billiton	Département de génie des mines et des matériaux	800 000 \$	Minier
15	2005 ⁴²⁹	Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, Colombie-Britannique)	Ross Beatty (cofondateur, ancien PDG et président du conseil d'administration de Pan American Silver Corporation)	Beatty Biodiversity Research Centre	8 000 000 \$	Non minier
16	2005 ⁴³⁰	Université McGill	Seymour Schulich	École de musique Schulich	20 000 000 \$	Non

⁴²⁶ Université Memorial, « Inco Innovation Centre/Atlantic Innovation Fund Project », en ligne : Université Memorial <<http://www.mun.ca/iic/about/>> ; Université Memorial, communiqué, « Memorial University Renames Campus Building in Dr. Angus Bruneau's Honour » (6 avril 2011), en ligne : Université Memorial <<http://www.mun.ca/marcomm/news/index.php?includefile=showitem.php&id=3316>>.

⁴²⁷ Université de Victoria, communiqué, « UVic Students Benefit from \$3.6 Million Surprise Gift » (20 juin 2005), en ligne : Université de Victoria <<http://communications.uvic.ca/releases/release.php?display=release&id=656>>.

⁴²⁸ Université McGill, communiqué, « McGill University Mines Top Mineral Expert » (13 juillet 2005), en ligne : Université McGill <http://cosmo.mcgill.ca/news/pdf/cosmo-top_mineral_expert.pdf>.

⁴²⁹ Université de la Colombie-Britannique, communiqué, « UBC Receives \$8 Million to Launch Biodiversity Research Centre » (31 janvier 2005), en ligne : Université de la Colombie-Britannique <<http://www.publicaffairs.ubc.ca/media/releases/2005/mr-05-013.html>>.

		(Montréal, Québec)	(cofondateur, ancien président et ancien co-PDG de Franco-Nevada Mining Corporation Limited ; directeur de Newmont Mining Corporation)			minier
17	2005 ⁴³¹	Université de Western Ontario (London, Ontario)	Seymour Schulich (cofondateur, ancien président et ancien co-PDG de Franco-Nevada Mining Corporation Limited ; directeur de Newmont Mining Corporation)	Schulich School of Medicine and Dentistry	26 000 000 \$	Non minier
18	2005 ⁴³²	Université de Calgary (Calgary, Alberta)	Seymour Schulich (cofondateur, ancien président et ancien co-PDG de Franco-Nevada Mining Corporation Limited ; directeur de Newmont Mining Corporation)	Schulich School of Engineering	50 000 000 \$	Indéfini ou mixte

⁴³⁰ Université McGill, « Nouveau nom », *supra* note 420.

⁴³¹ Université de Western Ontario, « About the School », en ligne : Université de Western Ontario <<http://www.schulich.uwo.ca/schulichhome/aboutus/>> ; Université de Western Ontario, communiqué, « Convocation for Schulich MDs Pays Tribute to Benefactor » (14 mai 2008), en ligne : Université de Western Ontario <http://communications.uwo.ca/com/media_newroom/media_newsroom/stories/convocation_for_schulich_mdspays_tribute_to_benefactor_2008051442243/>.

⁴³² Université de Calgary, communiqué, « Faculty of Engineering Receives \$50-Million Boost » (22 juin 2005), en ligne : Université de Calgary <http://www.schulich.ucalgary.ca/Press_Release/2005/Schulich-PR.pdf>.

19	2005 ⁴³³	Université du nord de la Colombie-Britannique (Prince George, Colombie-Britannique)	Alcan Incorporated	Northern Medical Programs Trust	500 000 \$	Non minier
20	2005 ⁴³⁴	Université de la Colombie Britannique (Vancouver, Colombie-Britannique)	Goldcorp Incorporated	Liu Institute for Global Issues	Non-divulgué	Non minier
21	2006 ⁴³⁵	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (Rouyn-Noranda, Québec), en collaboration avec l'École Polytechnique de Montréal/Université	Agnico Eagle Mines Limited, Barrick Gold Corporation, Rio-Algom-BHP-Billiton, Xstrata Incorporated, QIT Rio Tinto, Golder Associates et SNC-Lavalin	Renouvellement de la Chaire industrielle CRSNG/Polytechnique/UQAT en environnement et gestion des rejets miniers	1 625 000 \$	Minier

⁴³³ Université de la Colombie-Britannique, communiqué, « Alcan Supports Medical Trust Fund » (5 août 2005), en ligne : Université de la Colombie-Britannique <<http://www.unbc.ca/releases/2005/08-05alcan>>.

⁴³⁴ Goldcorp Incorporated, « 2005 Sustainability Report » (2005) à la p 19, en ligne : Goldcorp Incorporated <http://www.goldcorp.com/files/docs_sustainability/GCSUSReport2005.pdf>.

⁴³⁵ Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, communiqué, « 3,25 M\$ pour la Chaire en environnement et en gestion des rejets miniers - Confiance renouvelée du CRSNG et de l'industrie minière » (17 novembre 2006), en ligne : Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue <<http://www.uqat.ca/universite/medias/communiques/index.asp?RefCom=315>>.

		de Montréal (Montréal, Québec)				
22	2006 ⁴³⁶	Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, Colombie- Britannique)	Eira Thomas (PDG de Stornoway Diamonds) et D. Grenville Thomas (fondateur et directeur d'Aber Diamond Corporation)	Kimberlite Research Unit (au sein du Mineral Deposit Research Unit)	1 000 000 \$	Minier
23	2006 ⁴³⁷	Université d'Ottawa (Ottawa, Ontario)	Goldcorp Incorporated	Chaire Goldcorp en géologie économique	1 500 000 \$	Minier
24	2006 ⁴³⁸	Université Laurentienne (Sudbury, Ontario)	Vale Inco Limited	Centre d'excellence en innovation minière	5 000 000 \$	Minier

⁴³⁶ Université de la Colombie-Britannique, communiqué, « University of British Columbia to Establish Kimberlite Research Unit for Diamond Exploration » (7 mars 2006), en ligne : Université de la Colombie-Britannique <http://www.mdru.ubc.ca/home/kru/KRU_in_MDRU_news.pdf>.

⁴³⁷ Université d'Ottawa, communiqué, « L'Université d'Ottawa profitera d'une contribution de 1,5 million \$ pour la Chaire Goldcorp en géologie économique » (16 novembre 2006), en ligne : Université d'Ottawa <<http://www.uottawa.ca/medias/communiqu-1019.html>>.

⁴³⁸ Le Centre d'excellence en innovation minière est une société de recherche semi-autonome axée sur le secteur minier, hébergée sur le campus de l'Université Laurentienne et codirigée par l'Université Laurentienne et l'industrie minière. Canadian Mining Journal, « Investment in Excellence: INCO Offers \$5M to Centre at Laurentian » (9 avril 2006), en ligne : Canadian Mining Journal <<http://www.canadianminingjournal.com/news/investment-in-excellence--inco-offers-5m-to-centre-at-laurentian/1000050843/>> ; Inco Limited, communiqué, « Inco Limited Gives Huge Boost to Mining Innovations in Sudbury » (30 mars 2006), en ligne : Centre d'excellence en innovation minière <https://www.miningexcellence.ca/news/releases/links/Inco_Release_20060330.pdf>.

25	2006 ⁴³⁹	Université Laurentienne (Sudbury, Ontario)	Xstrata Nickel	Centre d'excellence en innovation minière	5 000 000 \$	Minier
26	2006 ⁴⁴⁰	Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, Colombie- Britannique)	Teck Cominco, Silver Standard Resources Incorporated, AMEC Incorporated, Robert Quartermain (président de Silver Standard Resources Incorporated), Hallbauer Family Foundation (Robert E. Hallbauer est ancien directeur de Craigmont Copper Mine et ancien vice-président de l'exploitation minière chez Teck Resources Limited), Steven G. Dean (ancien président de Teck Resources Limited, directeur fondateur et ancien directeur de finances	Norman B. Keevil Institute of Mining Engineering	7 500 000 \$	Minier

⁴³⁹ Canadian Mining Journal, « Mining Innovation – Xstrata Nickel Pledges \$5M to Laurentian University » (20 décembre 2006), en ligne : Canadian Mining Journal <<http://www.canadianminingjournal.com/news/mining-innovation--xstrata-nickel-pledges-5m-to-laurentian-university/100059425/?&er=NA>> ; Xstrata Nickel et Université Laurentienne, communiqué, « Xstrata Nickel Invests \$5 Million in Centre for Excellence in Mining Innovation (CEMI) at Laurentian University » (18 décembre 2006), en ligne : CEMI <https://www.miningexcellence.ca/news/releases/links/XNi_Release_20061218.pdf>.

⁴⁴⁰ Université de la Colombie-Britannique, communiqué, « \$7.5M Gift Led by Teck Cominco Creates Norman B. Keevil Institute of Mining Engineering at UBC » (3 mai 2006), en ligne : Université de la Colombie-Britannique <<http://www.publicaffairs.ubc.ca/media/releases/2006/mr-06-046.html>>.

27	2006 ⁴⁴¹		de Normandy Mining Ltd, fondateur et ancien PDG de PacMin Mining Corporation Limited, et président du conseil d'administration et PDG d'Oceanic Iron Ore Corporation), Klaus M. Zeitler (ancien directeur financier chez Nanisivik Mines Limited, ancien vice-président chez Teck Resources Limited, et président du conseil d'administration et PDG d'Amerigo Resources Limited), et al	Quartermain Earth Science Centre	1 000 000 \$	Minier
			Robert Quartermain (ancien président de Silver Standard Resources Incorporated ; et fondateur, président et PDG de Pretium Resources)			
			Université de Nouveau-Brunswick (Fredericton, Nouveau-Brunswick)			

⁴⁴¹ Université de Nouveau-Brunswick, communiqué, « UNB Officially Opens Quartermain Earth Science Centre » (6 octobre 2011), en ligne : Université de Nouveau-Brunswick <<http://blogs.unb.ca/newsroom/2011/10/06/unb-officially-opens-quartermain-earth-science-centre/>> [Université de Nouveau-Brunswick, « Quartermain »] ; Julie Domville, « Generous Times: Walking the Mining Sector's Philanthropic Web » (2007) Mineral Exploration 107 à la p 107 [Domville].

28	2006 ⁴⁴²	Université de Western Ontario (London, Ontario)	Randy Turner (président et président du conseil d'administration d'Independence Gold Corporation)	A. Mark Turner Memorial Scholarship in Geology	50 000 \$	Minier
29	2007 ⁴⁴³	Université Laurentienne (Sudbury, Ontario)	CVRD Inco, Rio Tinto, BESTECH, Breakwater Resources Limited, Nuinco Resources Limited, Gartner Lee, Golder Associates, Avenys et Symbioticware	Project Amélioration de la production et gestion des risques (APGR) pour les projets de construction et l'exploitation minière sous terre	5 815 000 \$	Minier
30	2007 ⁴⁴⁴	Université d'Ottawa (Ottawa, Ontario)	Ian Telfer (président du conseil d'administration de Goldcorp Incorporated)	École de gestion Telfer	25 000 000 \$	Non minier

⁴⁴² Université de Western Ontario, « Science Flashpoint: Gifts to Western Science », en ligne : Université de Western Ontario <<http://www.uwo.ca/sci/publications/flashpoint/gifts/thanks.html>> [Université de Western Ontario, « Science Flashpoint »].

⁴⁴³ Le projet APGR est dirigé par Peter Kaiser, chercheur à l'Université Laurentienne. La recherche est effectuée par les membres du personnel de l'Université Laurentienne qui travaillent pour l'entreprise privée Mining Innovation, Rehabilitation and Applied Research Corporation (Mirarco). Université Laurentienne et Mirarco, communiqué, « L'industrie minière, le gouvernement et le monde académique unissent leurs forces dans la réalisation d'un programme de recherche viable » (21 juin 2007), en ligne : Mirarco <<http://www.mirarco.org/files/pressrelease/1249925799>> ; Keith Lacey, « LU Gets \$8 Million for Mining Research », *The Northern Life* (8 mars 2007), en ligne : The Northern Life.ca <<http://www.northernlife.ca/news/localnews/2007/03-08-07-8MillionTOP.pdf>>.

⁴⁴⁴ Université d'Ottawa, « Campagne », *supra* note 306.

31	2007 ⁴⁴⁵	Université de Nouveau-Brunswick (Fredericton, Nouveau-Brunswick)	Silver Standard Resources Incorporated	Silver Standard/McAllister Field School (Département des sciences de la Terre)	200 000 \$	Minier
32	2007 ⁴⁴⁶	Université Queen's (Kingston, Ontario)	Kinross Gold Corporation	Kinross Professorship in Mining and Sustainability	500 000 \$	Minier
33	2007 ⁴⁴⁷	Université de Toronto (Toronto, Ontario)	Peter Munk (ancien PDG de Horsham Corporation, et cofondateur et président du conseil d'administration de Barrick Gold Corporation)	Nouveaux programmes au Munk Centre for International Relations	5 000 000 \$	Non minier
34	2007 ⁴⁴⁸	Université Simon Fraser (Vancouver, Colombie- Britannique)	Stewart Blusson (cofondateur d'Ekati Diamond Mine, et président d'Archon Minerals Limited) et Marilyn Blusson	Blusson Hall (Faculté des sciences de la santé)	12 000 000 \$	Non minier

⁴⁴⁵ Domville, *supra* note 441 ; Silver Standard Resources Incorporated, « Building a High Standard - 2007 Annual Report » (mai 2008) à la p 6, en ligne : Silver Standard Resources Incorporated <http://files.shareholder.com/downloads/SSRI/1300582521x0x191385/2A8CAD79-9F8C-407D-9779-401D1EC551E1/2007_SSRI_Full_AR.pdf>.

⁴⁴⁶ Kinross Gold Corporation, communiqué, « Kinross Funds Mining and Sustainability Professorship at Queen's University » (7 septembre 2007), en ligne : Kinross Gold Corporation <<http://kinross.com/news-articles/2007/kinross-funds-mining-and-sustainability-professorship-at-queen%E2%80%99s-university.aspx>>.

⁴⁴⁷ Anderson, « Munk Centre », *supra* note 313.

⁴⁴⁸ Université Simon Fraser, communiqué, « SFU Receives Record \$12-Million Gift » (10 mai 2007), en ligne : Université Simon Fraser <http://www.sfu.ca/archive-pamr/media_releases/media_releases_archive/media_release05100702.html>.

35	2008 ⁴⁴⁹	Université McGill (Montréal, Québec)	Rio Tinto Alcan	Chaire L. Yves Fortier pour l'arbitrage international et le droit commercial international (Faculté de droit)	3 000 000 \$	Indéfini ou mixte
36	2008 ⁴⁵⁰	Université du Québec à Chicoutimi (Saguenay-Lac-Saint- Jean, Québec)	Rio Tinto Alcan	Centre universitaire de recherche sur l'aluminium (avec Pavillon Rio Tinto Alcan)	2 100 000 \$	Minier
37	2008 ⁴⁵¹	Université de Guelph (Guelph, Ontario)	Kinross Gold Corporation	Kinross Canada-Brazil Network for Advanced Education and Research in Natural Resource Management	1 000 000 \$	Minier
38	2008 ⁴⁵²	Université Laurentienne (Sudbury, Ontario)	Vale Inco Limited	Centre Vale Inco pour la vitalité des lacs	4 500 000 \$	Non minier

⁴⁴⁹ Université McGill, communiqué, « Rio Tinto Alcan investit dans l'avenir de l'arbitrage international à l'Université McGill » (11 novembre 2008), en ligne : Université McGill <<http://www.mcgill.ca/channels/fr/news/rio-tinto-alcan-investit-dans-l%E2%80%99avenir-de-l%E2%80%99arbitrage-international-%C3%A0-l%E2%80%99universit%C3%A9-mcgill-102667>>.

⁴⁵⁰ Université du Québec à Chicoutimi, communiqué, « Inauguration du Pavillon Rio Tinto Alcan (Laboratoire CURAL) (2 mai 2008), en ligne : Université du Québec à Chicoutimi <http://www.uqac.ca/medias/communiqu%C3%A9s/2008/20080502_alcan.pdf>.

⁴⁵¹ Canadian Mining Journal, « Kinross, U of Guelph Establish Canada-Brazil Network » (1 février 2008), en ligne : Canadian Mining Journal, <<http://www.canadianminingjournal.com/issues/story.aspx?aid=1000220889>> ; Université de Guelph, *supra* note 308.

⁴⁵² Bradley, *supra* note 290.

39	2008 ⁴⁵³	Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, Colombie-Britannique)	Breakwater Resources, Catherine McLeod-Seltzer (présidente de Pacific Rim Mining Corporation), Global Copper, Goldcorp Incorporated, Imperial Metals, Northern Dynasty Minerals, Northern Peru Copper, Pan American Silver Corporation, Ross Beaty (président de Pan American Silver Corporation), Selwyn Resources, Silver Standard Resources, Silver Wheaton, Western Copper et al	Earth Systems Science building (avec le Goldcorp Incorporated Teaching and Learning Wing)	20 000 000 \$	Indéfini ou mixte
40	2008 ⁴⁵⁴	Université Lakehead (Thunder Bay, Ontario)	CDN Resources Laboratories Limited	Département de géologie	10 000 \$	Minier
41	2009 ⁴⁵⁵	Université de	Robert Quartermain	Quartermain Sports Medicine	250 000 \$	Non

⁴⁵³ CanWest MediaWorks Publications, « Goldcorp Donates \$5 Mil to UBC », *The Vancouver Sun* (25 avril 2007), en ligne : Canada.com <<http://www.canada.com/vancouver/story.html?id=c3716613-2092-4536-be63-0761fdc53d8f>> ; Canadian Mining Journal, « Mining Community to Invest \$20M at UBC » (20 janvier 2008), en ligne : Canadian Mining Journal <<http://www.canadianminingjournal.com/news/education--mining-community-to-invest-20m-at-ubc/1000074276/>>.

⁴⁵⁴ Université Lakehead, communiqué, « CDN Resource Labs Donates \$10,000 to Lakehead University » (11 novembre 2008), en ligne : Université Lakehead <<http://communications.lakeheadu.ca/news/?display=news&nid=523&unitid=1>>.

⁴⁵⁵ Université de Nouveau-Brunswick, « A Rock-Solid Foundation », en ligne : Université de Nouveau-Brunswick <<http://www.unb.ca/differe/quartermain.html>>.

		Nouveau-Brunswick (Fredericton, Nouveau-Brunswick)	(ancien président de Silver Standard Resources Incorporated ; et fondateur, président et PDG de Pretium Resources)	Facility		minier
42	2009 ⁴⁵⁶	Université McGill (Montréal, Québec)	Osisko Mining Corporation et Robert Wales (fondateur, vice-président et PDG d'Osisko Mining Corporation)	Département des sciences de la Terre et des planètes	4 100 000 \$	Minier
43	2009 ⁴⁵⁷	Université de Toronto (Toronto, Ontario)	Goldcorp Incorporated et Pierre Lassonde (cofondateur, ancien co-PDG et président du conseil d'administration de Franco- Nevada Mining Corporation Limited ; et ancien président et ancien vice-président du conseil d'administration de Newmont Mining Corporation)	Construction du Centre for Mining Innovation (avec la Goldcorp Mining Innovation Suite) ; soutien académique et à la recherche pour le personnel du Centre ; bourses pour les étudiants du Centre	9 000 000 \$	Minier

⁴⁵⁶ Montréal Gazette, « Geologist is a Rock Star! », *Montréal Gazette* (30 décembre 2009), en ligne : Université McGill <<https://www.mcgill.ca/newsroom/channels/news/geologist-rock-star-113132>> ; Canadian Mining Journal, « University », *supra* note 288.

⁴⁵⁷ Université de Toronto, communiqué, « U of T Mining Centre gets Boost from Donors » (21 septembre 2009), en ligne : Université de Toronto <<http://www.news.utoronto.ca/u-t-mining-centre-gets-boost-donors>>.

44	2009 ⁴⁵⁸	Université Queen's (Kingston, Ontario)	Robert Buchan (fondateur et ancien PDG de Kinross Gold Corporation)	Buchan Department of Mining	10 000 000 \$	Minier
45	2009 ⁴⁵⁹	Université Dalhousie (Halifax, Nouvelle- Écosse)	Seymour Schulich (cofondateur, ancien président et ancien co-PDG de Franco- Nevada Mining Corporation Limited ; directeur de Newmont Mining Corporation)	Schulich School of Law	20 000 000 \$	Non minier
46	2009 ⁴⁶⁰	Université de Nouveau-Brunswick (Fredericton, Nouveau-Brunswick)	Robert Quartermain (ancien président de Silver Standard Resources Incorporated ; fondateur, président et PDG de Pretium Resources)	Quartermain Earth Science Centre	1 000 000 \$	Indéfini ou mixte

⁴⁵⁸ Université Queen's, communiqué, « Queen's Mining Receives Historic Donation » (14 juillet 2009), en ligne : Université Queen's <<http://www.queensu.ca/news/articles/queens-mining-receives-historic-donation>>.

⁴⁵⁹ Université Dalhousie, *supra* note 307.

⁴⁶⁰ Université de Nouveau-Brunswick, « Quartermain », *supra* note 441.

47	2010 ⁴⁶¹	Université du Québec à Chicoutimi (Saguenay-Lac-Saint-Jean, Québec), Université de Sherbrooke (Sherbrooke, Québec) et l'École Polytechnique de Montréal/Université de Montréal (Montréal, Québec)	Rio Tinto Alcan	5 projets de recherche et développement coopératif (4 projets porteront sur l'étude de différents aspects du procédé d'électrolyse ; 1 projet portera sur les puits de carbone en forêt boréale)	3 300 000 \$	Indéfini ou mixte
48	2010 ⁴⁶²	Université Lakehead (Thunder Bay, Ontario)	Barrick Gold Corporation	Barrick Gold Graduate Scholarship (Département de géologie)	50 000 \$	Minier
49	2010 ⁴⁶³	Université Lakehead (Thunder Bay, Ontario) et Université Laurentienne (Sudbury, Ontario)	Barrick Gold Corporation	Divers projets à Northern Ontario School of Medicine (une initiative conjointe de l'Université Lakehead et l'Université Laurentienne)	100 000 \$	Non minier

⁴⁶¹ Rio Tinto Alcan, communiqué, « Rio Tinto Alcan accélère ses partenariats universitaires au Québec et investit dans de nouveaux projet R & D » (15 avril 2010), en ligne : Rio Tinto Alcan <http://www.riotintoalcan.com/FRA/media/35_media_releases_1849.asp> ; Université du Québec à Chicoutimi, communiqué, « Nouveau investissement de Rio Tinto Alcan dans la recherche universitaire » (15 avril 2010), en ligne : Université du Québec à Chicoutimi <http://www.uqac.ca/medias/communiqu%C3%A9s/2010/20100415_rio_tinto.pdf>.

⁴⁶² Université Lakehead, « Generous Barrick Gold Gift a Boon to Marathon and Northern Ontario » (17 janvier 2010), en ligne : Université Lakehead, <<http://communications.lakeheadu.ca/news/?display=news&nid=767>>.

⁴⁶³ *Ibid.*

50	2010 ⁴⁶⁴	Université Laurentienne (Sudbury, Ontario)	FNX Mining Company	Formation des géologues et ingénieurs	1 000 000 \$	Minier
51	2010 ⁴⁶⁵	Université de Guelph (Guelph, Ontario)	Kinross Gold Corporation	Kinross Chair in Environmental Governance (Collège des sciences sociales et humaines appliquées)	1 000 000 \$	Non minier
52	2010 ⁴⁶⁶	Université Simon Fraser (Vancouver, Colombie Britannique)	Goldcorp Incorporated	Goldcorp Centre for the Arts	10 000 000 \$	Non minier
53	2010 ⁴⁶⁷	Université Nipissing (North Bay, Ontario)	Seymour Schulich (cofondateur, ancien président et ancien co-PDG de Franco- Nevada Mining Corporation Limited ; directeur de Newmont Mining	Schulich School of Education	15 000 000 \$	Non minier

⁴⁶⁴ Sudbury Northern Life Staff, « FNX, Power Corporation Donate \$1 Million each to LU » *The Northern Life* (19 mai 2010), en ligne : The Northern Life.ca <<http://www.northernlife.ca/news/localNews/2010/05/LUdonation170510.aspx>> ; Stan Sudol, « Investing in 'The People We Engage to Pull Metal from the Ground' » *The Northern Life* (20 mai 2010), en ligne : The Northern Life.ca <<http://www.northernlife.ca/news/colu-mns/guests/sudol-200510.aspx>>.

⁴⁶⁵ Université de Guelph, *supra* note 308.

⁴⁶⁶ Université Simon Fraser, « Goldcorp Donates », *supra* note 17.

⁴⁶⁷ Université Nipissing, communiqué, « Nipissing University Announces Schulich School of Education » (7 mai 2010), en ligne : Université Nipissing <<http://www.nipissingu.ca/about-us/newsroom/Pages/Nipissing-University-Announces-Schulich-School-of-Education.aspx>>.

54	2010 ⁴⁶⁸	Université de Toronto (Toronto, Ontario)	Peter and Melanie Munk Charitable Foundation (Peter Munk est ancien PDG de Horsham Corporation, et cofondateur et président du conseil d'administration de Barrick Gold Corporation)	Corporation)	Munk Centre for Global Affaires	35 000 000 \$	Non minier
55	2010 ⁴⁶⁹	Université de Toronto (Toronto, Ontario)	Keith Barron (cofondateur d'Aurelian Resources)		D. H. Gorman Explorers Fund Graduate Scholarship in Geology	50 000 \$	Minier
56	2010 ⁴⁷⁰	Université de Toronto (Toronto, Ontario)	Succession de James P. Nowlan (ancien vice-président exécutif de McPhar Geophysics Limited)		James P. Nowlan Explorers Fund Graduate Scholarship in Geology et James P. Nowlan Undergraduate Scholarship in Geology	75 000 \$	Minier
57	2010 ⁴⁷¹	Université College of	Hudbay Minerals		Northern Manitoba Mining	200 000 \$	Minier

⁴⁶⁸ Cynthia Macdonald, « A Global Affair » *U of T Magazine* (automne 2010), en ligne : <http://www.magazine.utoronto.ca/feature/new-munk-school-of-global-affairs-janice-stein-international-relations/> ; McQuaig, *supra* note 330 à la p 19.

⁴⁶⁹ Département de géologie (Université de Toronto), *Alumni News* (février 2010) à la p 4, en ligne : <http://www.geology.utoronto.ca/alumni/alumni-newsletters/U%20of%20T%20Geology%20Alumni%20News%202010.pdf> ; [Département de géologie] ; Faculté des arts et des sciences (Université de Toronto), « Geology », en ligne : <http://www.artsci.utoronto.ca/graduate/scholarships/scholarships-by-department/geology/>.

⁴⁷⁰ *Ibid* ; Département de géologie, *supra* note 469.

⁴⁷¹ HudBay Minerals Incorporated, « HudBay Minerals 2009 Corporate Social Responsibility Report: Protecting Our Future » (2009) à la p 18, en ligne : http://www.hudbayminerals.com/files/doc_downloads/10_15_10_CSR_Report_FINAL.pdf.

		the North (The Pas, Manitoba), en collaboration avec l'Université de Manitoba (Winnipeg, Manitoba)	Incorporated	Academy		
58	2010 ⁴⁷²	Université de Western Ontario (London, Ontario)	Eastmain Resources Incorporated	2 microscopes pétrographiques (Département des sciences de la Terre)	20 000 \$	Minier
59	2010 ⁴⁷³	Université de Western Ontario (London, Ontario)	North Atlantic Resources Limited.	2 microscopes pétrographiques (Département des sciences de la Terre)	20 000 \$	Minier
60	2010 ⁴⁷⁴	Université de Western Ontario (London, Ontario)	Peter W. Holmes (PDG de General Mining Properties Incorporated)	2 microscopes pétrographiques (Département des sciences de la Terre)	10 000 \$	Minier
61	2010 ⁴⁷⁵	Université de Western Ontario (London, Ontario)	Robert Wares (vice-président exécutif et PDG d'Osisko Mining Corporation)	Chaire Robert W. Hodder en géologie économique (Département des sciences de la Terre)	100 000 \$	Minier
62	2010 ⁴⁷⁶	Université de Western	Dale Wallster	2 microscopes pétrographiques	20 000 \$	Minier

⁴⁷² Université de Western Ontario, « Science Flashpoint », *supra* note 442.

⁴⁷³ *Ibid.*

⁴⁷⁴ *Ibid.*

⁴⁷⁵ *Ibid.*

		Ontario (London, Ontario)	(fondateur et président de Roughrider Uranium)	(Département des sciences de la Terre)		
63	2010 ⁴⁷⁷	Université de Western Ontario (London, Ontario)	Dean McDonald (vice-président d'exploration minière chez Hecla Mining)	Chaire Robert W. Hodder en géologie économique Geology ; 2 microscopes pétrographiques (Département des sciences de la Terre)	100 000 \$	Minier
64	2011 ⁴⁷⁸	Université Laval (Québec, Québec)	Mines Virginia Incorporated	Embauche d'un professeur spécialisé en structure géologique (Département de géologie et de génie géologique)	250 000 \$	Minier
65	2011 ⁴⁷⁹	Université Laval (Québec, Québec)	Mines Virginia Incorporated et André Gaumond (présidente et PDG de Mines Virginia Incorporated)	Chaire de leadership en enseignement en géologie structurale Virginia – Gaumond (Département de géologie et de génie géologique)	325 000 \$	Minier

⁴⁷⁶ *Ibid.*

⁴⁷⁷ *Ibid.*

⁴⁷⁸ Mines Virginia Incorporated, « Mines Virginia Inc. : Rapport de développement durable 2013 », Québec, Mines Virginia Incorporated, 2013 à la p 18.

⁴⁷⁹ *Ibid.* ; Université Laval, « Chaire de leadership en enseignement en géologie structurale Virginia-Gaumond », en ligne : Université Laval <<http://www2.ulaval.ca/les-etudes/cle/chaire-de-leadership-en-enseignement/geologie-structurale-virginia-gaumond.html>> ; Université Laval, communiqué, « Plus d'un million de dollars pour la géologie et le génie géologique » (14 mai 2012), en ligne : Université Laval <<http://www.relati onsmedias.ulaval.ca/comm/2012/mai/plus-million-dollars-pour-geologie-genie-3296.html>>.

66	2011 ⁴⁸⁰	Université Laval (Québec, Québec)	Osisko Mining Incorporated et Robert Wares (vice-président exécutif et PDG d'Osisko Mining Corporation)	Chaire de leadership en enseignement en géophysique d'exploration Osisko (Département de géologie et de génie géologique)	325 000 \$	Minier
67	2011 ⁴⁸¹	Université Laval (Québec, Québec)	Agnico Eagle Mines Limited et ArcelorMittal Mines Canada	Chaire de leadership en enseignement en génie minéralurgique – Mines Agnico-Eagle ltée et ArcelorMittal Mines Canada (Département de génie des mines)	325 000 \$	Minier
68	2011 ⁴⁸²	Université Laval (Québec, Québec)	Xstrata Zinc	Chaire de leadership en enseignement en génie des mines – Xstrata Zinc (Département de génie des mines)	325 000 \$	Minier

⁴⁸⁰ *Ibid* ; Université Laval, « Chaire de leadership en enseignement en géophysique d'exploration Osisko », en ligne : Université Laval <<http://www2.ulaval.ca/les-etudes/cle/chaieres-de-leadership-en-enseignement/geophysique-dexploration-osisko.html>> ; L'Écho Abitibien, « Osisko réplique », *L'Écho Abitibien* (13 février 2013), en ligne : L'Écho Abitibien <<http://www.lechoabitiibien.ca/2013/02/13/osisko-replique>>.

⁴⁸¹ Université Laval, communiqué, « 650 000 \$ pour le lancement de deux chaires au Département de génie des mines, de la métallurgie et des matériaux de l'Université Laval » (5 décembre 2011), en ligne : Université Laval <<http://www.relationsmedias.ulaval.ca/comm/2011/decembre/650-000-pour-lancement-deux-chaieres-3270.html>>.

⁴⁸² *Ibid*.

69	2011 ⁴⁸³	Université de Nouveau-Brunswick (Fredericton, Nouveau-Brunswick)	Graham Farquharson (fondateur et président de Strathcona Mineral Service Limited)	500 000 \$ respectivement au département de géologie, à la faculté de science, à la faculté de soins infirmiers et à l'université en général	2 000 000 \$	Indéfini ou mixte
70	2011 ⁴⁸⁴	Université Memorial (St. John's, Terre- Neuve-et-Labrador)	Altius Minerals Corporation	NSERC-Altius Industrial Research Chair in Metallogeny of Ores in Volcanic and Sedimentary Basins (Département des sciences de la Terre)	750 000 \$	Minier
71	2011 ⁴⁸⁵	Université de Saskatchewan (Saskatoon, Saskatchewan)	George Dembroski (ancien membre du conseil d'administration de Cameco Corporation)	Edwards School of Business	1 000 000 \$	Non minier
72	2011 ⁴⁸⁶	Université de Saskatchewan (Saskatoon, Saskatchewan)	Cameco Corporation	International Centre for Northern Governance and Development (stages pour les étudiants de	1 000 000 \$	Non minier

⁴⁸³ Université de Nouveau-Brunswick, communiqué, « Honorary Degree, Recipient Donates \$2M » (19 mai 2011), en ligne : Université de Nouveau-Brunswick <<http://blogs.unb.ca/newsroom/2011/05/19/honorary-degree-recipient-donates-2m/>>.

⁴⁸⁴ Université Memorial, communiqué, « NSERC-Altius Industrial Research Chair in Metallogeny of Ores in Volcanic and Sedimentary Basins » (18 mars 2011), en ligne : Université Memorial <http://today.mun.ca/news.php?news_id=6254>.

⁴⁸⁵ Université de Saskatchewan, « Donation », *supra* note 288.

⁴⁸⁶ Université de Saskatchewan, communiqué, « ICNGD Announces New Investments in Education and Research for Saskatchewan's Northern Communities » (26 septembre 2011), en ligne : Université de Saskatchewan <<http://www.usask.ca/cgsr/news/ICNGD.php>>.

				cycles supérieurs, soutien à la recherche, bourses d'études, et projet d'appui à l'apprentissage à distance Cameco Portal to the North)		
73	2011 ⁴⁸⁷	Université Laurentienne (Sudbury, Ontario)	Xstrata Nickel	Indigenous Sharing and Learning Centre	1 000 000 \$	Non minier
74	2011 ⁴⁸⁸	Université McGill (Montréal, Québec)	Rio Tinto Alcan	Centre universitaire de santé McGill	5 000 000 \$	Non minier
75	2011 ⁴⁸⁹	Université de Montréal (Montréal, Québec)	Rio Tinto Alcan	Centre hospitalier de l'Université de Montréal	5 000 000 \$	Non minier
76	2011 ⁴⁹⁰	Université du Québec à Chicoutimi (Saguenay-Lac-Saint-Jean, Québec)	Rio Tinto Alcan	Centre universitaire de recherche sur l'aluminium	4 000 000 \$	Minier

⁴⁸⁷ Sudbury Northern Life Staff, « \$1 Million Xstrata Donation Targets Native Students' Needs » *The Northern Life* (21 juin 2011), en ligne : [The Northern Life.ca <http://www.northernlife.ca/news/localNews/2011/06/21-xstrata-donation-aboriginal-centre-sudbury.aspx>](http://www.northernlife.ca/news/localNews/2011/06/21-xstrata-donation-aboriginal-centre-sudbury.aspx).

⁴⁸⁸ Karen Seidman, « Aluminum Giant Rio Tinto Pledges \$10M to Hospitals; Rio Tinto Alcan Rallies Business Community » *The Gazette* (9 juin 2011), en ligne : Université McGill <<http://www.mcgill.ca/channels/news/montreal-gazette-aluminum-giant-pledges-10m-hospitals-rio-tinto-alcan-rallies-business-community-174672>>.

⁴⁸⁹ *Ibid.*

⁴⁹⁰ Rio Tinto Alcan, communiqué, « Rio Tinto Alcan renouvelle son association avec le Centre universitaire de recherche sur l'aluminium (CURAL) jusqu'en décembre 2015 » (8 mars 2011), en ligne : Université du Québec à Chicoutimi <http://www.uqac.ca/medias/communiqu/2011/20110308_rio_tinto.pdf>.

77	2011 ⁴⁹¹	Université du Québec à Chicoutimi (Saguenay-Lac-Saint-Jean, Québec)	Rio Tinto Alcan	Pavillon de la culture et du design autochtones ; Fonds de bourses Rio Tinto Alcan	3 500 000 \$	Indéfini ou mixte
78	2011 ⁴⁹²	Université York (Toronto, Ontario)	Pierre Lassonde (cofondateur, ancien co-PDG et président du conseil d'administration de Franco-Nevada Mining Corporation Limited ; et ancien président et ancien vice-président du conseil d'administration de Newmont Mining Corporation)	Lassonde School of Engineering	25 000 000 \$	Minier
79	2011 ⁴⁹³	Université Laurentienne (Sudbury, Ontario)	Stan Bharti (président et PDG de Forbes & Manhattan)	Bharti School of Engineering (spécialisée dans les domaines liés à l'exploitation minière)	10 000 000 \$	Minier
80	2011 ⁴⁹⁴	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	Osisko Mining Corporation	Bourses pour les étudiants qui envisagent une carrière dans l'industrie minière ; projet de	20 000 \$	Minier

⁴⁹¹ Université du Québec à Chicoutimi, « Contribution », *supra* note 18.

⁴⁹² Université York, « Lassonde School of Engineering: Our Story », en ligne : Université York <<http://lassonde.yorku.ca/our-story>>.

⁴⁹³ Canadian Mining Journal, « Donation: \$10-M Gift from Bharti is Largest in Laurentian History » (28 novembre 2011), en ligne : Canadian Mining Journal <<http://www.canadianminingjournal.com/news/donation-10-m-gift-from-bharti-is-largest-in-laurentian-history/1000722126/>>.

⁴⁹⁴ Osisko Mining Corporation, « Imaginer l'avenir : Rapport de développement durable 2011 », Montréal, Osisko Mining Corporation, 2011 à la p 34.

		(Rouyn-Noranda, Québec)		recherche sur les eaux souterraines		
81	2011 ⁴⁹⁵	École Polytechnique de Montréal/Université de Montréal (Montréal, Québec)	Osiski Mining Corporation	Appui aux étudiants qui envisagent une carrière dans l'industrie minière	4 000 \$	Minier
82	2011 ⁴⁹⁶	Université Laval (Québec, Québec)	Osiski Mining Corporation	Bourses pour les étudiants qui envisagent une carrière dans l'industrie minière	80 000 \$	Minier
83	2011 ⁴⁹⁷	Université du Québec à Montréal (Montréal, Québec)	Osiski Mining Corporation	Bourses pour les étudiants qui envisagent une carrière dans l'industrie minière ; investissements indirects pour la recherche minière	15 860 \$	Minier
84	2012 ⁴⁹⁸	Université de Toronto (Toronto, Ontario)	Walter Curlook (ancien président et ancien PDG d'Inco Metal Company ; ancien vice-président du conseil d'administration et	2 laboratoires et de l'équipement pour la recherche sur le traitement des matériaux durables (Département de science des	1 000 000 \$	Minier

⁴⁹⁵ *Ibid.*

⁴⁹⁶ *Ibid.*

⁴⁹⁷ *Ibid.*

⁴⁹⁸ Département de science des matériaux et de génie (Université de Toronto), communiqué, « \$1M to Advance Boundless Innovation in Materials Processing & Characterization » (1 octobre 2012), en ligne : Université de Toronto <<http://www.mse.utoronto.ca/news/features/20121001.htm?PageMode=Print>>.

			ancien directeur d'Inco Limited ; et président et directeur de Goro Nickel SA)	matériaux et de génie)		
85	2012 ⁴⁹⁹	Université York (Toronto, Ontario)	Inmet Mining Corporation	Global Mining Management Program (Schulich School of Business)	1 000 000 \$	Minier
86	2012 ⁵⁰⁰	Université Laurentienne (Sudbury, Ontario)	Ned Goodman (PDG de Dundee Corporation) et Goodman Family Foundation	École des mines Goodman	20 000 000 \$	Minier
87	2012 ⁵⁰¹	Université Queen's (Kingston, Ontario)	Kinross Gold Corporation	Kinross Professorship in Mining and Sustainability (Département de génie des mines)	625 000 \$	Minier

⁴⁹⁹ Université York, communiqué, « Inmet Gives \$1 Million to Schulich's MBA Global Mining Management Specialization » (30 novembre 2012), en ligne : Université York <<http://yfile.news.yorku.ca/2012/11/30/inmet-mining-gives-1-million-to-schulichs-mba-global-mining-managemen-t-specialization/>>.

⁵⁰⁰ Université Laurentienne, communiqué, « La famille Goodman investit dans l'École des mines de l'Université Laurentienne » (15 octobre 2012), en ligne : Université Laurentienne <<http://www.laurentian.ca/fr/nouvelles/goodman>> ; Jonathan Migneault, « Goodman Makes Historic Donation », *The Sudbury Star* (16 octobre 2012), en ligne : The Sudbury Star.com <<http://www.thesudburystar.com/2012/10/16/goodman-makes-historic-donation>>.

⁵⁰¹ Kinross Gold Corporation, communiqué, « Kinross Funds Professorship in Mining Health and Safety at Queen's University » (9 mars 2012), en ligne : Kinross Gold Corporation <[http://www.kinross.com/news-articles/2012/030912-kinross-funds-professorship-in-mining-health-and-safety-at-queen s.aspx](http://www.kinross.com/news-articles/2012/030912-kinross-funds-professorship-in-mining-health-and-safety-at-queen-s.aspx)>.

88	2012 ⁵⁰²	Université de Brandon (Brandon, Manitoba), en collaboration avec l'Université College of the North (The Pas, Manitoba)	Vale Inco Limited	Project 'Vital Outcomes Indicators for Community Engagement for Children and Youth'	400 000 \$	Non minier
89	2012 ⁵⁰³	Université Laval (Québec, Québec)	Agnico Eagle Mines Limited	Chaire de recherche industrielle CRSNG-Agnico-Eagle en exploration minérale (Département de géologie et de génie géologique)	Non-divulgué	Minier
90	2012 ⁵⁰⁴	Université de Saskatchewan (Saskatoon, Saskatchewan)	Cisco Systems, Incorporated	Cisco Research Chair in Mining Solutions (École de génie)	2 000 000 \$	Minier

⁵⁰² Université de Brandon, communiqué, « Vale Contributes to Research Project with Aim to Help Northern Manitoba Youth Education » (16 janvier 2012), en ligne : Université de Brandon <<http://www.brandonu.ca/news/2012/01/16/vale-contributes-to-research-project-with-aim-to-help-northern-manitoba-youth-education/>>.

⁵⁰³ Université Laval, «Chaire de recherche industrielle CRSNG-Agnico-Eagle en exploration minérale : Inauguration de la Chaire » (28 novembre 2012), en ligne : Université Laval <<http://explomin.ggl.ulaval.ca/a-propos/>>.

⁵⁰⁴ Cisco Canada, communiqué, « University of Saskatchewan and Cisco Establish Research Chair to Pursue Innovative Mining Solutions » (20 novembre 2012), en ligne : Cisco Canada <<http://newsroom.cisco.com/press-release-content?articleId=1106641>>.

91	2012 ⁵⁰⁵	Université de Regina (Regina, Saskatchewan)	Cisco Systems, Incorporated	Research chair in e-governance (Johnson-Shoyama Graduate School of Public Policy)	2 000 000 \$	Non minier
92	2012 ⁵⁰⁶	Université Laval (Québec, Québec)	BPR à la puissance Tetra Tech	Chaire de leadership en enseignement sur l'ingénierie du développement durable - BPR à la puissance Tetra Tech (Département de génie mécanique)	325 000 \$	Indéfini ou mixte
93	2012 ⁵⁰⁷	Université Western Ontario (London, Ontario)	Stephen Dattels (ancien vice-président de Barrick Gold Corporation, cofondateur et ancien directeur général d'Oriel Resources PLC, et ancien co- président du conseil d'administration et PDG de West African Minerals Corporation)	Stephen Dattels Visiting Series in Mining Law and Finance ; Fellowship in Mining Law and Finance (Faculté de droit)	1 525 000 \$	Minier

⁵⁰⁵ Université de Regina, communiqué, « Cisco funds research chair in e-governance » (20 novembre 2012), en ligne : Université de Regina <<http://www.uregina.ca/external/communications/feature-stories/current/fs-11202012.html>>.

⁵⁰⁶ Université Laval, communiqué, « Une chaire pour optimiser la formation des futurs ingénieurs » (23 octobre 2012), en ligne : Université Laval <<http://www.relationsmedias.ulaval.ca/comm/2012/octobre/une-chaire-pour-optimiser-formation-des-3317.html>> ; Annie Morin, « L'Université Laval resserre ses liens avec BPR », *La Presse [de Montréal]* (24 octobre 2012), en ligne : La Presse.ca <<http://www.lapresse.ca/le-s-oileil/actualites/education/201210/23/01-4586361-luniversite-laval-resserre-ses-liens-avec-bpr.php>>.

⁵⁰⁷ Université de Western Ontario, communiqué, « Gift Allows Western to Mine Industry Expertise » (24 mai 2012), en ligne : Université de Western Ontario <http://communications.uwo.ca/western_news/stories/2012/May/gift_allows_western_to_mine_industry_expertise.pdf>.

94	2013 ⁵⁰⁸	Université du Québec à Montréal (Montréal, Québec)	Osisko Mining Corporation	Chaire de recherche-innovation Osisko en géologie de l'exploration minière (Département des sciences de la Terre et de l'atmosphère)	500 000 \$	Minier
95	2013 ⁵⁰⁹	Université de Victoria (Victoria, Colombie-Britannique)	Goldcorp Incorporated	Centre for Social and Sustainable Innovation (Peter B. Gustavson School of Business)	500 000 \$	Indéfini ou mixte
96	2013 ⁵¹⁰	Université Laurentienne (Sudbury, Ontario)	Franco-Nevada Mining Corporation Limited	Poste de directeur général Franco-Nevada (École des mines Goodman)	500 000 \$	Minier
97	2013 ⁵¹¹	Université Laurentienne (Sudbury, Ontario)	IAMGOLD Corporation	Chaire de recherche en exploitation minière à ciel ouvert	1 250 000 \$	Minier

⁵⁰⁸ Université du Québec à Montréal, « Résolutions du Conseil académique 2012-2013 » (19 décembre 2012), en ligne : Université du Québec à Montréal <<http://www.sciences.uqam.ca/upload/files/pdf/2012-2013/2012-cafs-672.pdf>> ; Luc Chicoine, « Marchandisation de l'éducation : la minière Osisko fait son entrée l'UQAM » (2013) 8:1 Union Libre 4 à la p 4.

⁵⁰⁹ Université de Victoria, communiqué, « \$500,000 Donation Supports Social and Sustainable Innovation at UVic » (19 février 2013), en ligne : Université de Victoria <<http://communications.uvic.ca/releases/release.php?display=release&id=1360>>.

⁵¹⁰ Université Laurentienne, communiqué, « La Laurentienne nomme le directeur général de l'École des mines Goodman » (16 janvier 2013), en ligne : Université Laurentienne <<http://www.laurentian.ca/fr/content/la-laurentienne-nomme-le-directeur-g%C3%A9n%C3%A9ral-de-l%E2%80%99cole-des-mines-goodman>>.

⁵¹¹ Université Laurentienne, communiqué, « L'Université Laurentienne crée la première Chaire de recherche en exploitation minière à ciel ouvert » (14 janvier 2013), en ligne : Université Laurentienne <<http://laurentian.ca/fr/content/l%E2%80%99universit%C3%A9-laurentienne-cr%C3%A9e-la-premi%C3%A8re-chaire-de-recherche-en-exploitation-mini%C3%A8re-%C3%A0-ciel>>.

			(École de génie Bharti)		
98	2013 ⁵¹²	Université Laurentienne (Sudbury, Ontario)	Vale	Centre de recherche en santé et sécurité au travail	Indéfini ou mixte
99	2013 ⁵¹³	Université Laurentienne (Sudbury, Ontario), en collaboration avec 23 autres universités canadiennes ⁵¹⁴	Exploration Innovation Consortium (EIC) du Conseil canadien de l'innovation minièr (CMIC) (constitué de 35 partenaires de l'industrie, dont 27 parrainent le projet Empreintes) ⁵¹⁵	Projet Empreintes (dirigé par l'Université Laurentienne et le Conseil canadien de l'innovation minièr)	7 500 000 \$ Minier

⁵¹² Université Laurentienne, communiqué, « Vale fait un investissement dans le Centre de recherche en santé et sécurité au travail de l'Université Laurentienne » (7 décembre 2012), en ligne : Université Laurentienne <<http://laurentian.ca/fr/content/vale-fait-un-investissement-dans-le-centre-de-recherche-en-sant%C3%A9-et-s%C3%A9curit%C3%A9-au-travail-de-l->>.

⁵¹³ Université Laurentienne, « Tête », *supra* note 291.

⁵¹⁴ Pour la liste complète des universités partenaires, voir Conseil canadien de l'innovation minière <<http://cmic-footprints.ca/people/structure-organization>>.

⁵¹⁵ Pour la liste complète des commanditaires, voir Conseil canadien de l'innovation minière <<http://cmic-footprints.ca/people/structure-organization>>.

100	2013 ⁵¹⁶	Université Queen's (Kingston, Ontario)	Allied Nevada Gold Corporation	Allied Nevada Professorship in Surface Mine Planning and Design (Département d'exploitation minière Robert M. Buchan)	2 000 000 \$	Minier
101	2013 ⁵¹⁷	Université du Québec en Abitibi- Témiscamingue (Rouyn-Noranda, Québec), en collaboration avec l'École Polytechnique de Montréal/Université de Montréal (Montréal, Québec)	Agnico Eagle Mines Limited, Osisko Mining Corporation, IAMGOLD Corporation, Rio Tinto, Fer et Titane Incorporated et Xstrata Nickel Mine Raglan	Institut de recherche en mines et en environnement (IRME) UQAT-Polytechnique	10 000 000 \$ ⁵¹⁸	Minier

⁵¹⁶ Faculté de génie et des sciences appliquées (Université Queen's), « Queen's Faculty of Engineering and Applied Science – The Allied Nevada Professorship in Surface Mine Planning & Design » (11 janvier 2013), en ligne : Université Queen's <<http://engineering.queensu.ca/Governance/FacultyBoard/Meetings/files/AlliedNevadaProfessorshipinSurfaceMinePlanningDesign.pdf>>.

⁵¹⁷ Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, communiqué, « Première québécoise pour la recherche dans le secteur minier » (24 avril 2013), en ligne : École Polytechnique de Montréal <<http://www.uqat.ca/universite/medias/communiques/index.asp?RefCom=922>>.

⁵¹⁸ Ce montant est approximatif.

102	2013 ⁵¹⁹	Université Laval (Québec, Québec)	Cisco Systems, Incorporated	Chaire de leadership en enseignement à distance en matière d'informatique et de génie logiciel – Cisco (Département d'informatique et de génie logiciel)	325 000 \$	Indéfini ou mixte
103	Non- divulgué ⁵²⁰	Université Western Ontario (London, Ontario)	Dale Wallster (fondateur et président de Roughrider Uranium)	Département des sciences de la Terre	90 000 \$	Minier
104	Non- divulgué ⁵²¹	Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, Colombie- Britannique)	Goldcorp Incorporated	Mineral Deposit Research Unit (Département des sciences de la Terre et d'océanographie)	Non-divulgué	Minier

⁵¹⁹ Université Laval, communiqué, « L'Université Laval et Cisco créent une Chaire de leadership en enseignement à distance en matière d'informatique et de génie logiciel » (13 mars 2013), en ligne : Université Laval <<http://www.relationsmedias.ulaval.ca/comm/2013/mars/universite-laval-cisco-creent-une-chaire-3337.html>>.

⁵²⁰ Université de Western Ontario, « Science Flashpoint », *supra* note 442.

⁵²¹ Goldcorp Incorporated, « Pratique minières responsables », en ligne : Goldcorp Incorporated <<http://www.goldcorp.com/French/pratiques-minieres-responsables/dons/education/default.aspx>>.

105	Non-divulgué ⁵²²	Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, Colombie-Britannique)	Goldcorp Incorporated	National Centre for Business Law (Faculté de droit)	Non-divulgué	Non minier
TOTAL : 602 209 860 \$						

⁵²² *Ibid.*

ANNEXE B

REVENUS ANNUELS DE L'UNIVERSITÉ DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE, DE L'UNIVERSITÉ DE TORONTO ET DE L'UNIVERSITÉ LAURENTIENNE, AVRIL 1995-MARS 2012

Année fiscale	Université de la Colombie-Britannique	Université de Toronto	Université Laurentienne
1995-1996 ⁵²³	700 332 000 \$	982 125 000 \$	75 519 000 \$
1996-1997 ⁵²⁴	751 242 000 \$	981 636 000 \$	68 448 000 \$
1997-1998 ⁵²⁵	754 334 000 \$	1 060 729 000 \$	70 950 000 \$
1998-1999 ⁵²⁶	754 026 000 \$	1 135 077 000 \$	72 345 000 \$
1999-2000 ⁵²⁷	879 722 000 \$	1 521 994 000 \$	78 209 000 \$
2000-2001 ⁵²⁸	920 888 000 \$	1 405 361 000 \$	80 521 000 \$
2001-2002 ⁵²⁹	1 041 841 000 \$	1 426 271 000 \$	89 093 000 \$
2002-2003 ⁵³⁰	1 271 347 000 \$	1 408 304 000 \$	90 702 000 \$
2003-2004 ⁵³¹	1 392 964 000 \$	2 044 581 000 \$	101 348 000 \$

⁵²³ Statistique Canada, « 1980-1999 », *supra* note 185.

⁵²⁴ *Ibid.*

⁵²⁵ *Ibid.*

⁵²⁶ *Ibid.*

⁵²⁷ Statistique Canada, « 1999-2000 », *supra* note 185 aux pp 320, 266, 240.

⁵²⁸ Statistique Canada, « 2000-2001 », *supra* note 185 aux pp 320, 266, 240.

⁵²⁹ Statistique Canada, « 2001-2002 », *supra* note 185 aux pp 326, 272, 246.

⁵³⁰ Statistique Canada, « 2002-2003 », *supra* note 185 aux pp 330, 274, 248.

⁵³¹ Statistique Canada, « 2003-2004 », *supra* note 185 aux pp 336, 280, 254.

2004-2005 ⁵³²	1 423 831 000 \$	2 147 497 000 \$	125 008 000 \$
2005-2006 ⁵³³	1 809 508 000 \$	2 357 520 000 \$	152 304 000 \$
2006-2007 ⁵³⁴	1 696 365 000 \$	2 638 415 000 \$	138 306 000 \$
2007-2008 ⁵³⁵	1 767 699 000 \$	2 434 805 000 \$	143 720 000 \$
2008-2009 ⁵³⁶	1 648 584 000 \$	2 043 882 000 \$	135 983 000 \$
2009-2010 ⁵³⁷	2 172 074 000 \$	2 884 990 000 \$	166 783 000 \$
2010-2011 ⁵³⁸	2 338 916 000 \$	3 011 858 000 \$	163 014 000 \$
2011-2012 ⁵³⁹	2 198 606 000 \$	3 028 479 000 \$	157 495 000 \$
Total	23 522 279 000 \$	32 513 524 000 \$	1 909 748 000 \$

⁵³² Statistique Canada, « 2004-2005 », *supra* note 185.

⁵³³ Statistique Canada, « 2005-2006 », *supra* note 185.

⁵³⁴ Statistique Canada, « 2006-2007 », *supra* note 185.

⁵³⁵ Statistique Canada, « 2007-2008 », *supra* note 185.

⁵³⁶ Statistique Canada, « 2008-2009 », *supra* note 185.

⁵³⁷ Statistique Canada, « 2009-2010 », *supra* note 185 aux pp 346, 292, 260

⁵³⁸ Statistique Canada, « 2010-2011 », *supra* note 179 aux pp 346, 292, 260.

⁵³⁹ Statistique Canada, « 2011-2012 », *supra* note 185 aux pp 346, 292, 260.

ANNEXE C

TOTAL DES REVENUS ANNUELS DE L'UNIVERSITÉ DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE, DE L'UNIVERSITÉ DE TORONTO ET DE L'UNIVERSITÉ LAURENTIENNE PROVENANT DE DONS PRIVÉS, AVRIL 1995-MARS 2012⁵⁴⁰

Année fiscale	Université de la Colombie-Britannique	Université de Toronto	Université Laurentienne
1995-1996 ⁵⁴¹	56 748 000 \$	145 671 000 \$	3 475 000 \$
1996-1997 ⁵⁴²	63 919 000 \$	135 016 000 \$	3 117 000 \$
1997-1998 ⁵⁴³	66 984 000 \$	176 066 000 \$	4 565 000 \$
1998-1999 ⁵⁴⁴	61 806 000 \$	201 389 000 \$	4 884 000 \$
1999-2000 ⁵⁴⁵	79 023 000 \$	102 203 000 \$	2 757 000 \$
2000-2001 ⁵⁴⁶	18 541 000 \$	98 068 000 \$	2 190 000 \$
2001-2002 ⁵⁴⁷	29 522 000 \$	122 383 000 \$	1 784 000 \$

⁵⁴⁰ Ce tableau vise à fournir un aperçu des tendances de financement privé au cours du temps. Il convient de noter que des changements dans les méthodes de collecte des données empêchent des comparaisons précises. Un changement notable a été mis en œuvre par l'ACPAU au cours de l'exercice financier 1999-2000 et concerne la distinction entre les dons de bienfaisance et les dons privés (c'est-à-dire, le soutien financier conditionnel à la livraison d'un produit ou d'un service spécifique) dans les rapports des universités.

⁵⁴¹ Statistique Canada, « 1980-1999 », *supra* note 185.

⁵⁴² *Ibid.*

⁵⁴³ *Ibid.*

⁵⁴⁴ *Ibid.*

⁵⁴⁵ Statistique Canada, « 1999-2000 », *supra* note 185.

⁵⁴⁶ Statistique Canada, « 2000-2001 », *supra* note 185.

⁵⁴⁷ Statistique Canada, « 2001-2002 », *supra* note 185.

2002-2003 ⁵⁴⁸	36 738 000 \$	75 892 000 \$	1 564 000 \$
2003-2004 ⁵⁴⁹	15 560 000 \$	71 298 000 \$	1 777 000 \$
2004-2005 ⁵⁵⁰	37 054 000 \$	88 132 000 \$	4 772 000 \$
2005-2006 ⁵⁵¹	34 135 000 \$	88 596 000 \$	14 217 000 \$
2006-2007 ⁵⁵²	49 784 000 \$	115 757 000 \$	3 981 000 \$
2007-2008 ⁵⁵³	41 716 000 \$	102 115 000 \$	8 301 000 \$
2008-2009 ⁵⁵⁴	38 622 000 \$	150 662 000 \$	5 051 000 \$
2009-2010 ⁵⁵⁵	72 288 000 \$	93 884 000 \$	6 662 000 \$
2010-2011 ⁵⁵⁶	56 196 000 \$	105 140 000 \$	7 281 000 \$
2011-2012 ⁵⁵⁷	42 314 000 \$	106 619 000 \$	5 665 000 \$
Total	800 950 000 \$	1 978 891 000 \$	82 043 000 \$

⁵⁴⁸ Statistique Canada, « 2002-2003 », *supra* note 185.

⁵⁴⁹ Statistique Canada, « 2003-2004 », *supra* note 185.

⁵⁵⁰ Statistique Canada, « 2004-2005 », *supra* note 185.

⁵⁵¹ Statistique Canada, « 2005-2006 », *supra* note 185.

⁵⁵² Statistique Canada, « 2006-2007 », *supra* note 185.

⁵⁵³ Statistique Canada, « 2007-2008 », *supra* note 185.

⁵⁵⁴ Statistique Canada, « 2008-2009 », *supra* note 185.

⁵⁵⁵ Statistique Canada, « 2009-2010 », *supra* note 185.

⁵⁵⁶ Statistique Canada, « 2010-2011 », *supra* note 179.

⁵⁵⁷ Statistique Canada, « 2011-2012 », *supra* note 185.

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTATION INTERNATIONALE

Assemblée parlementaire, Conseil de l'Europe. « Recommandation 1762 (2006) Liberté académique et l'autonomie des universités », dans Assemblée parlementaire, Conseil de l'Europe, *Textes adoptés, Session ordinaire de 2006 (troisième partie), 26-30 juin 2006*, Strasbourg, 2006, 57.

CESCR. *Observation générale 13 sur le droit à l'éducation (art. 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels)*, E/C12/1999/10, UNESCOR, 21^e sess (1999).

CESCR. « Fiche d'information n° 16 (Rev1) » (1996), en ligne : OHCHR NU <<http://www.ohchr.org/Documents/Publications/FactSheet16Rev.1fr.pdf>>.

ONU. « Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général : Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, New York, 16 décembre 1966 » (26 avril 2011), en ligne : TMDSG <<http://treaties.un.org/pages/Treaties.aspx?id=4&subid=A&lang=fr>>.

UNESCO. « Organisation de la session, activités du Conseil exécutif et hommage à son Président » dans UNESCO, *Actes de la Conférence générale, Vingt-neuvième session, Paris, 21 octobre-12 novembre 1997*, New York, NU, 1997, vol 1, 1.

UNESCO. « Recommandation concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur » dans UNESCO, *Actes de la Conférence générale, Vingt-neuvième session, Paris, 21 octobre-12 novembre 1997*, New York, NU, 1997, vol 1, 26.

UNESCO. « Règlement relatif aux recommandations aux États membres et aux conventions internationales prévues par l'article IV, paragraphe 4, de l'Acte constitutif » (1 janvier 2004), en ligne : UNESCO <http://portal.unesco.org/fr/ev.phpURL_ID=21681&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html>.

DOCUMENTATION GOUVERNEMENTALE : JURISPRUDENCE

Baker c Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration), [1999] 2 RCS 817, 174 DLR (4^e) 193.

Health Services and Support – Facilities Subsector Bargaining Assn. c Colombie-Britannique, 2007 CSC 27, [2007] 2 RCS 391.

Irwin Toy Ltd c Québec (Procureur général), [1989] 1 RCS 927, 58 DLR (4^e) 577.

McKinney c Université de Guelph, [1990] 3 RCS 229, 76 DLR (4^e) 545.

R c Keegstra, [1990] 3 RCS 697, 3 CRR (2d) 193.

DOCUMENTATION GOUVERNEMENTALE : LÉGISLATION

Charte canadienne des droits et libertés, partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982*, constituant l'annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (RU), 1982.

Loi constitutionnelle de 1867 (RU), 30 & 31 Vict, c 3, art 93, reproduit dans LRC 1985, ann II, n^o 5.

Loi de l'impôt sur le revenu, LRC 1985, c 1 (5^e supp).

Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines, LRC 1985, c S-12.

Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, LRC 1985, c N-21.

Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada, LC 2000, c 6.

DOCUMENTATION GOUVERNEMENTALE : AUTRE

Agence du revenu du Canada. « Bulletin d'interprétation en matière d'impôt sur le revenu, IT-110R3 » (9 septembre 2002), en ligne : ARC <<http://www.cra-arc.gc.ca/F/pub/tp/it110r3/it110r3-f.html>>.

Bissonnette, Lise et John R Porter. *L'Université québécoise : Préserver les fondements, engager des refondations – Rapport du chantier sur une loi-cadre des universités*, Québec, Gouvernement de Québec, 2013.

Chaires de recherche du Canada. « Bilan de l'année 2007-2008 », Ottawa, Chaires de recherche du Canada, 2008.

Chambre de commerce du Canada. « Capitale minière : Comment le Canada a transformé ses richesses naturelles en avantage concurrentiel mondial » (janvier 2013), en ligne : Chambre de commerce du Canada <http://www.chamber.ca/fr/medias/blogue/130130-capitale-mini%C3%A8re/130130_Capitale_miniere.pdf>.

Commission sur l'éducation postsecondaire au Nouveau-Brunswick (Éducation postsecondaire, formation et travail, Gouvernement du Nouveau-Brunswick). *Avantage Nouveau-Brunswick : Une province cherche à accomplir sa destinée*, Fredericton, Gouvernement du Nouveau-Brunswick, 2007.

CRSH. « Au sujet du CRSH », en ligne : CRSH <http://www.sshrc-crsh.gc.ca/about-au_sujet/index-fra.aspx>.

CRSNG. « CRSNG – Historique – Chronique des événements », en ligne : CRSNG <http://www.nserc-crsng.gc.ca/NSERC-CRSNG/History-Historique/chronicle-chronique_fra.asp>.

CRSNG. « Les débuts du CRSNG sous l'égide du CNRC », en ligne : CRSNG <http://www.nserc-crsng.gc.ca/NSERC-CRSNG/History-Historique/chronicle-chronique_fra.asp>.

CRSNG. « Programme de l'idée à l'innovation » (8 novembre 2011), en ligne : CRSNG <http://www.nserc-crsng.gc.ca/Professors-Professeurs/RPP-PP/I2I-INNOV_fra.asp>.

Développement des ressources humaines Canada. *Le savoir, clé de notre avenir – le perfectionnement des compétences au Canada*, Hull (QC), Développement des ressources humaines Canada, 2002.

Gouvernement de l'Ontario. *Cadre stratégique de l'Ontario pour la différenciation du système d'éducation postsecondaire*, Toronto, Gouvernement de l'Ontario, 2013.

Gouvernement du Québec. *L'Enseignement supérieur pour tous : Synthèse de la démarche préparatoire – Sommet sur l'enseignement supérieur*, Québec, Gouvernement du Québec, 2013.

Graham, William, « Academic Freedom or Commercial License ? » dans James Turk, dir, *The Corporate Campus: Commercialization and the Dangers to Canada's Colleges and Universities*, Toronto, Lorimer & Company Limited, 2000, 23.

Industrie Canada. *Atteindre l'excellence : Investir dans les gens, le savoir et les possibilités*, Ottawa, Industrie Canada, 2001.

IRSC. « À propos de nous », en ligne : IRSC <<http://www.cihr-irsc.gc.ca/f/37792.html>>.

IRSC. « Stratégie de commercialisation et d'innovation des IRSC » (21 décembre 2005), en ligne : IRSC <<http://www.cihr-irsc.gc.ca/f/30162.html>>.

MAECD. « Bienvenue au Bureau du conseiller en responsabilité sociale des entreprises (RSE) de l'industrie extractive », en ligne : Gouvernement du Canada <http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/index.aspx?lang=fr>.

MAECD. « Bienvenue au Bureau du conseiller en responsabilité sociale des entreprises (RSE) de l'industrie extractive : contexte », en ligne : Gouvernement du Canada <http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/Background-Contexte.aspx?lang=fr>.

MAECI. *L'exploitation minière dans les pays en développement et la responsabilité sociale des entreprises - Réponse du gouvernement au Quatorzième rapport du comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international* (17 octobre 2005), en ligne : Parlement du Canada <<http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=2030362&Language=F&Mode=1&Parl=38&Ses=>>>.

MAECI. « Renforcer l'avantage canadien : Stratégie de responsabilité sociale des entreprises (RSE) pour les sociétés extractives canadiennes présentes à l'étranger » (mars 2009), en ligne : MAECD <<http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/topics-domaines/other-autre/csr-strat-rse.aspx?lang=fr>>.

McCall, Warren. *Post-Secondary Education Accessibility and Affordability Review*, Regina, Gouvernement de la Saskatchewan, 2007.

Ministère de l'éducation postsecondaire, de la formation et du travail (Cabinet du premier ministre de Nouveau-Brunswick). Communiqué, « Annonce de financement prévisible pour les universités et de droits de scolarité stables » (30

octobre 2013), en ligne : Gouvernement de Nouveau-Brunswick <<http://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/nouvelles/communique.2013.10.1092.html>>.

Ministère des Finances du Canada. « Historique des transferts canadiens en matière de santé et de programmes sociaux », en ligne : Gouvernement du Canada <<http://www.fin.gc.ca/fedprov/his-fra.asp>>.

Ministère des Finances (Gouvernement de l'Ontario). *Budget de l'Ontario 2008 – Documents budgétaires* (25 mars 2008), en ligne : Gouvernement de l'Ontario <http://www.fin.gov.on.ca/fr/budget/ontariobudgets/2008/pdf/papers_all.pdf>.

Ministère des Ressources naturelles Canada. « Le Canada est un géant de l'exploration et de l'exploitation minières », en ligne : Ministère des Ressources naturelles Canada <<http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/documents-information/2013/1852>>.

Ministry of Advanced Education (Gouvernement de la Colombie-Britannique). « Education Costs – Post-secondary Data », en ligne : Ministry of Advanced Education <<http://www.aved.gov.bc.ca/tuition/>>.

Ministry of Advanced Education and Skills (Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador). Communiqué, « Investing in Education: A \$1.3 Billion Priority » (26 mars 2013), en ligne : Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador <<http://www.releases.gov.nl.ca/releases/2013/edu/0326n12.htm>>.

Ministry of Training, Colleges and Universities (Gouvernement de l'Ontario). Communiqué, « New Tuition Framework Reduces the Cap on Tuition Increases » (28 mars 2013), en ligne : Gouvernement de l'Ontario <<http://news.ontario.ca/tcu/en/2013/03/new-tuition-framework-reduces-the-cap-on-tuition-increases.html>>.

Newfoundland and Labrador Department of Education. *Foundation for Success: White Paper on Public Post-Secondary Education*, St. John's, Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, 2005.

Norrie, Ken et Mary Catharine Lennon. « @Issue Paper No. 6: Tuition Fee Policy Options for Ontario », Toronto, Higher Education Quality Council of Ontario, 2011.

O'Neill, Tim. *Report on the University System in Nova Scotia*, Halifax, Gouvernement de la Nouvelle-Écosse, 2010.

- Plan d'action économique du Canada. « Initiatives : Investir dans la recherche et l'innovation de calibre mondial », en ligne : Gouvernement du Canada <<http://action.plan.gc.ca/fr/page/investir-la-recherche-et-linnovation-de-calibre>>.
- Plant, Geoffrey P. *Campus 2020: Thinking Ahead – The Report*, Victoria, Gouvernement de la Colombie-Britannique, 2007.
- Rae, Bob. *Ontario: A Leader in Learning – Report & Recommendations*, Toronto, Gouvernement de l'Ontario, 2005.
- Royal Commission on the University of Toronto (Legislative Assembly of Ontario). « Report of the Royal Commission on the University of Toronto », Toronto, L K Cameron, 1906.
- Statistique Canada. *Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation*, 71-542-XIF, Ottawa, StatCan, 2009.
- Statistique Canada. « Frais de scolarité universitaires, 2013-2014: Moyenne des droits de scolarité des étudiants canadiens du premier cycle inscrits à temps plein, par province » (12 septembre 2013), en ligne : Statistique Canada <<http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/130912/t130912b001-eng.htm>>.
- Statistique Canada. *Information financière des universités et collèges, 1980-1999*, Ottawa, StatCan, 2000.
- Statistique Canada. *Information financière des universités et collèges, 1999-2000*, Ottawa, StatCan, 2001.
- Statistique Canada. *Information financière des universités et collèges, 2000-2001*, Ottawa, StatCan, 2002.
- Statistique Canada. *Information financière des universités et collèges, 2001-2002*, Ottawa, StatCan, 2003.
- Statistique Canada. *Information financière des universités et collèges, 2002-2003*, Ottawa, StatCan, 2004.
- Statistique Canada. *Information financière des universités et collèges, 2003-2004*, Ottawa, StatCan, 2005.
- Statistique Canada. *Information financière des universités et collèges, 2004-2005*, Ottawa, StatCan, 2006.

Statistique Canada. *Information financière des universités et collèges, 2005-2006*, Ottawa, StatCan, 2007.

Statistique Canada. *Information financière des universités et collèges, 2006-2007*, Ottawa, StatCan, 2008.

Statistique Canada. *Information financière des universités et collèges, 2007-2008*, Ottawa, StatCan, 2009.

Statistique Canada. *Information financière des universités et collèges, 2008-2009*, Ottawa, StatCan, 2010.

Statistique Canada. *Information financière des universités et collèges, 2009-2010*, Ottawa, StatCan, 2011.

Statistique Canada. *Information financière des universités et collèges, 2010-2011*, Ottawa, StatCan, 2012.

Statistique Canada. *Information financière des universités et collèges, 2011-2012*, Ottawa, StatCan, 2013.

Steering Committee for A Learning Alberta (Alberta Ministry for Advanced Education). *A learning Alberta: Final report of the Steering Committee*, Edmonton, Gouvernement de l'Alberta, 2006.

Stephen Harper (Premier ministre du Canada). Communiqué, « Le PM annonce un appui au Centre canadien des études sur la sécurité mondiale : La recherche faite au centre contribuera à la sécurité nationale et internationale » (29 avril 2010), en ligne : Gouvernement du Canada <<http://www.pm.gc.ca/fra/nouvelles/2010/04/29/pm-annonce-appui-au-centre-canadien-des-etudes-la-securite-mondiale>>.

Stephen Harper (Premier ministre du Canada). Note d'information, « Centre canadien des études sur la sécurité mondiale à l'École Munk des affaires internationales de l'Université de Toronto » (29 avril 2010), en ligne : Gouvernement du Canada <<http://www.pm.gc.ca/fra/nouvelles/2010/04/29/centre-canadien-des-etudes-la-securite-mondiale-lecole-munk-des-affaires>>.

DOCTRINE : ARTICLES

Abrahamsen, Rita. « African Studies and the Postcolonial Challenge » (2003) 102:407 *African Affairs* 189.

- Anderson, Melissa S. « The Complex Relations between the Academy and Industry: Views from the Literature » (2001) 72:2 *The Journal of Higher Education* 226.
- Anghie, Antony. « Civilization and Commerce: The Concept of Governance in Historical Perspective » (2000) 45 *Vill L Rev* 887.
- Bailey, Richard. « Overcoming Veriphobia – Learning to Love Truth Again » (2001) 49:2 *British Journal of Educational Studies* 159.
- Buchbinder, Howard et Janice Newson. « Corporate-University Linkages and the Scientific-Technical Revolution » (1985) 16:3 *Interchange* 37.
- Buchbinder, Howard et Janice Newson. « Corporate-University Linkages in Canada: Transforming a Public Institution » (1990) 20 *Higher Education* 355.
- Calvo-Sotelo, Pablo Campos. « The Architecture of Higher Education: University Spatial Models at the Start of the Twenty-first Century » (2001) *Higher Education* 14.
- Chakrabarty, Dipesh. « Postcoloniality and the Artifice of History: Who Speaks for 'Indian' Pasts? » (1992) 37 *Representations* 1.
- Chicoine, Luc. « Marchandisation de l'éducation : la minière Osisko fait son entrée l'UQAM » (2013) 8:1 *Union Libre* 4.
- Chouinard, Carole. « Considerations in Corporate Giving » (2009) 21:4 *The Philanthropist* 297.
- Coumans, Catherine. « Occupying Spaces Created by Conflict. Anthropologists, Development NGOs, Responsible Investment, and Mining » (2011) 52:3 *Current Anthropology* 29.
- Domville, Julie. « Generous Times: Walking the Mining Sector's Philanthropic Web » (2007) *Mineral Exploration* 107.
- Dowling, John et Jeffrey Pfeffer. « Organizational Legitimacy: Social Values and Organizational Behavior » (1975) 18:1 *Pacific Sociological Review* 122.
- Eastman, Julia Antonia. « Recettes et réformes organisationnelles dans l'enseignement supérieur : Quelques aperçus du Canada » (2006) 3:18 *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur* 63.

- Essaji, Azim et Sue Horton. « Silent Escalation: Salaries of Senior University Administrators in Ontario, 1996-2006 » (2010) 59 *Higher Education* 303.
- Gan, Ailian. « The Impact of Public Scrutiny on Corporate Philanthropy » (2006) 26 *Journal of Business Ethics* 217.
- Gillin, Charles T. « The Bog-like Ground on which We Tread: Arbitrating Academic Freedom in Canada » (2002) 39:3 *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie* 301.
- Graham, Linda J. « The Product of Text and 'Other' Statements: Discourse Analysis and the Critical Use of Foucault » (2011) 43:6 *Educational Philosophy and Theory* 663.
- Haraway, Donna. « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective » (1988) 14:3 *Feminist Studies* 575.
- Harding, Sandra. « A Socially Relevant Philosophy of Science?: Resources from Standpoint Theory's Controversiality » (2004) 19:1 *Hypatia* 25.
- Haverhals, Barbara. « The Normative Foundations of Research-based Education: Philosophical Notes on the Transformation of the Modern University Idea » (2007) *Studies in Philosophy and Education* 26.
- Jones, Glen A, Theresa Shanahan et Paul Goyan. « University Governance in Canadian Higher Education » (2001) 7 *Tertiary Education and Management* 135.
- Karran, Terence. « Academic Freedom in Europe: Reviewing UNESCO's Recommendation » (2009) 57:2 *British Journal of Educational Studies* 191.
- Kirby, Dale. « Reviewing Canadian Post-Secondary Education: Post-Secondary Education Policy in Post-Industrial Canada » (2007) 65 *Canadian Journal of Educational Administration and Policy* 1.
- Macfarlane, Judith. « Beyond the Right to Offend: Academic Freedom, Rights and Responsibilities in the Canadian University Classroom » (1997) 20 *Dal LJ* 78.
- Marginson, Simon. « La mondialisation, 'l'Idée d'une université' et ses codes d'éthique » (2007) 19:1 *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur* 31.

- Martin, Eric et Simon Tremblay-Pepin. « Québec Students Teach the World a Lesson » (2012) 46:5 Canadian Dimension, en ligne : Canadian Dimension <<http://canadiandimension.com/articles/4992/>>.
- Menon, Maria Eliophotou. « Student Involvement in University Governance: A Need for Negotiated Educational Aims? » (2003) 9:3 Tertiary Education and Management 233.
- Metcalf, Amy Scott et al. « How Influential are Faculty Today? Responses from the Canadian Professoriate » (2010) Academic Matters: The Journal of Higher Education, en ligne : Academic Matters <<http://www.academicmatters.ca/2010/10/how-influential-are-faculty-today-responses-from-the-canadian-professoriate/>>.
- Meyer, John W et Brian Rowan. « Institutionalized Organizations: Formal Structure as Myth and Ceremony » (1977) 83:2 American Journal of Sociology 340.
- Mutua, Makau. « Human Rights in Africa: The Limited Promise of Liberalism » (2008) 51:1 African Studies Review 17.
- Newson, Janice. « Disrupting the 'Student as Consumer' Model: The New Emancipatory Project » (2004) 18:2 International Relations 227.
- Newson, Janice. « The Corporate-Linked University: From Social Project to Market Force » (1998) 23:1 Canadian Journal of Communication 107.
- Newson, Janice. « The University on the Ground: Reflections on the Canadian Experience » (2006) 1 Revista del Centro de Estudio y Documentación sobre la Educación superior puertorriqueña 72.
- Neu, Dean, Hussein Warsame et Kathryn Pedwell. « Managing Public Impressions: Environmental Disclosures in Annual Reports » (1998) 23:3 Accounting, Organizations and Society 265.
- Persaud, Navindra. « Questionable Content of an Industry-Supported Medical School Lecture Series : A Case Study » (2013) 0:1-5 J Med Ethics 1.
- Prakash, Gyan. « Orientalism Now » (1995) 34:3 History and Theory 199.
- Prakash, Sethi S. « A Conceptual Framework for Environmental Analysis of Social Issues and Evaluation of Business Response Patterns » (1979) 4:1 The Academy of Management Review 63.

- Savage, Donald C et Patricia A Finn. « UNESCO and the Universities » (1999) 85:4 Academe 40.
- Steck, Henry. « Corporatization of the University: Seeking Conceptual Clarity » (2003) 58:5 Higher Education in the Twenty-First Century 66.
- Tannock, Stuart. « Learning to Plunder: Global Education, Global Inequality and the Global City » (2010) 8:1 Policy Futures in Education 82.
- Walby, Sylvia. « Against Epistemological Chasms: The Science Question in Feminism Revisited » (2001) 26:2 Signs 485.
- Young, Robert J C. « What is the Postcolonial? » (2009) 40:1 ARIEL 13.

DOCTRINE : MONOGRAPHS

- Abrahamsen, Rita. « Postcolonialism » dans Martin Griffiths, dir, *International Relations Theory for the Twenty-First Century: An Introduction*, London, Routledge, 2007, 111.
- Arbour, J-Maurice et Geneviève Parent. *Droit international public*, 5^e éd, Cowansville (Qc), Yvon Blais, 2006.
- Axelrod, Paul. *Scholars and Dollars: Politics, Economics, and the Universities of Ontario, 1945-1980*, Toronto, University of Toronto Press, 1983.
- Barendt, Eric. *Academic Freedom and the Law: A Comparative Study*, Oxford, Hart Publishing, 2010.
- Buchbinder, Howard et Janice Newson. *The University Means Business: Universities, Corporations and Academic Work*, Toronto, Garamond Press, 1988.
- Chakrabarty, Dipesh. *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2000.
- Chowdry, Geeta et Sheila Nair. *Power, Postcolonialism and International Relations: Reading Race, Gender and Class*, London, Routledge, 2002.
- Clark, Howard C. *Growth and Governance of Canadian Universities: An Insider's View*, Vancouver, UBC Press, 2003.

- Cousins, Mark et Althar Hussain. *Michel Foucault*, Baskingstoke (RU), Macmillan, 1984.
- Danaher, Geoff, Tony Schirato et Jen Webb. *Understanding Foucault*, London, Sage Publications, 2000.
- Dépelteau, François. *La démarche d'une recherche en sciences humaines : de la question de départ à la communication des résultats*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1998.
- Downing, Lisa. *The Cambridge Introduction to Michel Foucault*, Cambridge (MA), Cambridge University Press, 2008.
- Escobar, Arturo. *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton, Princeton University Press, 1995.
- Foucault, Michel. *L'Archéologie du savoir*, Paris, Éditions Gallimard, 1969.
- Foucault, Michel. *The Order of Things: An Archaeology of the Human Sciences*, London, Routledge, 1970.
- Harding, Sandra. *Whose Science? Whose Knowledge?: Thinking from Women's Lives*, Ithaca (NY), Cornell University Press, 1991.
- Haskell, Thomas L. *Objectivity is Not Neutrality: Explanatory Schemes in History*, London, Johns Hopkins University Press, 1998.
- Horn, Michiel. *Academic Freedom in Canada: A History*, Toronto, University of Toronto Press, 1999.
- Kant, Immanuel. *The Conflict of the Faculties*, traduit par Mary J Gregor, New York, Abaris Books, 1979.
- Lajoie, Andrée. *Vive la recherche libre !*, Montréal, Liber, 2009.
- McHoul, Alec et Wendy Grace. *A Foucault Primer: Discourse, Power and the Subject*, New York, Routledge, 2002.
- McNay, Lois. *Foucault: A Critical Introduction*, New York, The Continuum Publishing Company, 1994.

- McQuaig, Linda et Neil Brooks. *The Trouble with Billionaires: How the Super-Rich Hijacked the World (and How We Can Take it Back)*, Toronto, Penguin Books, 2010.
- Mill, John Stuart. *Auguste Comte and Positivism*, Philadelphia, J B Lippincott & Co, 1866.
- Mills, Sara. *Discourse*, London, Routledge, 2004.
- Mills, Sara. *Michel Foucault*, London, Routledge, 2003.
- Morton, F L. *Law, Politics, and the Judicial Process in Canada*, Calgary, University of Calgary Press, 2002.
- Newman, John Henry. *The Idea of the University Defined and Illustrated*, London, Longmans, Green & co., 1891.
- Novick, Peter. *That Noble Dream: The « Objectivity Question » and the American Historical Profession*, New York, Cambridge University Press, 1988.
- Said, Edward W. *Culture and Imperialism*, New York, Random House, 1993.
- Said, Edward W. *Des intellectuels et du pouvoir*, traduit par Paul Chemla, Alger, Éditions Marinoor, 2001.
- Said, Edward W. *L'Orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*, traduit par Catherine Malamoud, Paris, Seuil, 2005.
- Said, Edward W. *Reflections on Exile and Other Essays*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2000.
- Salama, Mohammad. *Islam, Orientalism and Intellectual History: Modernity and the Politics of Exclusion since Ibn Khaldun*, New York, I B Tauris & Co Ltd, 2011.
- Shohat, Ella. *Taboo Memories, Diasporic Voices*, Durham, Duke University Press, 2006.
- Smart, Barry. *Michel Foucault*, éd révisée, London, Routledge, 2002.
- Smith, Dorothy. *The Conceptual Practices of Power: A Feminist Sociology of Knowledge*, Boston, Northeastern University Press, 1990.

Thompson, Jon. *No Debate: The Israeli Lobby and Free Speech at Canadian Universities*, Toronto, Lorimer & Company, 2011.

Tudiver, Neil. *Universities for Sale: Resisting Corporate Control over Canadian Higher Education*, Toronto, Lorimer & Company, 1999.

DOCTRINE : OUVRAGES COLLECTIFS

Ashcroft, Bill, Gareth Griffiths et Helen Tiffin. « General Introduction » dans Bill Ashcroft, Gareth Griffiths et Helen Tiffin, dir, *The Postcolonial Studies Reader*, London, Routledge, 1995, 1.

Bruneau, William. « Professors in Their Places: Governance in Canadian Higher Education » dans Hans G Schuetze, William Bruneau et Garnet Grosjean, dir, *University Governance and Reform: Policy, Fads, and Experience in International Perspective*, New York, Palgrave Macmillan, 2012, 47.

Clifford, James. « On Orientalism » dans *The Predicament of Culture: Twentieth-Century Ethnography, Literature, and Art*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 1988, 255.

Domonkos, Leslie S. « History of Higher Education » dans Asa S Knowles, dir, *International Encyclopedia of Higher Education*, vol 5, San Francisco, Jossey-Bass, 1977, 2017.

Foucault, Michel. « Truth and Power » dans Colin Gordon, dir, *Power/Knowledge: Selected Interviews and Other Writings, 1972-1977*, Brighton (RU), Harvester Press, 1980, 109.

Gauthier, Benoît. « Introduction » dans Benoît Gauthier, dir, *Recherche social : de la problématique à la collecte des données*, 5^e éd, Québec, Presse de l'Université du Québec, 2009, 1.

Hall, Stuart. « The West and the Rest: Discourse and Power » dans Stuart Hall et al, dir, *Modernity: An Introduction to Modern Societies*, Cambridge (RU), Polity Press, 1995, 201.

Harding, Sandra. « Comment on Hekman's 'Truth and Method: Feminist Standpoint Theory Revisited': Whose Standpoint Needs the Regimes of Truth and Reality » dans Sandra Harding, dir, *The Feminist Standpoint Theory Reader: Intellectual and Political Controversies*, New York, Routledge, 2004, 255.

- Harding, Sandra. « Introduction: Standpoint Theory as a Site of Political, Philosophic, and Scientific Debate » dans Sandra Harding, dir, *The Feminist Standpoint Theory Reader: Intellectual and Political Controversies*, New York, Routledge, 2004, 1.
- Harding, Sandra. « Rethinking Standpoint Epistemology: What is 'Strong Objectivity'? » dans Linda Alcoff et Elizabeth Potter, dir, *Feminist Epistemologies*, New York, Routledge, 1993, 49.
- Hartsock, Nancy. « The Feminist Standpoint: Developing the Ground for a Specifically Feminist Historical Materialism » dans Sandra Harding et Merrill B Hintikka, dir, *Discovering Reality: Feminist Perspectives on Epistemology, Metaphysics, Methodology, and Philosophy of Science*, Dordrecht (Pays-Bas), D Reidel Publishing, 1983, 283.
- Jones, Glen A. « Canada » dans James J F Forest et Philip G Altbach, dir, *International Handbook of Higher Education*, Dordrecht (Pays-Bas), Springer, 2006, 627.
- Jones, Glen A. « The Structure of University Governance in Canada » dans Alberto Amaral, Glen A Jones et Berit Karseth, dir, *Governing Higher Education: National Perspectives on Institutional Governance*, Dordrecht (Pays-Bas), Kluwer Academic Publishers, 2002, 213.
- Julien, Frédéric. « Le printemps érable comme choc idéologique » dans Thomas Lindemann et al, *Guerres et reconnaissance : Forum « Le 'printemps érable' des étudiants québécois »*, Paris, L'Harmattan, 2012, 152.
- Kirby, Dale. « Marketizing Canadian Higher Education: An Examination of Recent Access Policy Reforms » dans Hans G Schuetze et Germán Álvarez Mendiola, dir, *State and Market in Higher Education Reform: Trends, Policies and Experiences in Comparative Perspective*, Rotterdam, Sense Publishers, 2012, 43.
- Kravetz, Diane et Jeanne Marecek. « The Feminist Movement » dans Judith Worell, dir, *Encyclopedia of Women and Gender: Sex Similarities and Differences and the Impact of Society on Gender*, San Diego, Academic Press, 2002, 457.
- Lazarus, Neil. « The Fetish of 'the West' in Postcolonial Theory » dans Crystal Bartolovich et Neil Lazarus, dir, *Marxism, Modernity and Postcolonial Studies*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, 43.

- Metcalf, Amy Scott et al. « Canada: Perspectives on Governance and Management » in William Locke, William K Cummings et Donald Fisher, dir, *Changing Governance and Management in Higher Education: The Perspectives of the Academy*, New York, Springer, 2011.
- Paul, Ross. « University Governance and Institutional Culture: A Canadian President's Perspective » dans Hans G Schuetze, William Bruneau et Garnet Grosjean, dir, *University Governance and Reform: Policy, Fads, and Experience in International Perspective*, New York, Palgrave Macmillan, 2012, 63.
- Renke, Wayne N. « Commercialization and Resistance » dans James Turk, dir, *The Corporate Campus: Commercialization and the Dangers to Canada's Colleges and Universities*, Toronto, Lorimer & Company Limited, 2000, 31.
- Rouse, Joseph. « Power/Knowledge » dans Gary Gutting, dir, *The Cambridge Companion to Foucault*, 2^e éd, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, 95.
- Schuetze, Hans G. « Canada » dans Charles J Russo, dir, *Handbook of Comparative Higher Education Law*, Lanham (MD), Rowman & Littlefield Education, 2013, 63.
- Schuetze, Hans G. « Canadian Universities and their Changing Environment: Consequences for Academic Governance and Administration » dans Akira Arimoto, dir, *University Reforms and Academic Governance Reconsidered: Report of the Six-Nation Higher Education Research Project* (2002), Rapport de Research Institute for Higher Education, Université d'Hirochima, 81.
- Shils, Edward. « The Academic Ethic » dans Steven Grosby, dir, *The Calling of Education: The Academic Ethic and Other Essays on Higher Education*, Chicago, University of Chicago Press, 1997, 3.
- Steward, Gillian. « Introduction » dans William Bruneau et James Turk, dir, *Disciplining Dissent: The Curbing of Free Expression in Academia and the Media (A CAUT Series Title)*, Toronto, Lorimer & Company, 2004, 15.
- Turk, James. « Introduction: What Commercialization Means for Education » dans James Turk, dir, *The Corporate Campus: Commercialization and the Dangers to Canada's Colleges and Universities*, Toronto, Lorimer & Company Limited, 2000, 3.

DOCTRINE : PÉRIODIQUES

Abraham, Carolyn. « X Marks the Spotlight for Elusive Benefactor », *The Globe and Mail* (11 octobre 2006), en ligne : The Globe and Mail.com <<http://www.theglobeandmail.com/technology/science/x-marks-the-spotlight-for-elusive-benefactor/article1107687/>>.

Anonyme. « Biting the Hand that Feeds Them – Peter Munk is Donating \$35-Million to the University of Toronto but all Left-Wing Activists see is the Evil Spectre of ‘Corporatization’ », éditorial, *The National Post* (22 janvier 2011) A24.

BBC News. « Chile Fines Barrick Gold \$16M for Pascua-Lama Mine », *BBC News* (24 mai 2013), en ligne : BBC News.co.uk <<http://www.bbc.co.uk/news/world-latin-america-22663432>>.

Belluz, Julia. « Future Doctors Demand Boundaries with Big Pharma: Medical Schools Address Conflict of Interest », *Macleans* (24 septembre 2013), en ligne : Macleans.ca <<http://www.macleans.ca/education/university/future-doctors-demand-boundaries-with-big-pharma/>>.

Biron, Martine. « Droit de scolarité : Québec imposera l’indexation », *Radio Canada* (26 février 2013), en ligne : Radio Canada.ca <<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2013/02/26/002-004-sommet-mardi-situation.shtml>>.

Bradley, Bill. « Vale Inco Commits \$4.5 Million to Living with Lakes Centre », *The Northern Life* (28 janvier 2008), en ligne : The Northern Life.ca <<http://www.northernlife.ca/news/localNews/2008/01-28-08-vale.aspx>>.

Bradshaw, James. « Queen’s University Turns to Alumni with \$500-Million Fundraising Campaign », *The Globe and Mail* (28 septembre 2012), en ligne : The Globe and Mail.com <<http://www.theglobeandmail.com/news/national/queens-university-turns-to-alumni-with-500-million-fundraising-campaign/article4573948/>>.

CanWest MediaWorks Publications. « Goldcorp Donates \$5 Mil to UBC », *The Vancouver Sun* (25 avril 2007), en ligne : Canada.com <<http://www.canada.com/vancouver/story.html?id=c3716613-2092-4536-be63-0761fdc53d8f>>.

CBC News. « Winnipeg Casserole Rally Attracts Dozens: Rally Participants Support Quebec Student Protesters », *CBC News* (30 mai 2012), en ligne : CBC.ca <<http://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/winnipeg-casserole-rally-attracts-dozens-1.1147363>>.

Cuff, Daniel F. « Chairman of Horsham Adding Chief's Post », *The New York Times* (23 avril 1990), en ligne : The New York Times.com <<http://www.nytimes.com/1990/04/23/business/business-people-chairman-of-horsham-adding-chief-s-post.html>>.

Derrington, Andrew. « University Fundraising: What the UK can Learn from Canada », *The Guardian* (20 mai 2013), en ligne : The Guardian.com <<http://www.theguardian.com/higher-education-network/blog/2013/may/20/higher-education-fundraising-canadian-universities>>.

Desjardins, David. « La culture du mépris », *Le Devoir [de Montréal]* (13 septembre 2012), en ligne : Le Devoir.com <<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/359051/la-culture-du-mepri>>.

Hachey, Isabelle. « Les casseroles résonnent partout à Montréal », *La Presse [de Montréal]* (24 mai 2012), en ligne : La Presse.ca <<http://www.lapresse.ca/actualites/dossiers/conflit-etudiant/201205/24/01-4528407-les-casseroles-resonnent-partout-a-montreal.php>>.

Lacey, Keith. « LU Gets \$8 Million for Mining Research », *The Northern Life* (8 mars 2007), en ligne : The Northern Life.ca <<http://www.northernlife.ca/news/localnews/2007/03-08-07-8MillionTOP.pdf>>.

La Presse canadienne. « Droits de scolarité : Marois annule la hausse et un partie de la loi 78 », *Le Devoir [de Montréal]* (20 septembre 2012), en ligne : Le Devoir.com <<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/359624/droits-de-scolarite-marois-annule-la-hauser-maintient-la-bonification-des-prets-et-bourses>>.

La Presse canadienne. « Marée étudiante dans les rues de Montréal », *Le Devoir [de Montréal]* (22 mars 2012), en ligne : Le Devoir.com <<http://www.ledevoir.com/societe/education/345676/journee-de-grande-manifestation-etudiante-une-premiere-action-cible-le-port-de-montreal>>.

La Presse canadienne. « Tuition Fight Could Spill Outside of Quebec as Ontario Students Get Set to Join Protest », *The National Post* (25 mai 2012), en ligne : The National Post.com <<http://news.nationalpost.com/2012/05/25/ontario-students-poised-to-join-quebec-in-tuition-protests/>>.

L'Écho Abitibien. « Osisko réplique », *L'Écho Abitibien* (13 février 2013), en ligne : L'Écho Abitibien <<http://www.lechoabitiibien.ca/2013/02/13/osisko-replique>>.

- Migneault, Jonathan. « Goodman Makes Historic Donation », *The Sudbury Star* (16 octobre 2012), en ligne : The Sudbury Star.com <<http://www.thesudburystar.com/2012/10/16/goodman-makes-historic-donation>>.
- Montréal Gazette. « Geologist is a Rock Star! », *Montréal Gazette* (30 décembre 2009), en ligne : Université McGill <<https://www.mcgill.ca/newsroom/channels/news/geologist-rock-star-113132>>.
- Morin, Annie. « L'Université Laval resserre ses liens avec BPR », *La Presse [de Montréal]* (24 octobre 2012), en ligne : La Presse.ca <<http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/education/201210/23/01-4586361-luniversite-laval-resserre-ses-liens-avec-bpr.php>>.
- Posner, Michael. « Peter Munk's Reflections on Being a Winner », *The Globe and Mail* (18 février 2011), en ligne : The Globe and Mail.com <<http://www.theglobeandmail.com/news/national/peter-munks-reflections-on-being-a-winner/article567172/?page=all>>.
- Radio-Canada. « Affaire Noir Canada : Écosociété et Barrick Gold règlent à l'amiable », *Radio-Canada* (19 octobre 2011), en ligne : Radio-Canada.ca <<http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2011/10/18/001-entente-ecosociete-barrick-gold.shtml>>.
- Seidman, Karen. « Aluminum Giant Rio Tinto Pledges \$10M to Hospitals; Rio Tinto Alcan Rallies Business Community » *The Gazette* (9 juin 2011), en ligne : Université McGill <<http://www.mcgill.ca/channels/news/montreal-gazette-aluminum-giant-pledges-10m-hospitals-rio-tinto-alcan-rallies-business-community-174672>>.
- Sudbury Northern Life Staff. « \$1 Million Xstrata Donation Targets Native Students' Needs » *The Northern Life* (21 juin 2011), en ligne : The Northern Life.ca <<http://www.northernlife.ca/news/localNews/2011/06/21-xstrata-donation-aboriginal-centre-sudbury.aspx>>.
- Sudbury Northern Life Staff. « FNX, Power Corporation Donate \$1 Million each to LU » *The Northern Life* (19 mai 2010), en ligne : The Northern Life.ca <<http://www.northernlife.ca/news/localNews/2010/05/LUdonation170510.aspx>>.
- Sudol, Stan. « Investing in 'The People We Engage to Pull Metal from the Ground' » *The Northern Life* (20 mai 2010), en ligne : The Northern Life.ca <<http://www.northernlife.ca/news/columns/guests/sudol-200510.aspx>>.

The National Post Editorial Board. « The National Post Editorial Board: Generous Gifts are Nothing to Fear », *The National Post* (21 janvier 2011), en ligne : The National Post.com <<http://fullcomment.nationalpost.com/2011/01/21/national-post-editorial-board/>>.

The Vancouver Sun. « Strangway's Quest for GLOBAL Education », (27 avril 2007) *The Vancouver Sun*, en ligne : Canada.com <<http://www.canada.com/vancouver/un/news/westcoastnews/story.html?id=feba7f9d-014d-4b97-84309533d58d01f7>>.

Valpy, Michael. « University of Toronto to Reveal New School of Global Affairs », *The Globe and Mail* (13 avril 2010), en ligne : The Globe and Mail.com <<http://www.theglobeandmail.com/news/toronto/university-of-toronto-to-reveal-new-school-of-global-affairs/article4314582/>>.

Wingrove, Josh et James Bradshaw. « Students Surprised by Alberta's Tuition Freeze », *The Globe and Mail* (18 avril 2013), en ligne : The Globe and Mail.com <<http://www.theglobeandmail.com/news/national/education/students-surprised-by-albertas-tuition-freeze/article11370907/>>.

Younglai, Rachelle. « Gold's Weakening Outlook Threatens Miners' Credit Rating », *The Globe and Mail* (8 janvier 2014), en ligne : The Globe and Mail.com <<http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/industry-news/energy-and-resources/credit-ratings-at-risk-as-moodys-cuts-gold-price-forecast/article16243722/>>.

ALLOCUTIONS ET TEXTES PRÉSENTÉ À DES CONFÉRENCES

Jones, Glen A. « Trends in Academic Governance in Canada », Conférence de la Confederation of University Faculty Associations of British Columbia, présentée à Vancouver, 9-10 mars 2012, dans Richard Kool, dir, *Academic Governance 3.0: What could it be? How can we get there?*, Vancouver, Confederation of University Faculty Associations of British Columbia, 2013, 6.

Pennock, Lea et al. « Academic Senates and University Governance in Canada: Changes in Structure and Perceptions of Senate Members », Annual Meeting of the Consortium of Higher Education Researchers, présentée à Belgrade, 10-12 septembre 2012 [non publiée], en ligne : Université de Toronto <http://www.oise.utoronto.ca/hec/Research_Resources/Governance.html>.

Polanyi, John C. Allocation d'ouverture au souper annuel de remise des prix du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, présentée à

Ottawa, 25 novembre 2002, en ligne : <<http://www.math.mun.ca/~edgar/polyani.html>>.

Stevenson, Michael (Président et Vice-chancelier de l'Université Simon Fraser). « The Public University and the Private Sector », Série de conférences au Vancouver Board of Trade, présentée à la Chambre de commerce de Vancouver, 28 mai 2002 [non publiée], en ligne : sfu.ca <<https://www.sfu.ca/pres/president/speeches/20023.html>>.

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Barrick Gold. Communiqué, « Barrick Founder and Chairman Peter Munk to Retire at 2014 AGM, John Thornton to Assume Chairmanship » (4 décembre 2013), en ligne : Barrick Gold <<http://www.barrick.com/investors/news/news-details/2013/Barrick-Founder-and-Chairman-Peter-Munk-to-Retire-at-2014-AGM-John-Thornton-to-Assume-Chairmanship/default.aspx>>.

Cisco Canada. Communiqué, « University of Saskatchewan and Cisco Establish Research Chair to Pursue Innovative Mining Solutions » (20 novembre 2012), en ligne : Cisco Canada <<http://newsroom.cisco.com/press-release-content?articleId=1106641>>.

Inco Limited. Communiqué, « Inco Limited Gives Huge Boost to Mining Innovations in Sudbury » (30 mars 2006), en ligne : Centre d'excellence en innovation minière <https://www.miningexcellence.ca/news/releases/links/Inco_Release_20060330.pdf>.

Kinross Gold Corporation. Communiqué, « Kinross Funds Mining and Sustainability Professorship at Queen's University » (7 septembre 2007), en ligne : Kinross Gold Corporation <<http://kinross.com/news-articles/2007/kinross-funds-mining-and-sustainability-professorship-at-queen%E2%80%99s-university.aspx>>.

Kinross Gold Corporation. Communiqué, « Kinross Funds Professorship in Mining Health and Safety at Queen's University » (9 mars 2012), en ligne : Kinross Gold Corporation <<http://www.kinross.com/news-articles/2012/030912-kinross-funds-professorship-in-mining-health-and-safety-at-queens.aspx>>.

Rio Tinto Alcan. Communiqué, « Rio Tinto Alcan accélère ses partenariats universitaires au Québec et investit dans de nouveaux projet R & D » (15 avril 2010), en ligne : Rio Tinto Alcan <http://www.riotintoalcan.com/FRA/media/35_media_releases_1849.asp>.

Rio Tinto Alcan. Communiqué, « Rio Tinto Alcan renouvelle son association avec le Centre universitaire de recherche sur l'aluminium (CURAL) jusqu'en décembre 2015 » (8 mars 2011), en ligne : Université du Québec à Chicoutimi <http://www.uqac.ca/medias/communiqué/2011/20110308_rio_tinto.pdf>.

Université de Brandon. Communiqué, « Vale Contributes to Research Project with Aim to Help Northern Manitoba Youth Education » (16 janvier 2012), en ligne : Université de Brandon <<http://www.brandonu.ca/news/2012/01/16/vale-contributes-to-research-project-with-aim-to-help-northern-manitoba-youth-education/>>.

Université de Calgary. Communiqué, « Faculty of Engineering Receives \$50-Million Boost » (22 juin 2005), en ligne : Université de Calgary <http://www.schulich.ucalgary.ca/Press_Release/2005/Schulich-PR.pdf>.

Université de Guelph. Communiqué, « Kinross Gold, U of G Announce Chair in Environmental Governance » (17 novembre 2010), en ligne : Université de Guelph <http://www.uoguelph.ca/news/2010/11/kinross_gold_u.html>.

Université de la Colombie-Britannique. Communiqué, « \$7.5M Gift Led by Teck Cominco Creates Norman B. Keevil Institute of Mining Engineering at UBC » (3 mai 2006), en ligne : Université de la Colombie-Britannique <<http://www.publicaffairs.ubc.ca/media/releases/2006/mr-06-046.html>>.

Université de la Colombie-Britannique. Communiqué, « Alcan Supports Medical Trust Fund » (5 août 2005), en ligne : Université de la Colombie-Britannique <<http://www.unbc.ca/releases/2005/08-05alcan>>.

Université de la Colombie-Britannique. Communiqué, « UBC Grad Donates \$50 Million to Alma Mater » (13 octobre 1998), en ligne : Université de la Colombie-Britannique <<http://www.publicaffairs.ubc.ca/media/releases/1998/mr-98-109.html>>.

Université de la Colombie-Britannique. Communiqué, « UBC Receives \$8 Million to Launch Biodiversity Research Centre » (31 janvier 2005), en ligne : Université de la Colombie-Britannique <<http://www.publicaffairs.ubc.ca/media/releases/2005/mr-05-013.html>>.

Université de la Colombie-Britannique. Communiqué, « University of British Columbia to Establish Kimberlite Research Unit for Diamond Exploration » (7 mars 2006), en ligne : Université de la Colombie-Britannique <http://www.mdru.ubc.ca/home/kru/KRU_in_MDRU_news.pdf>.

Université de Nouveau-Brunswick. Communiqué, « Honorary Degree, Recipient Donates \$2M » (19 mai 2011), en ligne : Université de Nouveau-Brunswick <<http://blogs.unb.ca/newsroom/2011/05/19/honorary-degree-recipient-donates-2m/>>.

Université de Nouveau-Brunswick. Communiqué, « UNB Officially Opens Quartermain Earth Science Centre » (6 octobre 2011), en ligne : Université de Nouveau-Brunswick <<http://blogs.unb.ca/newsroom/2011/10/06/unb-officially-opens-quartermain-earth-science-centre/>> .

Université d'Ottawa. Communiqué, « L'Université d'Ottawa profitera d'une contribution de 1,5 million \$ pour la Chaire Goldcorp en géologie économique » (16 novembre 2006), en ligne : Université d'Ottawa <<http://www.uottawa.ca/medias/communiquer-1019.html>>.

Université d'Ottawa. Communiqué, « Un don de 25 million \$ porte le résultat de la Campagne de financement de l'Université d'Ottawa à plus de 226 million \$ » (8 mai 2007), en ligne : Université Ottawa <<http://www.uottawa.ca/medias/communiquer-1144.html>>.

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. Communiqué, « 3,25 M\$ pour la Chaire en environnement et en gestion des rejets miniers - Confiance renouée du CRSNG et de l'industrie minière » (17 novembre 2006), en ligne : Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue <<http://www.uqat.ca/universite/medias/communiqués/index.asp?RefCom=315>>.

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. Communiqué, « Première québécoise pour la recherche dans le secteur minier » (24 avril 2013), en ligne : École Polytechnique de Montréal <<http://www.uqat.ca/universite/medias/communiqués/index.asp?RefCom=922>>.

Université du Québec à Chicoutimi. Communiqué, « Contribution de 3,5 M\$ du Fonds Rio Tinto Alcan Canada à la Campagne majeure de développement UQAC/FUQAC » (24 octobre 2011), en ligne : Université du Québec à Chicoutimi <http://www.uqac.ca/medias/communiquer/2011/20111024_alcan.pdf>.

Université du Québec à Chicoutimi. Communiqué, « Inauguration du Pavillon Rio Tinto Alcan (Laboratoire CURAL) (2 mai 2008), en ligne : Université du Québec à Chicoutimi <http://www.uqac.ca/medias/communiquer/2008/20080502_alcan.pdf>.

Université du Québec à Chicoutimi. Communiqué, « Nouveau investissement de Rio Tinto Alcan dans la recherche universitaire » (15 avril 2010), en ligne : Université du Québec à Chicoutimi <http://www.uqac.ca/medias/communiqué/2010/20100415_rio_tinto.pdf>.

Université de Regina. Communiqué, « Cisco funds research chair in e-governance » (20 novembre 2012), en ligne : Université de Regina <<http://www.uregina.ca/external/communications/feature-stories/current/fs-11202012.html>>.

Université de Saskatchewan. Communiqué, « Donation Allows U of S Business Students to Invest Real Money » (16 mai 2011), en ligne : Université de Saskatchewan <http://announcements.usask.ca/news/archive/2011/05/donation_allows.html>.

Université de Saskatchewan. Communiqué, « ICNGD Announces New Investments in Education and Research for Saskatchewan's Northern Communities » (26 septembre 2011), en ligne : Université de Saskatchewan <<http://www.usask.ca/cgsr/news/ICNGD.php>>.

Université de Toronto. Communiqué, « Mining Leaders Invest \$9M for New U of T Mining Centre » (21 septembre 2009), en ligne : Université de Toronto <<http://www.news.utoronto.ca/mining-leaders-invest-9m-new-u-t-mining-centre>>.

Université de Toronto. Communiqué, « U of T Mining Centre gets Boost from Donors » (21 septembre 2009), en ligne : Université de Toronto <<http://www.news.utoronto.ca/u-t-mining-centre-gets-boost-donors>>.

Université de Victoria. Communiqué, « \$500,000 Donation Supports Social and Sustainable Innovation at UVic » (19 février 2013), en ligne : Université de Victoria <<http://communications.uvic.ca/releases/release.php?display=release&id=1360>>.

Université de Victoria. Communiqué, « UVic Students Benefit from \$3.6 Million Surprise Gift » (20 juin 2005), en ligne : Université de Victoria <<http://communications.uvic.ca/releases/release.php?display=release&id=656>>.

Université de Western Ontario. Communiqué, « Convocation for Schulich MDs Pays Tribute to Benefactor » (14 mai 2008), en ligne : Université de Western Ontario <http://communications.uwo.ca/com/media_newsroom/media_newsroom_stories/convocation_for_schulich_mds_pays_tribute_to_benefactor_20080514442243/>.

Université de Western Ontario. Communiqué, « Gift Allows Western to Mine Industry Expertise » (24 mai 2012), en ligne : Université de Western Ontario <http://communications.uwo.ca/western_news/stories/2012/May/gift_allows_western_to_mine_industry_expertise.pdf>.

Université Lakehead. Communiqué, « CDN Resource Labs Donates \$10,000 to Lakehead University » (11 novembre 2008), en ligne : Université Lakehead <<http://communications.lakeheadu.ca/news/?display=news&nid=523&unitid=1>>.

Université Laurentienne. Communiqué, « La famille Goodman investit dans l'École des mines de l'Université Laurentienne » (15 octobre 2012), en ligne : Université Laurentienne <<http://www.laurentian.ca/fr/nouvelles/goodman>>.

Université Laurentienne. Communiqué, « La Laurentienne nomme le directeur général de l'École des mines Goodman » (16 janvier 2013), en ligne : Université Laurentienne <<http://www.laurentian.ca/fr/content/la-laurentienne-nomme-le-directeur-g%C3%A9n%C3%A9ral-de-l%E2%80%99%C3%A9cole-des-mines-goodman>>.

Université Laurentienne. Communiqué, « L'Université Laurentienne crée la première Chaire de recherche en exploitation minière à ciel ouvert » (14 janvier 2013), en ligne : Université Laurentienne <<http://laurentian.ca/fr/content/l%E2%80%99universit%C3%A9-laurentienne-cr%C3%A9e-la-premi%C3%A8re-chaire-de-recherche-en-exploitation-mini%C3%A8re-%C3%A0-ciel>>.

Université Laurentienne. Communiqué, « L'Université Laurentienne est à la tête d'un projet de recherche unique de 12 000 000\$ » (14 mai 2013), en ligne : Université Laurentienne <<http://laurentian.ca/fr/content/l%E2%80%99universit%C3%A9-laurentienne-est-%C3%A0-la-t%C3%Aête-d%E2%80%99un-projet-de-recherche-unique-de-12-000-000>>.

Université Laurentienne. Communiqué, « Vale fait un investissement dans le Centre de recherche en santé et sécurité au travail de l'Université Laurentienne » (7 décembre 2012), en ligne : Université Laurentienne <<http://laurentian.ca/fr/content/vale-fait-un-investissement-dans-le-centre-de-recherche-en-sant%C3%A9-et-s%C3%A9curit%C3%A9-au-travail-de-l>>.

Université Laurentienne et Mirarco. Communiqué, « L'industrie minière, le gouvernement et le monde académique unissent leurs forces dans la réalisation d'un programme de recherche viable » (21 juin 2007), en ligne : Mirarco <http://www.mirarco.org/files/pressrelease/1249925799APGR_industrie_gouvernement_education_FR21juin07.pdf>.

Université Laval. Communiqué, « 650 000 \$ pour le lancement de deux chaires au Département de génie des mines, de la métallurgie et des matériaux de l'Université Laval » (5 décembre 2011), en ligne : Université Laval <<http://www.relationsmedias.ulaval.ca/comm/2011/decembre/650-000-pour-lancement-deux-chaire-3270.html>>.

Université Laval. Communiqué, « L'Université Laval et Cisco créent une Chaire de leadership en enseignement à distance en matière d'informatique et de génie logiciel » (13 mars 2013), en ligne : Université Laval <<http://www.relationsmedias.ulaval.ca/comm/2013/mars/universite-laval-cisco-creent-une-chaire-3337.html>>.

Université Laval. Communiqué, « Plus d'un million de dollars pour la géologie et le génie géologique » (14 mai 2012), en ligne : Université Laval <<http://www.relationsmedias.ulaval.ca/comm/2012/mai/plus-million-dollars-pour-geologie-genie-3296.html>>.

Université Laval. Communiqué, « Une chaire pour optimiser la formation des futurs ingénieurs » (23 octobre 2012), en ligne : Université Laval <<http://www.relationsmedias.ulaval.ca/comm/2012/octobre/une-chaire-pour-optimiser-formation-des-3317.html>>.

Université McGill. « About the Schulich Library of Science and Engineering » (14 septembre 2013), en ligne : Université McGill <<http://www.mcgill.ca/library/branches/schulich/about>>.

Université McGill. Communiqué, « McGill University Mines Top Mineral Expert » (13 juillet 2005), en ligne : Université McGill <http://cosmo.mcgill.ca/news/pdf/cosmo-top_mineral_expert.pdf>.

Université McGill. Communiqué, « Nouveau nom : École de musique Schulich de l'Université McGill » (30 septembre 2005), en ligne : Université McGill <<http://www.mcgill.ca/channels/fr/news/nouveau-nom-%C3%A9cole-de-musique-schulich-de-luniversit%C3%A9-mcgill-17008>>.

Université McGill. Communiqué, « Rio Tinto Alcan investit dans l'avenir de l'arbitrage international à l'Université McGill » (11 novembre 2008), en ligne : Université McGill <<http://www.mcgill.ca/channels/fr/news/rio-tinto-alcan-investit-dans-l%E2%80%99avenir-de-l%E2%80%99arbitrage-international-%C3%A0-l%E2%80%99universit%C3%A9-mcgill-102667>>.

Université Memorial. Communiqué, « Memorial University Renames Campus Building in Dr. Angus Bruneau's Honour » (6 avril 2011), en ligne : Université Memorial <<http://www.mun.ca/marcomm/news/index.php?includefile=showitem.php&id=3316>>.

Université Memorial. Communiqué, « NSERC-Altius Industrial Research Chair in Metallogeny of Ores in Volcanic and Sedimentary Basins » (18 mars 2011), en ligne : Université Memorial <http://today.mun.ca/news.php?news_id=6254>.

Université Nipissing. Communiqué, « Nipissing University Announces Schulich School of Education » (7 mai 2010), en ligne : Université Nipissing <<http://www.nipissingu.ca/about-us/newsroom/Pages/Nipissing-University-Announces-Schulich-School-of-Education.aspx>>.

Université Queen's. Communiqué, « Queen's Mining Receives Historic Donation » (14 juillet 2009), en ligne : Université Queen's <<http://www.queensu.ca/news/articles/queens-mining-receives-historic-donation>>.

Université Simon Fraser. Communiqué, « Goldcorp Donates \$10 Million to SFU Downtown Eastside Arts Centre » (23 septembre 2010), en ligne : Université Simon Fraser <http://www.sfu.ca/pamr/media_releases/media_releases_archive/s/goldcorp-donates-10-million-to-sfu-downtown-eastside-arts-centre.html>.

Université Simon Fraser. Communiqué, « SFU Receives Record \$12-Million Gift » (10 mai 2007), en ligne : Université Simon Fraser <http://www.sfu.ca/archive-pamr/media_releases/media_releases_archive/media_release05100702.html>.

Université York. Communiqué, « Inmet Gives \$1 Million to Schulich's MBA Global Mining Management Specialization » (30 novembre 2012), en ligne : Université York <<http://yfile.news.yorku.ca/2012/11/30/inmet-mining-gives-1-million-to-schulichs-mba-global-mining-management-specialization/>>.

Université York. Communiqué, « York University benefactor Seymour Schulich to be inducted into Canadian Business Hall of Fame » (3 mai 2011), en ligne : Université York <<http://news.yorku.ca/2011/05/03/york-u-benefactor-seymour-schulich-to-join-canadian-business-hall-of-fame/>>.

Xstrata Nickel et Université Laurentienne. Communiqué, « Xstrata Nickel Invests \$5 Million in Centre for Excellence in Mining Innovation (CEMI) at Laurentian University » (18 décembre 2006), en ligne : CEMI <https://www.miningexcellence.ca/news/releases/links/XNi_Release_20061218.pdf>.

DICTIONNAIRES

Oxford English Dictionary, 3^e éd, *sub verbo* « Positivism ».

ENTREVUES

Entrevue d'Andrew Leach par Jim Brown. « The 180 Call Out of the Week: Why Not Refine It », (11 septembre 2013) sur *The 180*, CBC Radio, Toronto, en ligne : CBC.ca <http://www.cbc.ca/the_180/excerpts/2013/09/11/the-180-call-out-of-the-week-why-not-refine-it/>.

Entrevue de James Turk par Carol Off. (20 novembre 2013) sur *As it Happens*, CBC Radio, Toronto, en ligne : CBC Radio <<http://www.cbc.ca/asithappens/episode/2013/11/20/wednesday-senate-rcmp-documents-walmart-donations-blizzard-survivor-kim-jong-ummand-more/>>.

Entrevue de Joseph Doucet par Jim Brown. « Can an Industry-Sponsored Professorship be Independent? », (23 septembre 2013) sur *The 180*, CBC Radio, Toronto, en ligne : CBC.ca <<http://www.cbc.ca/the180/excerpts/2013/09/26/can-an-industry-sponsored-professorship-be-independent/>>.

Entrevue de l'auteure avec Ed Holmes (Analyste principal, Statistiques financières et fiscales des entreprises), Statistique Canada (21 juin 2011).

Entrevue de l'auteure avec Graham Farquharson (Président du Conseil d'administration), FIMCE (21 juin 2011).

DOCUMENTS DISPONIBLES EN LIGNES ET SITES INTERNET

ACPPU. « Accueil », en ligne : ACPPU <<http://www.caut.ca/fr/accueil>>.

ACPPU. « Au sujet de l'ACPPU », en ligne : ACPPU <<http://www.caut.ca/fr/au-sujet>>.

ACPPU. « CAUT Thanked for UNESCO Recommendation » (2007) 54:10 CAUT/ACPPU Bulletin, en ligne : ACPPU <http://www.cautbulletin.ca/staging/fr_article.asp?ArticleID=346>.

ACPPU. « Enjeux et campagnes : Recommandation de l'UNESCO sur la liberté académique », en ligne : ACPPU <<http://archive.caut.ca/pages.asp?page=402&lang=2&txtSearch=&nid=>>.

ACPPU. « Politiques générales de l'ACPPU : La liberté académique », en ligne : ACPPU <<http://www.caut.ca/fr/au-sujet/politiques-generales-de-l-acppu/lists/politiques-g%C3%A9n%C3%A9rales-de-l%27acppu/%C3%A9nonc%C3%A9-de-principes-de-l%27acppu-sur-la-libert%C3%A9-acad%C3%A9mique>>.

Anderson, Scott. « Munk Centre Received \$5 Million Endowment » (2007) *UofT Magazine*, en ligne : UofT Magazine <<http://www.magazine.utoronto.ca/winter-2007/munk-centre-donation-peter-munk-international-studies/>>.

Association minière du Canada. « Incidence économique », en ligne : Association minière du Canada <<http://www.mining.ca/site/index.php/fr/mining-au-canada-fr/economic-impact-fr.html>>.

AUCC. « Assurance de la qualité dans les universités canadiennes », en ligne : AUCC <<http://www.aucc.ca/fr/universites-canadiennes/assurance-de-la-qualite/>>.

Barrick Gold. « Responsible Mining: 2012 Corporate Responsibility Report » (2012), en ligne : Barrick Gold <<http://www.barrick.com/files/responsibility-report/2012/Barrick-2012-Corporate-Responsibility-Report.pdf>>.

Bourses Schulich Leader. « À propos de la bourse d'étude », en ligne : Bourses Schulich Leader <<http://schulichleaders.com/fr/propos-de-la-bourse-d%C3%A9tude>>.

Bourses Schulich Leader. « Designated Canadian Universities 2014 », en ligne : Bourses Schulich Leader <<http://www.schulichleaders.com/fr/universities>>.

Canadian Mining Journal. « Donation: \$10-M Gift from Bharti is Largest in Laurentian History » (28 novembre 2011), en ligne : Canadian Mining Journal <<http://www.canadianminingjournal.com/news/donation-10-m-gift-from-bharti-is-largest-in-laurentian-history/1000722126/>>.

Canadian Mining Journal. « Investment in Excellence: INCO Offers \$5M to Centre at Laurentian » (9 avril 2006), en ligne : Canadian Mining Journal <<http://www.canadianminingjournal.com/news/investment-in-excellence--inco-offers-5m-to-centre-at-laurentian/1000050843/>>.

Canadian Mining Journal. « Kinross, U of Guelph Establish Canada-Brazil Network » (1 février 2008), en ligne : Canadian Mining Journal, <<http://www.canadianminingjournal.com/issues/story.aspx?aid=1000220889>>.

Canadian Mining Journal. « Mining Community to Invest \$20M at UBC » (20 janvier 2008), en ligne : Canadian Mining Journal <<http://www.canadianminingjournal.com/news/education--mining-community-to-invest-20m-at-ubc/1000074276/>>.

Canadian Mining Journal. « Mining Innovation – Xstrata Nickel Pledges \$5M to Laurentian University » (20 décembre 2006), en ligne : Canadian Mining Journal <<http://www.canadianminingjournal.com/news/mining-innovation--xstrata-nickel-pledges-5m-to-laurentian-university/1000059425/?&er=NA>>.

Canadian Mining Journal. « University Receives Shares in Mining Company » (23 décembre 2009), en ligne : Canadian Mining Journal <<http://www.canadianminingjournal.com/issues/story.aspx?aid=1000352306>>.

CBERN. « About the Canadian Business Ethics Research Network (CBERN) », en ligne : CBERN <http://www.cbern.ca/about_us>.

CERLAC. « Extractive Industries Research Group (EIRG) », en ligne : Université York <<http://cerlac.news.yorku.ca/news-events/on-going-activities/eirg/>>.

Conseil canadien de l'innovation minière, en ligne : <<http://cmic-footprints.ca/people/structureorganization>>.

Département de géologie (Université de Toronto). *Alumni News* (février 2010), en ligne : Université de Toronto <<http://www.geology.utoronto.ca/alumni/alumni-newsletters/U%20of%20T%20Geology%20Alumni%20News%202010.pdf>>.

Département de science des matériaux et de génie (Université de Toronto). Communiqué, « \$1M to Advance Boundless Innovation in Materials Processing & Characterization » (1 octobre 2012), en ligne : Université de Toronto <<http://www.mse.utoronto.ca/news/features/20121001.htm?PageMode=Print>>.

École Polytechnique de Montréal (Université de Montréal). « Pavillons Claudette-Mackay-Lassonde et Pierre-Lassonde – Historique de la construction », en ligne : École Polytechnique de Montréal <<http://www.polymtl.ca/lassonde/historique/index.php>>.

École Polytechnique de Montréal (Université de Montréal). « Pavillons Claudette-Mackay-Lassonde et Pierre-Lassonde – Primeurs », en ligne : École

Polytechnique de Montréal <<http://www.polymtl.ca/lassonde/primeur/index.php#index2>>.

École Polytechnique de Montréal (Université de Montréal). « Renseignements généraux – Campus », en ligne : École Polytechnique de Montréal <<http://www.polymtl.ca/rengen/toutPoly/campus/index.php>>.

Elias, Christine (Faculté des arts et des sciences, Université de Toronto). « U of T Announces New Munk School of Global Affairs » (13 avril 2010), en ligne : Université de Toronto <<http://www.artsci.utoronto.ca/main/newsitems/april-13-2010-2014-u-of-t-announces-new-munk-school-of-global-affairs>>.

Enbridge, Incorporated « Northern Gateway Project », en ligne : Enbridge, Incorporated <<http://www.enbridge.com/NorthernGatewayProject.aspx>>.

Faculté de génie et des sciences appliquées (Université Queen's). « Queen's Faculty of Engineering and Applied Science – The Allied Nevada Professorship in Surface Mine Planning & Design » (11 janvier 2013), en ligne : Université Queen's <<http://engineering.queensu.ca/Governance/FacultyBoard/Meetings/files/AlliedNevadaProfessorshipinSurfaceMinePlanningDesign.pdf>>.

Faculté des arts et des sciences (Université de Toronto). « Geology », en ligne : Université de Toronto <<http://www.artsci.utoronto.ca/graduate/scholarships/scholarships-by-department/geology>>.

FCEE. « Financement de l'éducation postsecondaire », Ottawa, FCEE, 2013, en ligne : FCEE <<http://cfs-fcee.ca/wp-content/uploads/sites/2/2013/11/Fact-Sheet-Funding-2013-11-FR.pdf>>.

FCEE. « Les enjeux : universités et collèges privés », en ligne : FCEE <http://cfs-fcee.ca/les_enjeux/universites-et-colleges-privés/?lang=fr>.

FCI. « Au sujet de la FCI : Historique », en ligne : FCI <<http://innovation.ca/fr/AusujetdelaFCI/Historique>>.

FIMCE. « Commanditaires », en ligne : FIMCE <http://cmief.ca/french/sponsors_fr.html>.

Goldcorp Incorporated « Pratique minières responsables », en ligne : Goldcorp Incorporated <<http://www.goldcorp.com/French/pratiques-minières-responsables/dons/education/default.aspx>>.

- Goldcorp Incorporated « 2005 Sustainability Report » (2005), en ligne : Goldcorp Incorporated <http://www.goldcorp.com/files/docs_sustainability/GCSUSReport2005.pdf>.
- GRAMA. « Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique (GRAMA) », en ligne : UQAM <<http://www.grama.uqam.ca/>>.
- Groupe consultatif. « Tables rondes nationales sur la responsabilité sociale et l'industrie extractive minière dans les pays en développement : Rapport du groupe consultatif » (29 mars 2007), en ligne : Halifax Initiative <<http://www.halifaxinitiative.org/updir/Rapportdugroupeconsultatif-mars2007.pdf>>.
- Groupe TMX. « A Capital Opportunity: Mining » (2013), en ligne : Groupe TMX <http://www.tmx.com/en/pdf/Mining_Presentation.pdf>.
- Groupe TMX. « Leader mondial dans le secteur minier » (2012), en ligne : Groupe TMX <http://www.tmx.com/fr/pdf/Mining_Sector_Sheet.pdf>.
- Halifax Initiative. « À propos du Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises », en ligne : RCRCE <<http://www.halifaxinitiative.org/node/3105>>.
- Hamel, Paul et John Valteau. « The Perils of Philanthropy: The Case of the Munk School », *The Blue and White* (2 février 2011), en ligne : The Blue and White <<http://www.theblueandwhite.ca>>.
- Howitt, Peter. « From Curiosity to Wealth Creation: How University Research Can Boost Economic Growth », Toronto, Institut C D Howe, 2013, en ligne : Institut C D Howe <http://www.cdhowe.org/pdf/Commentary_383.pdf>.
- HudBay Minerals Incorporated « HudBay Minerals 2009 Corporate Social Responsibility Report: Protecting Our Future » (2009), en ligne : HudBay Minerals Incorporated <www.hudbayminerals.com/files/doc_downloads/10_15_10_CSR_Report_FINAL.pdf>.
- Human Rights Watch. *Gold's Costly Dividend*, 2011, en ligne : Human Rights Watch <<http://www.hrw.org/node/95767/section/2>>.
- Imagine Canada. *Pratiques, motivations et difficultés de l'investissement communautaire des entreprises : constatations de l'Enquête canadienne sur les contributions des entreprises à la collectivité* (2010), en ligne : Imagine Canada <http://library.imaginecanada.ca/files/nonprofitscan/fr/misc/bctc_presentation_2010_fr.pdf>.

IIMI. « About IIMI », en ligne : IIMI <<http://www.imii.ca/pages/about-us.html>>.

Kazia, Alex, Naushad Ali Husein et Jade Colbert. « Welcome to your Corporate Campus » *The Varsity* (10 avril 2008), en ligne : The Varsity <<http://www.thevarsity.ca>>.

Macdonald, Cynthia. « A Global Affair » *U of T Magazine* (automne 2010), en ligne : U of T Magazine <<http://www.magazine.utoronto.ca/feature/new-munk-school-of-global-affairs-janice-stein-international-relations/>>.

Man, Theresa L M. « Corporate Giving: A Tax Perspective » (18 septembre 2006), en ligne : Carters Barristers, Solicitors and Trademark Agents <http://www.carters.ca/pub/article/charity/2007/tlm_corpgiving.pdf>.

Mines alerte. « Bill C-300 a High Water Mark for Mining and Government Accountability » (15 novembre 2010), en ligne : Mines alerte <<http://www.miningwatch.ca/en/bill-c-300-high-water-mark-mining-and-government-accountability>>.

Mines alerte. « Mines alerte », en ligne : Mines alerte <<http://www.miningwatch.ca/fr/mines-alerte-1>>.

Misak, Cheryl. « A Response to The Perils of Philanthropy » (22 février 2011) *The Blue and White*, en ligne : The Blue and White <<http://theblueandwhite.ca/article/2011/02/22/12/38/49/a-response-to-the-perils-of-philanthropy.html>>.

Munk School of Global Affairs (Université de Toronto). « The New Munk School of Global Affairs » (2010) Munk Monitor, en ligne : Munk School of Global Affairs <http://munkschool.utoronto.ca/wp-content/uploads/2013/05/Monitor_Spring_2010_high.pdf>.

Naylor, David (Bureau du président, Université de Toronto). « President's Letter on Philanthropy at the University of Toronto » (25 February 2011), en ligne : Université de Toronto <<http://www.president.utoronto.ca/speeches/open-letter-on-philanthropy>>.

OISE (Université de Toronto). « Changing Academic Profession: Current Research Project », en ligne : Université de Toronto <http://www.oise.utoronto.ca/hec/Research_Resources/Changing_Academic_Professions.html>.

Peter Munk OUT of UofT. « Munk and UofT », en ligne : Peter Munk OUT of UofT <<http://munkoutofuoft.wordpress.com/munk-and-uoft/>>.

Robertson, Dylan C. « Profs Allège Donor Influence », *The Varsity* (29 November 2010), en ligne : The Varsity <<http://thevarsity.ca/2010/11/29/profs-allege-donor-influence/>>.

Silver Standard Resources Incorporated « Building a High Standard - 2007 Annual Report » (mai 2008), en ligne : Silver Standard Resources Incorporated <http://files.shareholder.com/downloads/SSRI/1300582521x0x191385/2A8CAD79-9F8C-407D-9779-401D1EC551E1/2007_SSRI_Full_AR.pdf>.

Université Carleton. « Philanthropy Naming Policy » (2009), en ligne : Université Carleton <<http://www2.carleton.ca/secretariat/policies/philanthropic-naming-policy/>>.

Université Concordia. « Gestion des documents et des archives: Corporate-Higher Education Forum fonds », en ligne : Université Concordia <<http://archives.concordia.ca/fr/P003>>.

Université Dalhousie. « History & Tradition », en ligne : Dalhousie University <<http://www.dal.ca/faculty/law/about/history-of-schulich-school-of-law.html>>.

Université de la Colombie-Britannique. « International institute : Gouvernance et gestion », en ligne : Université de la Colombie-Britannique <<http://mining.ubc.ca/international-institute/qui-nous-sommes/gouvernance-et-gestion/>>.

Université de la Colombie-Britannique. « International institute : Partenaires de l'Institut », en ligne : Université de la Colombie-Britannique <<http://mining.ubc.ca/international-institute/partenaires-de-linstitut/>>.

Université de la Colombie-Britannique. « International Institute : Qui nous sommes », en ligne : Université de la Colombie-Britannique <<http://mining.ubc.ca/international-institute/qui-nous-sommes/>>.

Université de Nouveau-Brunswick. « A Rock-Solid Foundation », en ligne : Université de Nouveau-Brunswick <<http://www.unb.ca/difference/quartermain.html>>.

Université du Québec à Montréal. « Résolutions du Conseil académique 2012-2013 » (19 décembre 2012), en ligne : Université du Québec à Montréal <<http://www.sciences.uqam.ca/upload/files/pdf/2012-2013/2012-cafs-672.pdf>>.

Université de Toronto. « A Brief History and Description of the Governing Council of the University of Toronto » (11 août 2005), en ligne : Université de Toronto :

<<http://www.governingcouncil.utoronto.ca/Assets/Governing+Council+Digital+Assets/Information+Manual/2.01.01.pdf>>

Université de Toronto. « Statement of Purpose » (15 octobre 1992), en ligne : Université de Toronto <<http://www.utoronto.ca/about-uoft/mission-and-perpose.htm>>.

Université de Waterloo. « Faculty Association: About the Faculty Association », en ligne : Université de Waterloo <<https://uwaterloo.ca/faculty-association/about>>.

Université de Western Ontario. « About the School », en ligne : Université de Western Ontario <<http://www.schulich.uwo.ca/schulichhome/aboutus/>>.

Université de Western Ontario. « Science Flashpoint: Gifts to Western Science », en ligne : Université de Western Ontario <<http://www.uwo.ca/sci/publications/flashpoint/gifts/thanks.html>>.

Université Lakehead. « Generous Barrick Gold Gift a Boon to Marathon and Northern Ontario » (17 janvier 2010), en ligne : Université Lakehead, <<http://communications.lakeheadu.ca/news/?display=news&nid=767>>.

Université Laurentienne. « Goodman School of Mines », en ligne : Université Laurentienne <<http://laurentian.ca/goodman-school-of-mines>>.

Université Laurentienne. « Politique de dénomination de l'université », en ligne : Université Laurentienne <http://142.51.79.168/Laurentian/Home/Departments/Development+Office/Naming+Policy/Recognition_Benefactions.htm?Laurentian_Lang=fr-CA>.

Université Laval. « Chaire de recherche industrielle CRSNG-Agnico-Eagle en exploration minérale : Inauguration de la Chaire » (28 novembre 2012), en ligne : Université Laval <<http://explomin.ggl.ulaval.ca/a-propos/>>.

Université Laval. « Chaire de leadership en enseignement en géologie structurale Virginia-Gaumont », en ligne : Université Laval <<http://www2.ulaval.ca/les-etudes/cle/chaire-de-leadership-en-enseignement/geologie-structurale-virginia-gaumont.html>>.

Université Laval. « Chaire de leadership en enseignement en géophysique d'exploration Osisko », en ligne : Université Laval <<http://www2.ulaval.ca/les-etudes/cle/chaire-de-leadership-en-enseignement/geophysique-dexploration-osisko.html>>.

Université Memorial. « Inco Innovation Centre/Atlantic Innovation Fund Project », en ligne : Université Memorial <<http://www.mun.ca/iic/about/>>.

Université Queen's. « Gift Acceptance Policy » (décembre 2002), en ligne : Université Queen's <<http://www.queensu.ca/secretariat/trustees/policy/gift.html>>.

Université York. « Lassonde School of Engineering: Our Story », en ligne : Université York <<http://lassonde.yorku.ca/our-story>>.

Vukosavic, Irina. « Munk School hits its Stride » *The Varsity* (22 octobre 2012), en ligne : The Varsity <<http://thevarsity.ca/2012/10/22/munk-school-hits-its-stride/>>.

AUTRES SOURCES

ACPPU. *Almanach de l'enseignement postsecondaire 2013-2014*, Ottawa, ACPPU, 2013.

ACPPU. « Ouvertes au monde des affaires : À quelles conditions ? – Une analyse de 12 accords de collaboration entre des universités canadiennes et des sociétés, des donateurs et des gouvernements », Ottawa, ACPPU, 2013.

AUCC. *En plein essor : édition 2008 du rapport sur la recherche universitaire et la mobilisation du savoir*, Ottawa, AUCC, 2008.

AUCC. *Les Universités mettent leurs idées au travail pour les Canadiens*, Ottawa, AUCC, 2012.

Cameron, David M. *More than an Academic Question: Universities, Government, and Public Policy in Canada*, Halifax, Institute for Research on Public Policy, 1991.

Fisher, Donald et al. *Canadian Federal Policy and Postsecondary Education*, Vancouver, Centre for Policy Studies in Higher Education and Training, 2006.

Henderson, M Todd et Anup Malani. « Corporate Philanthropy and the Market for Altruism » (2008) John M. Olin Law & Economics Working Paper No. 399.

Inco Limited. « 2004 Social Responsibility Report », Toronto, Inco Limited., 2004.

- Maxwell, Judith et Stephanie Currie. « Ensemble vers l'avenir : La collaboration entreprise-université au Canada », rapport commandé dans le cadre du Congrès du Forum entreprise-universités, Université Concordia, Forum entreprise-université, mai 1984.
- Mines Virginia Incorporated « Mines Virginia Inc.: Rapport de développement durable 2013 », Québec, Mines Virginia Incorporated, 2013.
- Murphy, Meg. « Munk Contract 'scandalous' », *The Varsity* (24 novembre 1997) 1.
- Osisko Mining Corporation. « Imaginer l'avenir : Rapport de développement durable 2011 », Montréal, Osisko Mining Corporation, 2011.
- Peter and Melanie Munk Charitable Foundation et The Governing Council of the University of Toronto. « Memorandum of Agreement » (29 novembre 2009).
- Polster, Claire. *Compromising Positions: The Federal Government and the Reorganization of the Social Relations of Canadian Academic Research*, thèse de doctorat en philosophie, Université York, 1994 [non publiée].
- Shaker, Erika et David MacDonald. *Degrees of Uncertainty: Navigating the Changing Terrain of University Finance*, Ottawa, Canadian Centre for Policy Alternatives, 2013.